



SANS FRONTIERES

Juillet - Août 2016

Journal de l'Institut franco-russe de Donetsk et du Département français des sciences et techniques de l'Université nationale technique de Donetsk

SHTANDART

Escale impériale pour la frégate russe



Pour une grande Europe de l'Atlantique à l'Oural



Alexandre Prokhorenko



Rencontre avec les Brigandes

SOMMAIRE

SANS FRONTIÈRES

Certificat
d'enregistrement
No 212 du 14.04.2015

Rédacteur en chef :
Hélène SYDOROVA

Rédacteur en chef adjoint :
François MAURICE

Comité de rédaction :
Alexandre WATTIN,
Olivier MENUT,
Bernard-Philippe BULIDON,
David BRET,
Michel MOGNIAT,
Guillaume BERNARD,
Karine BECHET-GOLOVKO,
Philippe GAUCHER,
Pascal TRAN HUU,
Xavier MOREAU,
Grégory DUFOUR,
Sylvain FERREIRA

Nos contacts:

Département Français des
Sciences et Techniques,
Université Nationale
Technique de Donetsk,
58, rue Artiom, 283001
Donetsk, République
Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel :
dfst@dgtu.donetsk.ua
<http://dfst.donntu.org/fr/vie/vie.htm>

Réseaux sociaux :

<https://www.facebook.com/sf.dfst.unttd>
<https://vk.com/sf.dfst.unttd>

Grégory DUFOUR Pour une Grande Europe de l'Atlantique à l'Oural	5
Karine BECHET-GOLOVKO Petit billet de rigueur sur le Brexit, what else ?	9
François MAURICE Quand un député ukrainien en appelait au génocide...	12
Karine BECHET-GOLOVKO Attentats d'Istanbul : Ahmed Tchataïev, terroriste protégé par Amnesty et la Cour de Strasbourg	15
Xavier MOREAU La relation-franco-russe : longue durée et temps présent	17
Olivier MENUT Alexandre Prokhorenko, officier russe de 25 ans, héros de la Fédération de Russie	23
Philippe GAUCHER Retour sur le conflit en mer de Chine méridionale	28
Pascal TRAN-HUU La 22 ^{ème} année de l'ère Heisei ou le retour du Japon	35
François MAURICE Le Shtandart : Escale impériale pour la frégate russe	38
V. I. OVINNIKOV Causes et antécédents du « Printemps russe » dans le Donbass durant les années 2014-2015 : nécessité de leur étude et du fondement scientifique	41
Sylvain FERREIRA Le corps expéditionnaire russe en France 1916-1918	46
Xavier MOREAU L'alliance germano-turque contre la Russie à la veille de la première guerre mondiale	53
Pascal TRAN-HUU La mission politique et militaire du Hedjaz	61
François MAURICE C'était il y a un siècle... Juillet et août 1916	67
Alexandre WATTIN Le musée militaire de Mayence : un exemple de la mémoire partagée franco-allemande	75
Olivier MENUT Les différentes croix de guerre 39-45 en France	82
Michel MOGNIAT Les bienveillantes (Prix Goncourt 2006)	91
Elena SYDOROVA Rencontre avec les Brigandes	94
David BRET La recette du Chef David Bret : Nage de fruits rouges en infusion de thé vert	99



L'ÉDITO

Chers lecteurs,

L'équipe de Sans Frontières continue de développer la collaboration et l'amitié franco-russes à travers ses différents articles, toujours plus nombreux chaque mois. Ainsi, notre nouveau rédacteur, Grégory Dufour, nous évoque, par son article « Pour une Grande Europe de l'Atlantique à l'Oural », le besoin de renforcer les liens qui unissent ces deux grandes nations.

Il n'y a toutefois pas des limites aux sujets qui nous intéressent à travers le monde. Ainsi, ce numéro est au cœur des sujets marins. Un des symboles les plus magnifiques de cet été est l'arrivée de la frégate russe « Shtandart » à Rochefort et sa rencontre avec l'Hermione sur la Charente.

Ce nouveau double numéro d'été permettra aux lecteurs d'apprécier des sujets de politique, de géostratégie, d'histoire et de culture, tout comme de découvrir des faits de violation des droits de l'Homme et un hommage aux héros qui nous défendent. Une rencontre exclusive avec le groupe musical Les Brigandes vous attend enfin sur nos pages.

En remerciant nos auteurs, experts et interviewés pour leurs beaux articles, analyses et partages. Nous invitons chaque lecteur qui souhaiterait apporter son soutien à notre journal à nous faire part de ses remarques tout comme nous lui proposons de lui ouvrir nos colonnes pour présenter ses idées, études et œuvres.

Bonne lecture à tous.

*Hélène SYDOROVA
Rédacteur en chef*



Le Comité de rédaction de « Sans Frontières » a le plaisir d'accueillir deux nouveaux rédacteurs : Grégory Dufour et Sylvain Ferreira.

Grégory DUFOUR



Germaniste et diplômé en relations internationales, Grégory Dufour (42 ans) travaille depuis près de 20 ans dans les relations franco-allemandes et affaires européennes. Il a été le collaborateur du Président de la Commission interministérielle de Coopération France-Allemagne (CICFA) au ministère des Affaires étrangères puis Délégué personnel du Secrétaire général adjoint (français) de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et est chargé depuis 12 ans de la coopération franco-allemande dans une collectivité territoriale du « Grand Est » (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine).

Ancien chargé de cours à l'Université de Lorraine, Grégory Dufour est membre du comité de pilotage du Centre franco-allemand (CFALOR) de l'Université de Lorraine. Il est également le créateur et l'animateur des

« Chroniques France-Allemagne » et de « Sarre alors ! » de Radio Jerico¹ (radio chrétienne de la Moselle) et le fondateur du comité franco-allemand pour l'Europe (COFAPE).

Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale (IHEDN), il est également Vice-Président du Souvenir français à Metz² - ville de Lorraine où reposent plus d'un millier de soldats russes et soviétiques - et est réserviste citoyen de l'Education nationale. Lauréat de l'Institut de France, Grégory Dufour est également Chevalier des Palmes académiques et titulaire des médailles d'honneur des Affaires étrangères et des Services militaires volontaires.

Sylvain FERREIRA



Engagé dans une réflexion quasi permanente sur l'art de la guerre, Sylvain Ferreira travaille principalement sur l'évolution de l'art de la guerre de 1850 à 1945. Il s'intéresse notamment au basculement dans l'ère industrielle et des conséquences sur les combattants. Ayant grandi avec la photo de son arrière-grand-père disparu en 1917 dans l'effroyable offensive Nivelle, il cherche à travers son destin à comprendre comment les hommes ont fait face à la brutalité sans limite du feu contre la chair... leur chair.

Journaliste et historien, Sylvain Ferreira a publié « Guerre de 1870 » chez Conflits et Stratégie (2008) et « L'expédition française aux Dardanelles » chez Lemme Edit (2015). Il collabore régulièrement aux magazines LOS !, Batailles et Blindés, et Vae Victis.

Par ailleurs, il est administrateur de la Société des Amis du Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, rédacteur en chef du MAG du Musée et rédacteur en chef des supports Internet : sam2g.fr, verdun.1916-2016.sam2g.fr. Il est enfin concepteur de wargames : Denain 1712, Leuthen 1757, ainsi que d'une règle de jeu d'Histoire pour figurines « Croix de Guerre » (2014).

Sylvain Ferreira combat sans relâche toutes les idées reçues, et notamment les mythes qui, depuis 1945, glorifient sans cesse l'armée allemande, qui abaissent la France depuis autant de temps et qui ignorent le sort de l'Empire russe, puis de l'URSS, dans la première moitié du XX^{ème} siècle. Il présente une partie de ses travaux sur son blog « Idées pour l'Histoire » et sur le site « Theatrum Belli ».

¹www.radiojerico.com

²Le Souvenir Français est une association française qui a pour **vocation** de maintenir la mémoire de tous ceux qui, combattants de la liberté et du droit, sont morts pour la France, ou l'ont bien servie, qu'ils soient Français ou étrangers. Il a pour **mission** l'entretien des sépultures et des monuments commémoratifs, l'organisation d'actions de Mémoire pour rendre hommage au courage et à la fidélité de tous ces hommes et ces femmes morts aux champs d'honneur. <http://www.le-souvenir-francais.fr>

« Pour une Grande Europe de l'Atlantique à l'Oural »



Grégory Dufour
Président du Comité franco-allemand pour l'Europe (COFAPE),
Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale (IHEDN)



« C'est mon opinion, et rien ne m'empêchera d'être du même avis qu'elle ! » Pierre Dac (humoriste)

Lors d'une conférence de presse donnée en 1949, cinq ans seulement après le sortir de la Deuxième Guerre mondiale et alors que se déroulait l'opération du pont aérien de Berlin-Ouest, le Général de Gaulle déclarait qu'une « Grande Europe » ne pouvait reposer que sur la « base » d'un « accord entre Français et Allemands », ennemis dits héréditaires. Il considérait également qu'une fois l'Europe faite sur ces bases franco-allemandes, il conviendrait de se

tourner vers la Russie. « Voilà », disait-il, « le programme des vrais Européens ! ». Cette vision gaullienne d'une « Grande Europe » aurait reposé sur une coopération approfondie entre les Nations européennes et sur une volonté commune des Européens d'œuvrer ensemble pour un



avenir commun, si ce n'est meilleur. L'avènement dès la fin des années 40 d'une politique de bloc contre bloc entre « occidentaux » d'un côté et soviétiques de l'autre n'a pu permettre à ce dessein de voir le jour. Un espoir subsista néanmoins en 1989. La chute du Mur de Berlin aurait en effet dû favoriser ce retour à l'idée d'une « Grande Europe ». Malheureusement, les très grandes difficultés qu'entraîna la dislocation de l'empire soviétique contraindront les politiques de l'ex-URSS à ne pas aller vers ce dessein, pas plus d'ailleurs les Européens qui resteront quelque part

convaincus des bienfaits¹ pour le continent européen d'une intégration plus importante qui allait donner naissance à l'Union européenne le 1^{er} novembre 1993 suite à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht².

Mais voilà ! En l'espace de 25 ans, l'Union européenne reste en panne. Elle reste en proie à de sérieux doutes³ avec la crise des migrants, la crise économique et sociale en Grèce ou encore l'inertie du couple franco-allemand⁴ faute d'équilibre politique entre les deux pays pivots du projet européen. Pire, l'Union européenne⁵ a en réalité favorisé la montée

continue de l'islamisme radical, de populismes voire de nationalismes.

Face à cette situation, sans doute que le temps est venu de repenser entièrement le projet européen et de réfléchir sérieusement à l'émergence d'une autre Europe.

Sans doute le temps est-il venu de plancher sur

l'émergence de cette « Grande Europe », une sorte de « Terre promise lointaine⁶ » qui irait de « l'Atlantique à l'Oural⁷ ». Notre époque, marquée par une incertitude face à l'avenir, devrait pouvoir inciter la France et la Russie à tendre vers ce grand dessein.

Mais voilà, pour y parvenir, il conviendrait en premier lieu que nous puissions échanger sereinement.

Or beaucoup voudraient nous diviser, une nouvelle fois, 27 ans après la Chute du Mur de Berlin. Beaucoup voudrait nous séparer, nous les héritiers



de cette si longue et si mouvementée amitié entre la France et la « Grande Russie »⁸.

Beaucoup voudraient sacrifier cette amitié séculaire sur l'autel d'obscurs intérêts. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils se donnent énormément de mal pour parvenir à leurs fins.

Lorsque l'on évoque par exemple dans les médias et dans les déclarations de certains politiques européens l'extérieur de la frontière orientale de l'Union européenne, la « Grande Russie » riche de ses territoires, de ses Etats et de ses habitants reste trop souvent caricaturée, marginalisée, voire toujours, et injustement, montrée du doigt, stigmatisée.

Le pire est sans doute que ces médias font à coup sûr fi des citoyens de ces Etats, de leur Histoire et de leur culture européenne, en ne se focalisant uniquement que sur la politique, lorsqu'ils ne se hasardent pas de façon pour le moins approximative sur le chemin de la géopolitique. Jamais d'images positives données aux Français ou autres Européens de l'Union européenne sur ces territoires et citoyens, jamais de débats permettant un véritable dialogue, constructif et fructueux avec des points de vue reposant sur des réalités et issus de part et d'autre des frontières et non sur des interprétations erronées. Les citoyens français et européens restent peu curieux malgré l'outil formidable qu'est Internet, il faut en convenir. Symboles d'un temps qui change, ils sont devenus davantage des consommateurs que des citoyens au libre arbitre intact. Ils n'ont de ce fait que de trop rares occasions de se faire une idée la plus réaliste possible sur nos voisins et amis orientaux de l'Union européenne.

Au mieux, les médias traditionnels et certains politiques, assurément plus atlantistes qu'européens, enferment les citoyens et contrées de la « Grande

Russie » dans des clichés vus et revus par des yeux d'occidentaux déformés par la société de consommation mondialisée qui refusent, un instant, de s'acculturer et de tenter enfin de comprendre l'autre. Il y a là une sérieuse contradiction dans leurs comportements. Il peut en effet paraître curieux d'être pour la mondialisation et refuser en même temps de s'ouvrir aux autres et les comprendre. Le « temps des cerises⁹ » est passé, voici le « temps des moutons » ! Cela reste malheureusement le cas depuis de nombreux mois sur les sujets difficiles liés par exemple à la situation en Ukraine, en Crimée ou à Donetsk.

Il est vrai que des événements graves s'y déroulent depuis plusieurs années et il ne convient pas de faire preuve d'angélisme et de naïveté quant à certains intérêts défendus bec et ongle par l'ensemble des parties et acteurs concernés. Toutefois, il est toujours surprenant d'observer, de ce côté-ci de l'Europe du moins, que les principaux mass-médias européens évoquent essentiellement les problèmes politiques, économiques et militaires souvent avec une vision pour le moins unilatérale et non-objective de la « chose ». Il convient également de constater qu'il n'est que trop rarement question des liens forts qui nous unissent les uns aux autres. Le « globish » « mainstream » et diverses « forces » veillent incontestablement au grain !

Si ces citoyens de « l'ancienne URSS » subissent de plein fouet ces événements – les sanctions européennes contre la Russie en sont un exemple parmi d'autres –, s'ils restent les premières victimes de ces derniers, comment peut-on un instant les oublier lorsque l'on prétend notamment vouloir s'ériger en étendards des droits de l'Homme comme le revendiquent, non sans prétention, certains intellectuels en goguette ou politiques français et européens ? Comment peut-on ainsi espérer voir ces citoyens de la « Grande Russie » vouloir échanger avec les Français et Européens ? Or, ce sont eux, ces citoyens, qui incarnent à la fois cette âme slave/ russe et résistante face à la fois à une certaine mondialisation des esprits et face au renoncement d'un grand nombre de Français et d'Européens à défendre à la fois leurs identités, leurs cultures et leurs valeurs. Cette âme slave qui a tant fait rêver et qui suscite, aujourd'hui encore, tant d'interrogations, tant de passions mais aussi tant d'appréhensions.



Beaucoup voudraient de toute évidence nous éloigner les uns des autres et revenir finalement à l'ancienne opposition blocs contre bloc, comme au « bon » vieux temps de la Guerre froide !

Mais au-delà de la politique et des enjeux internationaux qui dépassent, convenons-en, le commun des mortels et contre lesquels il reste particulièrement difficile de s'opposer en tant que simples citoyens, la meilleure réponse, sans doute naïve mais belle à apporter aux tensions créées artificiellement par différents lobbies et « forces » internationales entre citoyens de l'Union européenne et citoyens des « contrées » russes, est sans doute de croire en l'amitié entre les peuples. La meilleure réponse est sans doute de croire en l'amitié entre la France et les peuples et états de la « Grande Russie ». Nous sommes en effet si proches géographiquement, si proches culturellement et en même temps si loin.

Tout devrait nous rapprocher, tout devrait nous inciter à défendre nos valeurs communes face aux barbaries qui tentent de déstabiliser voire de détruire notre civilisation européenne. Oui, notre civilisation européenne, car nous faisons bel et bien partie de la même civilisation. Pour s'ériger face à ces dernières, tout devrait donc pouvoir nous inciter à mieux nous connaître malgré les tentatives de séparation que l'on peut observer ici et là, tout devrait nous inciter à œuvrer ensemble pour un avenir meilleur et à nous libérer enfin de ces barbaries pour l'avenir des plus jeunes générations. C'est notre responsabilité. Elle est immense. Il faut croire en ce sens en cette amitié, il faut la développer, il convient de la cultiver et de défendre ensemble notre conception commune de l'Humanité tout en veillant à ne pas nous laisser

enfermer ou prendre en otages par de sombres considérations géopolitiques ou médiatiques.

Pour cela, il nous faut tenter de dépasser nos propres certitudes sur l'autre, il nous faut jeter aux orties nos préjugés sur l'autre, il nous faut aller à la rencontre de l'autre et lui donner le meilleur de nous-mêmes. Pour cela, il nous faut imaginer des ponts entre les hommes et les femmes.

En ce sens, la jeunesse peut être un formidable acteur d'amitié tout en donnant un sens à cette « Grande Europe ». L'expérience de la coopération franco-allemande pourrait être particulièrement précieuse. La création d'un office franco-russe pour la Jeunesse, voire d'un office franco-germano-russe pour la Jeunesse sur le modèle de l'office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) qui conforterait l'idée de nouveau projet européen articulé autour de l'axe Paris-Berlin-Moscou en incluant évidemment d'autres pays, pourrait être un premier pas.

D'un point de vue plus bilatéral, l'encouragement à signer plus de jumelages entre villes françaises et villes de la « Grande Russie » peut également être l'occasion de renforcer concrètement les liens entre nos populations sur le modèle des très modestes 40 jumelages existants aujourd'hui¹⁰. L'encouragement à une promotion large en direction du grand public d'artistes de France et de « Grande Russie », tel le chanteur star Alexander Bouinov, totalement inconnu en France bien qu'il se soit déjà produit dans un show télévisé russe avec la Française et Lorraine Patricia Kaas, serait à entreprendre davantage à travers une action plus importante de nos services culturels diplomatiques.

Les acquis de l'année France-Russie de 2010 et de ses 350 manifestations et des « Rencontres culturelles France-Russie 2013-2014 » ainsi que





l'élan récent de l'année croisée franco-russe de la Culture et du Tourisme¹¹ se doivent d'être entretenus et de servir de source d'inspiration pour les autres Etats de la « Grande Russie ». Il convient de les faire fructifier à nouveau et d'en faire profiter le plus large public possible, dans nos capitales certes, mais aussi dans nos régions, de les promouvoir en direction des écoles, des universités, des associations et de ne pas le réserver qu'à un public restreint ou d'initiés. Internet doit pouvoir notamment nous y aider. Cela est impossible à concrétiser, direz-vous ? Et pourquoi pas ? Pour parvenir à ce dessein, il faudra des hommes et des femmes convaincus, décidés, courageux. Oui, courageux, car le fossé des malentendus et des incompréhensions peut parfois être grand, et être finalement source de tensions inutiles¹².

Ensemble, nous pourrions alors rebâtir les ponts qui se sont abimés depuis des décennies. Ensemble, nous pourrions poursuivre la grande Histoire franco-(grand)russe et la grande fraternité incarnées notamment par le glorieux régiment de chasse « Normandie-Niemen »¹³. La mémoire oubliée de ces centaines de soldats « soviétiques » enterrés notamment à Metz, en Lorraine, doit pouvoir, pour ne parler que d'elles, nous obliger à œuvrer ensemble les uns envers les autres pour un avenir meilleur. « Sans frontières » nous en donne de toute évidence une extraordinaire occasion.

G.D.

¹¹L'Union européenne n'a pu empêcher les guerres de Yougoslavie entre 1991 et 1999.

¹²Le projet de traité de Maastricht fut ratifié par référendum en France en 1992 à une très courte majorité. Il est encore

très souvent un sujet de discussion en France. Pour mémoire, ce traité créa notamment une monnaie unique, l'euro (mise en place en 2002) mais aussi la citoyenneté européenne. Il donna également le droit de voter et d'être élu dans l'État où l'on réside pour les élections européennes et municipales.

³Les candidats à la primaire de droite prônent certes en faveur d'une relance de l'Union européenne mais sans parler d'une refonte de l'UE <http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN0Y01Z0?pageNumber=3&virtualBrandChannel=0>

⁴<http://www.causeur.fr/europe-allemande-turquie-merkel-erdogan-37977.html#>

⁵Instances européennes et gouvernements nationaux en première ligne.

⁶<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/dossiers-thematiques/de-gaulle-et-le-monde/de-gaulle-et-lrsquoeeurope/analyses/lrsquoeeurope-de-lrsquoatlantique-a-lrsquooural.php>

⁷ibidem

⁸Référence au terme de « Grande Russie » utilisée dès le Moyen-Âge par le patriarche de Constantinople pour désigner les Slaves orientaux répartis entre la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

⁹Référence humoristique et ironique au « temps des cerises », chanson française de la fin du XIX^{ème} siècle, associée généralement à la Commune de Paris de 1871.

¹⁰On recense plus de 2 000 jumelages de villes entre la France et l'Allemagne et plus d'une centaine de jumelages entre villes françaises et villes américaines.

¹¹<https://fr.rbth.com/art/culture/2016/04/06/lannee-croisee-franco-russe-de-la-culture-et-du-tourisme-a-commence-582387>

¹²Pour y parvenir, sans doute faudra-t-il également que les uns et les autres laissent de côté certains traits de caractères, entendez que les Russes soient un peu plus cartésiens comme les Français le sont (du moins en cliché), il faudra peut-être pour les Français être moins cartésiens justement et cultiver également ces traits de caractères telle la passion « folle » mais sublime qui correspond finalement si bien à ce que l'on décrit, ici en France, comme l'âme slave/russe.

¹³<http://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/les-unites-militaires/le-regiment-de-chasse-normandie-niemen>

Petit billet de rigueur sur le Brexit, what else?



Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



Le oui l'a remporté, mais l'on nous explique que les Anglais sont désespérés, que c'est tragique pour le pays, qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Père, pardonne-leur ! En effet, comment oser dire non à l'UE, à son avenir glorieux, à ses routes pavées d'euros, à sa City fleurissante, à ses horaires dérégulées et à son SMIC remis au placard avec les fichus de mémé. Comment lui dire non ? Im-pen-sable. Alors imaginez un instant que les Anglais aient réellement voulu sortir de l'UE ? Bouhhh, j'en ai des frissons dans le dos, comme toute la presse française.

Les titres de notre bonne presse nationale sont d'une originalité digne des grandes heures du bolchévisme. « Le jour d'après... » lit-on ici et là. Sans oublier le « choc historique », car évidemment l'UE est une très vieille institution européenne qui était vouée à

l'éternité, qui en doutait?

Entre les « ils vont tomber de hauts », les « on nous a volé notre pays », l'objectivité de la presse est, comme à son habitude, infaillible. Prenons un article du journal Le Monde, en grande forme:

« *C'est un spectacle merdique. Nous sommes tous devenus un peu plus pauvres ce matin* », résume Peter, 45 ans, un banquier de la City, où l'on craint de voir partir des milliers de banquiers pour d'autres places européennes. Vendredi matin, Peter criait « *vendez !* » (de la livre sterling) à ses collègues, en constatant que David Cameron, qui a voulu ce référendum et échoué dans sa campagne en faveur du « Remain », s'apprêtait à annoncer sa démission, devant le 10 Downing Street, la résidence du premier ministre. « *Sa femme [Samantha Cameron] se tenait à ses côtés. Ce n'était pas bon signe* », dit-il.



Bref, la City est en crise et il se trouve que la Grande Bretagne dépasse les frontières de la City, ce que le référendum vient de rappeler. Mais qui sont ces « autres », ceux qui ont osé voter contre l'ordre, somme toute, nouvellement établi? Ceux qui justement ont « volé » le pays (à qui ? ce n'est pas précisé).

Et là c'est L'Express qui prend le relai, en nous expliquant que ce sont les vieux (donc ceux qui sont rétrogrades, dépassés, ne comprennent rien - je traduis) et les ratés (ceux qui ne sont pas matériellement les mieux garantis, justement les « dérégulés » et les « desmicarisés ») qui ont voté, mais ils se sont trompés. Si, si, je vous assure !

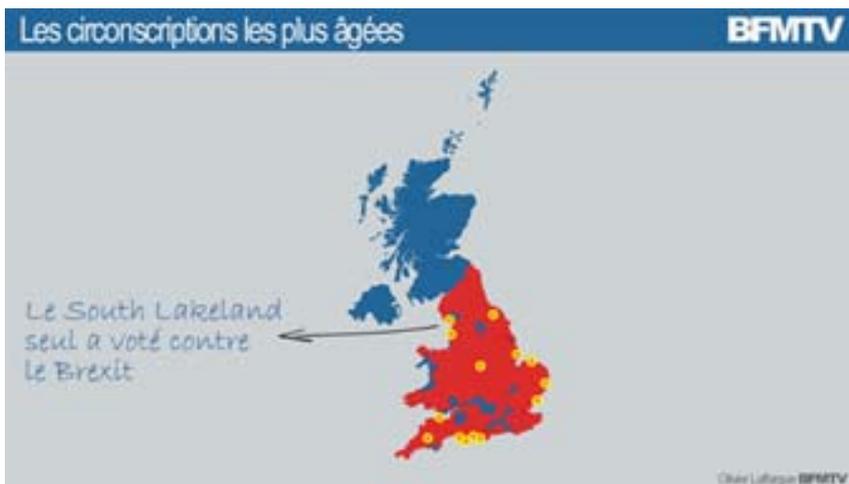
Les plus fervents partisans du Brexit sont souvent âgés et d'un milieu plus modeste que la moyenne. A l'occasion du référendum sur l'UE, ils ont cru sanctionner l'establishment. Mais leurs ennuis, et ceux du pays tout entier, ne font que commencer.

Car évidemment, la City et l'UE, qui développaient la main dans la main une politique sociale incontestable et incontestée (voyons ce qui se passe en France

avec la réforme du travail initiée selon les orientations données par l'UE), donc la City et l'UE ne pourront plus maintenant défendre la veuve et l'orphelin, ce qui les rend tristes.

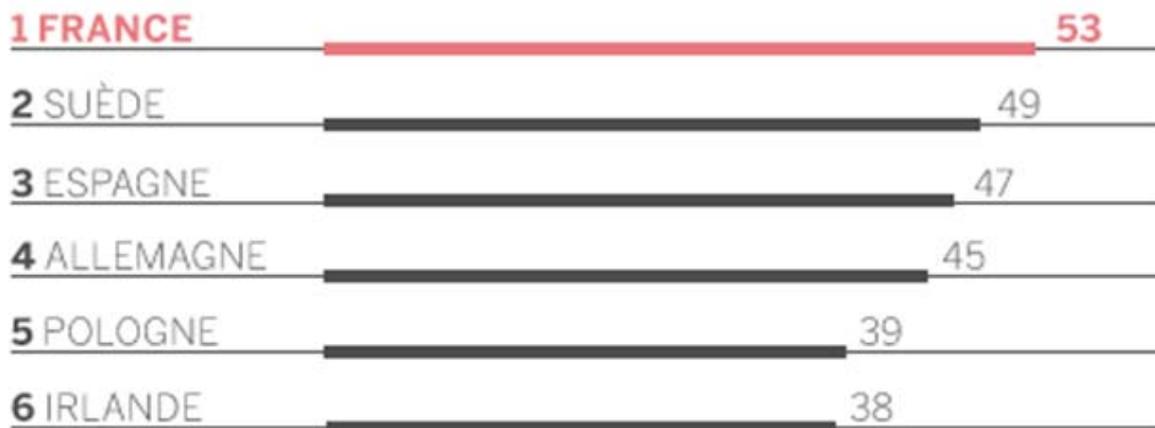
Ils nous prennent vraiment pour des imbéciles. Car, peut-être, ô sacrilège, justement les Anglais ne voulaient plus de ce système qui les privait de plus en plus de leurs prérogatives démocratiques, à savoir de pouvoir faire les choix politiques pour leur pays, indépendamment des intérêts de la City et de l'Union européenne ?

Ce mouvement populaire de mécontentement n'est pas nouveau et n'est pas restreint à la Grande Bretagne. En France déjà, en 2013, les sondages étaient éloquentes : 58 % estiment que l'Union européenne a un impact négatif sur la France. Elles ne sont que 19 % à estimer que l'UE a un effet positif et 9 % qu'elle n'a pas d'impact. (...) Selon ce sondage, 52 % des Français souhaitent moins d'Europe à l'avenir, contre 17 % d'un avis contraire et 18 % qui préfèrent que rien ne change. Autrement dit, non seulement l'image est très négative, mais la volonté des gens de voir moins



QUI VEUT AUSSI UN RÉFÉRENDUM SUR LA SORTIE DE L'UE

% de personnes en faveur d'une consultation similaire au référendum britannique dans leur propre pays



d'ingérence de l'UE n'a pas été respectée, la machine est lancée et s'est emballée. Pour autant, en France, nous n'avons pas lancé de référendum, le dernier de 2005 sur la soi-disant « constitution » européenne a servi de leçon au pouvoir. L'opinion du peuple est connue, ce n'est pas la peine d'insister, il faut passer outre.

En Grande Bretagne, manifestement, il reste des forces politiques capables de mettre un grain de sable dans l'engrenage. Pour autant, il y a peu de chances que cela fasse boule de neige, dans un avenir proche. Tout d'abord, la Grande Bretagne a eu la sagesse de ne pas abandonner sa monnaie nationale, ensuite elle a bénéficié de toute une série d'exception lui donnant un statut particulier. Et cela a été possible justement en raison de forces politiques nationales non marginales également orientées vers la défense de l'intérêt nationale.

Mais, tout n'est pas gagné. L'UE enjoint le pays à lancer rapidement la procédure de sortie, même si cette procédure est particulièrement floue. Face à cela, les partisans de l'Union européenne se radicalisent, mettent la pression sur l'ancien maire de Londres et lancent une pétition pour faire annuler le référendum. Il y aurait déjà 850 000 signatures. Cela rappelle beaucoup le « troisième tour démocratique », non prévu par la Constitution, des élections présidentielles ukrainiennes de 2004, celles qui ont

lancé le coup d'envoi à l'instabilité politique chronique du pays. Car il suffit de bafouer une seule fois les règles démocratiques, pour que la machine s'enraye. En d'autres termes, combien faudra-t-il de référendum pour obtenir le « bon » résultat?

Côté Union européenne, certes, la situation est compliquée. Nous sommes, avec le départ de l'Angleterre, à la veille de l'avènement du 4^{ème} Reich. Mais l'Allemagne d'aujourd'hui a-t-elle les reins assez solides pour entraîner autant de boulets ? Il s'agit non seulement de ses capacités financières, mais aussi de sa force politique. Et l'on peut en douter.

Par ailleurs, l'UE ne peut pas se permettre que la sortie de l'Angleterre ne se passe trop bien, ça pourrait lancer des vocations, déjà bien présentes, même si, pour l'instant, elles manquent d'artisans pour le réaliser. Pour autant, il va être difficile de « sanctionner » la Grande Bretagne, sans risquer des revers financiers et politiques sérieux.

Nous sommes encore bien loin d'un Armageddon politique européen, mais des fissures importantes apparaissent sur un édifice dont le déficit démocratique est flagrant. Aurons-nous le courage de nous poser cette question: avons-nous réellement besoin de cette Europe-là ?

K. B.-G.

Quand un député ukrainien en appelait au génocide...

par François MAURICE



Les quelques reportages rédigés par des journalistes français le présentent comme un garçon à l'allure de rugbyman, un peu rustique, mais très agréable...

Ukrainien, juif et Cohen, Borislav Bereza est né en 1974 à Kiev. En 1991, après la chute de l'Union soviétique, il émigre en Israël, où il vivra jusqu'en 1993.

À son retour en Ukraine, Bereza devient libraire et, parallèlement, animateur de télévision pour la première chaîne nationale ainsi qu'animateur sur Radio Prosto.

De février à décembre 2014, Bereza est porte-parole

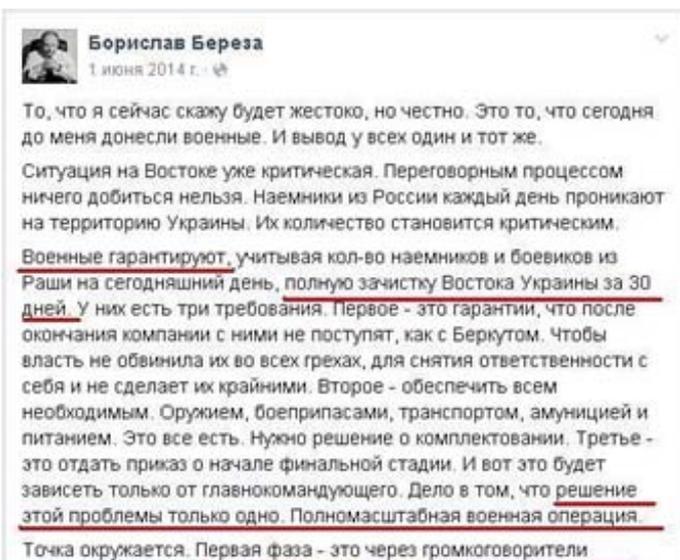
du parti politique « Secteur Droit » et participe à plusieurs événements de l'Euromaïdan.

Rappelons pour nos lecteurs français que Secteur droit est un parti politique ultranationaliste ukrainien, essentiellement anti-Russe. Fondé initialement comme une confédération paramilitaire regroupant les mouvements d'extrême droite ukrainiens : Tryzub, Assemblée nationale ukrainienne - Autodéfense ukrainienne, Patriotes d'Ukraine et l'Assemblée sociale-nationale, Secteur Droit s'est structuré en parti politique en mars 2014.



C'est durant cette période, en juin 2014, que Borislav Bereza détaille dans un long texte les procédures d'extermination à mettre en œuvre contre la population des républiques du Donbass et de Lougansk dont l'extrait ci-après :

« La première phase est de déclarer à travers des haut-parleurs que la population civile doit quitter le territoire dans un délai de un à trois jours, après quoi toutes les personnes, se trouvant sur le territoire, seront annoncées des complices de l'ennemi. Cette possibilité sera aussi donnée aux terroristes, qui

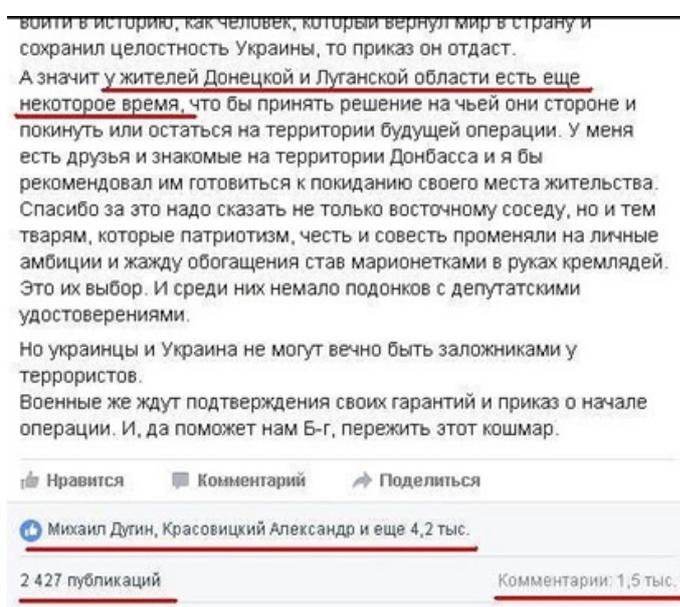


veulent se rendre et de déposer des armes. Il faut passer des gens à travers des camps de filtration. Cela peut être fait rapidement et habilement, en installant un assez grand nombre de laboratoires de criminologie et, tout d'abord, en séparant des femmes et des enfants. En plus, la présence d'ecchymoses et d'écorchures dus des armes et des ceintures facilitera la capture des séparatistes. La deuxième phase : la ville doit faire l'objet d'une attaque massive de toutes sortes d'armes. La troisième phase est la pleine répétition de la première. La quatrième phase est la pleine répétition de la deuxième.

Ensuite, la phase finale de l'opération : un ratissage ponctuel avec la mise consécutive des opérations de nettoyage. Vous dites que c'est cruel ? Cela est

nécessaire. Sinon, après quelques mois, ces métastases affectent encore plus de régions. Et cela signifie qu'il y a un besoin d'une intervention chirurgicale urgente. Et ceux qui veulent être un bouclier humain pour défendre des occupants, ne sont pas des citoyens ukrainiens endoctrinés, mais des complices de l'État hostile et des traîtres.

Et telles personnes sont toujours et en tout temps à



liquider. Faut-il donner un exemple de la Seconde Guerre mondiale ? Je pense que non. »

Borislav écrit en outre que des militaires auraient garanti « un nettoyage complet de l'est de l'Ukraine en 30 jours ».

Et de conclure par la phase finale de l'opération : « La purge impeccable de la ville devra être suivie d'un balayage de rue. »

Borislav Bereza est-il le seul à penser ainsi ? Nous avons toutes les raisons d'en douter en constatant le partage sur les réseaux sociaux par 2 427 personnes et les « j'aime » par plus de 4 200 personnes.

À l'automne 2014 Bereza participe à l'élection parlementaire ukrainienne comme candidat « indépendant » et gagne la 213^e circonscription électorale à Kiev. Après les élections, il annonce, en tant que député



du peuple de l'Ukraine, la création d'un groupe parlementaire intitulé « Ukrop ».

Qui pourrait croire que le député Borislav Bereza, bien que s'étant présenté comme indépendant, a depuis son accession à l'assemblée du Peuple ukrainien changé sa position sur la population du Donbass ?

Qui, à part Tom Burrigge de la BBC News, peut décrire l'Ukrop comme un parti de centre-gauche ? Ce parti qui prétend lui-même chercher une adhésion populaire basée sur le patriotisme ukrainien et la social-démocratie, le social-nationalisme... Le social-nationalisme, il fallait oser... mais pas un média euroatlantiste n'oserait faire un lien avec le national-socialisme... Puisque l'on vous dit qu'ils sont de gauche...

F.M.



Attentats d'Istanbul :

Ahmed Tchataïev

terroriste protégé par Amnesty
et la Cour de Strasbourg



Karine Bechet-Golovko
Enseignante Juriste



Le 29 juin l'aéroport d'Istanbul fut l'objet d'un sanglant attentat perpétré par trois kamikazes, dont un tchéchène, évidemment réfugié politique en Autriche, souvent arrêtés dans différents pays européens, toujours relâché sous la pression conjointe de groupes nationalistes locaux, d'Amnesty International et de la Cour européenne des droits de l'homme qui refusait son extradition vers la Russie. Il serait peut-être temps de demander des comptes à ces organismes dont les intérêts conjoncturels rejoignent ceux de terroristes et prennent le parti de les protéger de la justice.

Le 29 juin, trois kamikazes font irruption dans l'aéroport d'Istanbul et se font exploser. Résultat, 44 morts et 239 blessés. Très rapidement, la Turquie annonce la piste de l'Etat islamique. Et le lendemain, le nom du terroriste tchéchène Akhmed Tchataïev est lancé à la presse.

Sauf qu'il ne semble pas entrer dans l'intérêt des médias français de trop répercuter l'information et surtout d'expliquer de qui il s'agit. L'on voit, par exemple, cet entrefilet d'une très grande pudeur dans Le Figaro :

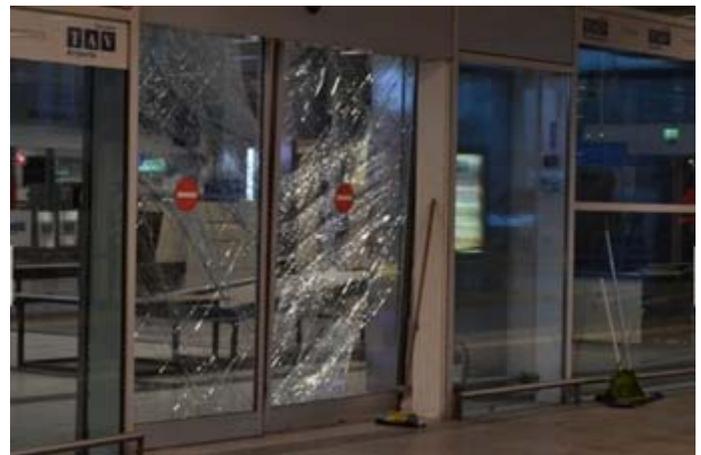
Selon le quotidien Yeni afak, l'organisateur de

l'attentat s'appelle Akhmed Tchataïev. L'homme d'origine tchéchène est présenté comme un chef de l'État islamique chargé de la formation des djihadistes russophones. Il est également recherché par les autorités russes.

Lors de la deuxième guerre en Tchétchénie, Akhmed Tchataïev fut arrêté pour participation illégale à un groupe armé. Il arrive à s'évader et en 2001 il quitte le pays. En 2003, il obtient le statut de réfugié politique en Autriche. Logique, tchéchène, donc victime du pouvoir tortionnaire et impérial russe. Bref, il est a priori un pauvre être innocent qu'il faut protéger. Quelle sobriété. Revenons sur cet individu « recherché par les autorités russes ».

Et voyant l'évolution de sa carrière terroriste, il est évident que cet individu ne manque pas de protection. Tant au niveau des autorités publiques de certains pays européens, que d'organismes chargés de la défense des droits de l'homme. Il est tchéchène, ne l'oublions pas, eux ne pensaient qu'à ça.

Dès 2008, un avis de recherche est lancé. Pourtant, à chaque fois, en 2010, 2011 et 2012 il fut libéré.





bénéficier d'un procès équitable, sans compter que les autorités russes risquent fortement de le maltraiter.

En 2011, il est arrêté à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Mais son statut le protège à nouveau et l'extradition vers la Russie est refusée.

Ensuite, en septembre 2012, il est encore arrêté en Géorgie, cette fois lors d'une opération des forces spéciales... en possession de grenades. Il est inculpé pour détention d'armes. Son extradition est encore refusée et il est libéré sous caution... pour 3000 \$.

La suite nous la connaissons.

Reste une question : quelle est la responsabilité des états européens, de la CEDH et des organismes de défense des droits de



CAMPAIGNS

UKRAINE DISCRIMINATION

UKRAINE: CHECHEN RISKS TORTURE IF RETURNED TO RUSSIA

By Amnesty International, 11 January 2010, Index number: EUR 50/001/2010

Ahmed Chataev, an ethnic Chechen man, is threatened with imminent forcible return from Ukraine to Russia. If he is returned, he could face an unfair trial and would be at risk of torture and other ill-treatment in order to extract "confessions" from him. Ahmed Chataev has been granted refugee status in Austria and was visiting Ukraine with a valid visa. Ukraine is a state party to the Refugee Convention and the UN Convention against Torture, which prohibit the return of anyone to a situation where they would be at risk of torture.

En 2010, il est arrêté en Ukraine et le ministère de l'intérieur ukrainien a déclaré que des informations concernant des affaires de terrorisme ont été retrouvées dans son téléphone. La Russie demande son extradition, mais une étrange coalition se met en place.

Le groupe nationaliste ukrainien Trizoub au nom de Bandéra manifeste pour sa libération, Amnesty international y joint sa voix et même la CEDH refuse qu'il ne soit extradé en Russie, car il bénéficie du statut de réfugié et en Russie il ne pourrait pas

l'homme tels que Amnesty International dans l'attentat d'Istanbul ? Vont-ils présenter leurs excuses aux familles endeuillées en leur expliquant... mais c'était un Tchétchène, vous comprenez, il fallait le protéger de la justice russe.

Non, l'hypocrisie continue. Washington, l'ONU et toute la communauté internationale demandent tous en chœur une plus grande coopération. Certes... avec qui ?

K. B.-G.

La relation franco-russe : longue durée et temps présent.



Xavier Moreau
Analyste politico-stratégique



La Russie et la France ont tout pour être les alliés parfaits. L'absence de frontières communes exclut toute forme de conflit larvée, comme il a pu en exister entre la France et les Empires allemands pendant des siècles. Les Français et les Russes ne sont pas rivaux sur les mers et leur position respective aux extrémités est et ouest de l'Europe continentale devrait en faire naturellement les deux piliers principaux de l'une véritable structure de coopération et de sécurité en Europe.

I La relation franco-russe de l'époque moderne à nos jours

Dans l'Histoire de France, la Russie a toujours été la possibilité de rééquilibrer la puissance germanique, comme ce fut le cas lors de la guerre de Sept Ans, en 1759, lorsque les armées russes écrasèrent les armées prussiennes. Suite à cette victoire et pendant 250 ans, la règle qui s'imposa à la France, est que pour triompher en Europe, il faut être allié de la Russie. C'est sans doute ce que rechercha sans

succès Napoléon Ier auprès de l'Empereur Alexandre, qui préféra à cette occasion l'alliance anglaise.

La politique étrangère de son neveu, Napoléon III, s'avéra du début à la fin d'une absurdité assez unique dans l'Histoire de France.

L'aventure criméenne isola la France pour 40 ans de son allié naturel en Europe. La III^{ème} République s'avéra plus avisée vis-à-vis de la Russie, ce qui sauva la France à deux reprises pendant la Première Guerre Mondiale. Pas de contre-offensive sur la Marne en 1914 ou de victoire à Verdun en 1916, sans la poussée de l'armée russe contre l'Allemagne à ces diverses occasions. La France paya cher de ne pas avoir son allié russe, lorsque l'Allemagne balaya son armée en moins de deux mois au printemps 1940. Staline qui ne respectait que la force ne prêta que peu d'intérêt à une France affaiblie qui n'était que l'ombre d'elle-même, et il fallut attendre sa mort, puis l'arrivée du Général De Gaulle à la tête de l'Etat français pour que les Soviétiques prennent de nouveau en considération la France comme une puissance d'équilibre de nouveau influente en Europe. Cette position équilibrée fut maintenue par le dernier Président français de la Guerre Froide, François Mitterrand, qui fut sans doute la dernière période de l'Histoire récente où la France eut une véritable politique étrangère, fut-ce-t-elle contestable. Les années 90, pour la Russie, comme pour la France furent synonymes de déclassement, principalement dans la gestion catastrophique de la crise yougoslave où ils se révélèrent incapables d'empêcher Allemands et Américains de mettre le pays à feu et à sang et d'entretenir pendant 10 ans une guerre civile en plein centre de l'Europe.

Le conflit en Géorgie, ainsi que la vente des BPC Mistral à la Russie sont autant de signe que la





France, bien que faisant toujours partie de l'alliance atlantique souhaite rééquilibrer sa position en Europe. L'arrivée au pouvoir du parti socialiste en France correspond à un hiver pour la relation bilatérale franco-russe. Il faut remonter au gouvernement Jospin (1997-2002) pour retrouver une telle hostilité de la France vis-à-vis de la Russie. Le gouvernement russe subissait alors les leçons de morale sur le conflit tchéchène de la part d'une diplomatie française totalement ignorante de la réalité du conflit. A cela s'était ajouté le bombardement de la Yougoslavie par la France dans le cadre de son soutien au groupe islamisto-mafieux albanais de l'UCK. La crise de la relation bilatérale actuelle est une réplique de cette période de déclin diplomatique français. Le gouvernement socialiste empêtré dans son dogmatique messianisme post-moderne est parfaitement incapable de comprendre le fonctionnement de l'Etat russe, dont la défense de ses propres intérêts est la seule préoccupation. L'incompréhension de la Russie ne concerne pas que les élites de gouvernement socialistes mais également les élites médiatiques, dont l'influence, quoique déclinante se maintient dans la majorité de la population française dont l'approche critique des médias dit « mainstream » reste peu développée. La politique étrangère brouillonne et principalement hostile conduite par Laurent Fabius trouve ainsi une caisse de résonance auprès des élites médiatiques

françaises incapables de penser le monde ni dans son immédiateté ni dans la longue durée.

En rompant avec la réalité politico-stratégique, ces élites gouvernementales et médiatiques ont par là même rompu avec les élites économiques, qui elles sont définitivement sorties des idéologies du XX^{ème} siècle. Les acteurs économiques français en Russie considèrent ainsi l'action de leur

gouvernement comme un véritable sabotage, auquel ils s'efforcent de mettre un terme, en attendant un retour au réalisme de la politique française. Les acteurs économiques français constituent ainsi une permanence de la diplomatie française traditionnelle et souveraine. Cette position trouve un écho de la part des élites russes, qu'elles soient gouvernementales, économiques ou culturelles. La diplomatie russe s'inscrit dans la longue durée et y place la relation franco-russe. Elle attend patiemment que la France remette comme principe premier la défense de ses propres intérêts, ce qui conduira automatiquement un rapprochement avec la Russie, et pourquoi pas à une reconstruction commune du système de sécurité en Europe.

II Deux modèles opposés

Il serait erroné de faire reposer l'hostilité des élites politiques et médiatiques françaises uniquement sur des conceptions politiques et géopolitiques différentes. La rupture est bien plus profonde que cela et largement philosophique.

La Russie incarne un modèle totalement alternative au modèle français issu de la modernité.

La Russie contemporaine s'oppose en tout au post modernisme des élites françaises, dans sa vision de l'Etat, de la Nation, de la société, de l'économie et des affaires internationales. Pour Vladimir Poutine l'Etat est une structure organisatrice dont la légitimité



repose sur sa souveraineté. La souveraineté doit être politique, économique et sécuritaire. L'aspect politique est le plus simple à énoncer ; Moscou ne signera jamais un traité qui empiètera sur les fonctions régaliennes de l'Etat. C'est ce que l'on a pu constater sur l'action intentée par les actionnaires de Yukos contre la Russie devant le tribunal international de La Hague. La participation de la Russie à ce tribunal datait de l'époque Eltsine, l'accord avait été signé sans être ratifié par le parlement. Il s'agissait d'une perte de la souveraineté judiciaire. Vladimir Poutine a donc consulté la cours constitutionnel russe qui a rendu un jugement affirmant que la CIJ ne pouvait prévaloir sur le droit russe, ce qui revient, pour la Russie, à faire du tribunal un organe uniquement consultatif.

La souveraineté économique est également au cœur de la préoccupation du pouvoir russe depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, dont la première préoccupation a été de rembourser les dettes colossales accumulées par son prédécesseur. Les autres objectifs sont désormais la sécurité alimentaire, la réindustrialisation et la défense du pays. Il ne paraît pas abusif, de qualifier la politique économique russe de néo-colbertisme, dans la mesure où le premier objectif visé est l'indépendance nationale dans tous les domaines industriels, agricoles, énergétiques et financiers. Cette recherche

de l'indépendance nationale dans tous les domaines stratégiques, n'exclue pas la Russie de chercher à prendre sa place dans la mondialisation des échanges en s'appuyant sur ses domaines d'excellences spatial, militaire et énergétique. Cette vision gaullienne, de la politique est aux antipodes de la vision des élites françaises qui cherche à placer la France dans la mondialisation en renonçant à des pans entiers de sa souveraineté et de son économie, en fonction de la place que les élites américaines veulent bien lui laisser. La non-livraison des navires Mistral a valeur d'exemple pour cette politique du renoncement.

La France contemporaine et la Russie ne diffèrent pas uniquement sur leurs modèles politiques et économiques. La question sociétale est également au cœur de cette opposition. Le modèle français est la continuation la philosophie des lumières qui a entrepris de « libérer » tout ce qui peut « restreindre » l'individu. Ce fut d'abord Dieu, puis la Patrie, puis la famille et désormais l'ultime étape est la « détermination sexuelle ». Les considérations sociétales peuvent paraître futiles lorsque l'on se trouve comme en France dans une situation économique et sécuritaire catastrophique, elles ne le sont pourtant pas. La dislocation de la société française par l'idéologie individualiste et permissive du monde occidental est au cœur et à la source de

tous les problèmes que traverse la France. La société russe est au contraire en pleine reconstruction après les 70 ans de communisme et les 10 années du libéralisme forcené de l'époque Eltsine. Elle remet au cœur de la population russe le respect de soi-même et de son histoire. Elle s'efforce de renforcer la structure familiale fragilisée par 80 années de malheur, tâche particulièrement ardue à laquelle s'est attelée l'Église orthodoxe renaissante. Ce retour à la tradition est un motif de mécontentement des puissances occidentales qui s'efforcent de s'immiscer au plus profond de ces sociétés d'Europe de l'est, qui paradoxalement ont été protégées des excès libertaires par le communisme de l'après-guerre. C'est aussi par la prise de conscience, que le modèle alternatif russe de développement de la société est celui qui lui conviendrait le mieux, que les deux puissances française et russe pourront se rapprocher.

III La vision russe de la longue durée et l'hypothèse d'un redressement français

Comme nous l'avons rappelé, la Russie voit la relation franco-russe dans le long terme et attend donc un sursaut de souveraineté de la part de la France. Les milieux économiques joueront alors un rôle essentiel dans la mesure où ce sont eux qui ont incarné la continuité de la politique souveraine de la France en Russie. A cela s'ajoute l'action de différents responsables politiques français qui ont en quelque sorte posé des actes de souveraineté par leurs déclarations ou leurs déplacements. Le fait pour certains parlementaires français de se rendre en

Russie et de continuité de dialoguer avec leurs homologues russes contre l'avis de l'Union Européenne et du gouvernement français est un acte de souveraineté. Le voyage d'une dizaine de parlementaires français en Crimée durant l'été 2015 fut sans aucun doute le principal acte de souveraineté posé par la France depuis le début des sanctions contre la Russie, et pave la route d'un rapprochement futur.

L'ébauche de la résolution du conflit ukrainien par les accords de Minsk II peut être considéré comme une première tentative de régler les problèmes européens entre grandes puissances européennes. L'absence des Etats-Unis des négociations a rendu un accord possible, comme celle de la Pologne qui malgré son statut de puissance moyenne en Europe, a su jouer le jeu américain et transformer l'Union Européenne comme un instrument politico-économique dirigé contre la Russie. Il manquait certainement à Minsk II, la présence d'une Angleterre redevenue souveraine. Les 25 dernières années de conflits en Europe, que ce soit en Yougoslavie ou en Ukraine ont démontré que le système post Guerre Froide était non seulement inefficace mais également dangereux pour l'Europe. Dans les années 90, ce système a soutenu les ambitions hégémoniques de l'Allemagne et des Etats-Unis en Yougoslavie, en écartant la Russie des décisions communes. Ajoutons que la reconstruction des états issue de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie est un processus qui est loin d'être terminé et qui est miné de conflits larvés, comme l'a démontré la dernière crise en Macédoine. Ce même système a rendu impossible toute sortie pacifique de la crise





ukrainienne en donnant une importance démesurée à l'action de la Pologne et des pays baltes. Après deux ans de gabegie occidentale en Ukraine, il est apparu à tous les acteurs que l'occident n'était pas prêt à déverser à perte en Ukraine, les sommes colossales que la Russie a déversées tout au long des 23 premières années de l'indépendance de l'ancienne république socialiste soviétique. Les élites gouvernementales ukrainiennes ont compris que les pays occidentaux finiraient à terme par l'abandonner et tâchent de profiter du système aussi longtemps que celui-ci pourra se maintenir. Pour les Etats-Unis, le seul objectif est de maintenir le conflit à tout pris en fournissant le minimum d'aide militaire pour que la ligne de front ne s'écroule pas, obtenant ainsi le maintien d'un conflit gelé en Ukraine. Ce conflit gelé ne dérange pas Washington, qu'un océan sépare de la zone de conflit. Le maintien de ce conflit en Ukraine n'est évidemment pas une bonne affaire, pour aucune des puissances européennes, russe, allemande et française en particulier. Cette situation ne fait que rendre urgente la sortie du système de

sécurité européen post Guerre Froide, qui inclut des puissances non européennes.

La dangerosité de ce système de sécurité européen fondé sur l'alliance atlantique s'est encore révélée dans l'affaire syrienne. Soulignons que comme pour l'Ukraine, un océan sépare Washington de la zone de conflit. L'Europe mais aussi les puissances moyen-orientales ont laissé s'immiscer pendant trop longtemps dans les affaires proche-orientales une puissance qui n'a rien à perdre à une déstabilisation globale de la région. Les puissances moyen-orientales devraient enfin prendre leur destin en main en évitant d'y inviter les Etats-Unis. L'Europe paie d'ailleurs dans le sang les fautes politiques françaises et anglo-saxonnes dans la région. Si l'on peut se réjouir de voir Paris se rapprocher de Moscou pour combattre un ennemi que la France a largement contribué à créer, on peut douter que ce processus aille loin tant que la France ne se sera pas libérée de l'emprise américaine, c'est-à-dire tant qu'elle ne sera pas sortie de l'alliance atlantique. C'est d'ailleurs ce qu'a bien compris Ankara en saisissant l'OTAN



par Arnaud Danjean qui représente la soumission la plus totale aux intérêts d'outre atlantique. Le ministère de la défense français deviendra alors la menace principale pour

immédiatement après avoir abattu le bombardier russe sur le territoire syrien. Il s'agit de rappeler à la Russie, que la Turquie est membre d'une alliance militaire permanente dont l'article 5 engage tous les autres membres, à apporter leur aide si l'un des leurs est attaqué. Que se passera-t-il si la Russie abat un chasseur turc pour défendre ses bombardiers et si la Turquie invoque alors l'article 5 ? La France fera de facto partie d'une coalition dirigée contre la Russie. La perspective même de ce scénario catastrophique permettra peut-être une prise de conscience non seulement des élites, mais du peuple français du danger de maintenir cette alliance d'un autre siècle.

Les prochaines élections présidentielles françaises seront décisives car certaines forces sont décidées à accentuer la soumission de la France au modèle américain dans tous les domaines, qu'ils soient politique, diplomatique, économique ou sociétal. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le danger repose moins sur la reconduction du Président François Hollande à la tête de l'Etat français, qu'à son remplacement par Alain Juppé, qui pourrait être le candidat de la droite libérale à l'élection dans le cas où il remporte les primaires du parti « Les Républicains » aujourd'hui dirigé par Nicolas Sarkozy. Il est évident que les élites russes qui connaissent la France, sont parfaitement conscientes de ce risque. Alain Juppé comme Président amènera au poste de Premier Ministre Bruno Lemaire, atlantiste confirmé qui bien qu'ancien ministre de l'agriculture a délibérément sacrifié les agriculteurs français sur l'hôtel des sanctions contre la Russie. Plus grave encore, le ministère de la Défense sera alors occupé

la sécurité de la France elle-même.

Cependant, le pire n'est jamais certain. Si la France évite cet écueil fatal, il faut espérer que la nouvelle administration française prendra conscience que tout le système de sécurité et de coopération en Europe doit être revu.

Dans ce cadre, la Russie a déjà proposé un système de viable remplacement en 2010, sous l'impulsion de son Président de l'époque Dimitri Medvedev.

Le modèle russe est Westphalien et Viennois (cf. Congrès de Vienne). Il est tout d'abord Westphalien dans la mesure où il considère qu'un Etat ne doit pas s'ingérer dans les affaires des autres Etats, sans l'accord de ses dirigeants. Le soutien officiel de Washington et Paris à l'opposition armée syrienne et l'exigence du départ de Bachar El Assad est quelque chose d'inimaginable pour Moscou. Le soutien polono-germano-américain au mouvement semi-terroriste de Maidan contre un Président démocratiquement élu, est également inacceptable. C'est désormais aux grandes puissances européennes de prendre en main l'avenir de notre continent au premier rang desquelles on trouvera, bien évidemment la France et la Russie. La Russie a déjà accompli l'essentiel de la part qui lui était naturellement impartie. La France est quant à elle encore paralysée sur la ligne de départ. Nous pouvons pourtant considérer que le voyage du Président Hollande à Moscou, le 26 novembre 2015, est l'ébauche d'un commencement, que l'on doit paradoxalement au malheur qui s'est abattu sur elle le 13 novembre.

X.M.

ALEXANDRE PROKHORENKO,

OFFICIER RUSSE DE 25 ANS,
HÉROS DE LA
FÉDÉRATION DE LA RUSSIE



par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



Devant le mutisme des médias Français et européens, hélas coutumiers du fait, il nous a semblé important de rendre honneur à un jeune soldat russe mort en héros à 25 ans, à Palmyre en Syrie, alors qu'il allait être fait prisonnier par Daesh (ISIS) au printemps dernier. En effet, le 17 mars 2016 alors que le jeune lieutenant Alexandre Prokhorenko, membre des forces spéciales russes est présent depuis quelques jours près de la ville martyr Palmyre en Syrie, afin de définir les cibles terroristes au sol pour aiguiller les avions de chasse, celui-ci réalise qu'il est découvert par les terroristes de Daesh et qu'il va être fait prisonnier.

Réalisant qu'il lui reste peu de munitions et qu'il se

trouve encerclé par les terroristes et sans espoir de s'échapper, ce jeune officier d'élite a choisi de mourir plutôt que de tomber aux mains d'ISIS.

Pour cela, il fait un choix, qu'on n'apprend pas dans les écoles militaires, et demande de lui-même, un bombardement aérien sur sa propre position, alors même que les djihadistes arrivent pour le capturer vivant...

Dans un premier temps, son commandant refuse la demande insensée de son officier et lui demande de tenter de se mettre à couvert. Mais le militaire estimant que sa situation est désespérée et qu'aucune retraite n'est possible il répond à son supérieur : « ils sont proches, je suis encerclé, c'est peut-être la fin, dites à ma famille et à mon pays que



je les aime tendrement ».

Les missiles russes tombent alors sur sa position, les djihadistes sont tués et Alexandre Prokhorenko a délibérément choisi de se sacrifier plutôt que de salir son honneur de soldat russe...

Cette information ne sera officiellement confirmée par le commandement russe que le 24 mars, révélant au monde l'héroïsme de ce jeune soldat !

Mais qui était le lieutenant Alexandre Prokhorenko ?

Née le 22 juin 1990 à Gorodki dans la région russe d'Orenburg, au sud de l'Oural, ce jeune garçon, surnommé Sasha par les siens, une famille modeste d'agriculteurs, est très sportif et deviendra même champion régional de course à pied. Cadet d'une fratrie de deux garçons, il souhaitait devenir militaire comme son grand-père. Il intègrera donc l'école militaire d'ingénieurs de la défense anti-missile puis avait intégré la prestigieuse Académie militaire de la Défense aérienne des forces aériennes russes dont il était sorti très bien classé.

De l'avis même de ses camarades, Alexandre Prokhorenko avait un caractère bien trempé, ne voulant jamais céder devant l'obstacle et semblait n'avoir peur de rien. Il s'était engagé dans l'armée pour donner un sens à sa vie et à ses actions.

A la fin de sa formation d'officier, il rejoindra l'élite de l'armée russe au sein des Spetsnaz.

C'est fort de ce courage exceptionnel dont il semblait doté, que le jeune officier se réalisant perdu le jeudi 17 mars 2016 dans les environs de Palmyre, insista auprès de ses chefs pour que l'attaque aérienne soit menée sur sa propre position sachant qu'ainsi il se condamnait lui-même à la mort.

Sa décision était motivée par le fait que, chargé

depuis plusieurs jours de marquer sur le terrain les cibles terroristes au sol pour aiguiller les avions de chasse, il connaissait le risque de tomber ainsi aux mains de l'ennemi dont il était très proche. Il s'avait aussi que Daesh tenterait tout pour s'accrocher à cette ville symbole, qu'il avait pourtant martyrisée par des destructions systématiques des œuvres d'art millénaire de cette cité antique gréco-romaine lors de sa prise un an avant.

L'officier des opérations spéciales Prokhorenko avait imploré ses chefs car il ne voulait pas que : « les terroristes me bafouent, moi et mon uniforme. Je veux mourir avec dignité et que tous ces salauds meurent avec moi. S'il vous plait, c'est ma dernière volonté, lancez l'attaque aérienne. De toute façon, ils vont me tuer »... !

Après avoir confirmé sa demande une dernière fois, il s'adressa alors à son commandant pour lui demander de prendre soin de sa famille et de venger sa mort. « C'est la fin, mon commandant, je vous remercie. Dites à ma famille et à mon pays que je les aime. Dites-leur aussi que j'ai été courageux et que je me suis battu jusqu'à ce que je n'en puisse plus ».

Par ce geste, le jeune soldat rejoignait le panthéon de ces soldats magnifiques morts dans l'honneur.

N'oubliant pas le sens profond de son sacrifice et la portée de ce geste héroïque, le président Vladimir Poutine nomma le lieutenant principal Prokhorenko au titre prestigieux de « Héros de la Fédération de Russie », et c'est à titre posthume que lui fut attribué le 11 avril 2016, la plus prestigieuse de toutes les récompenses militaires du pays.

Le jeune Alexander Prokhorenko laisse une jeune veuve : Ekaterina qu'il avait épousée il y a 18 mois et qui porte le fruit de leur union, un premier enfant qui ne connaîtra pas ce père dont il pourra pourtant être fier.

Le jour de son mariage en juin 2014, le jeune officier déclarait en effet à son épouse qu'il était le « plus heureux du monde » en ayant épousé la femme qu'il aimait et en faisant le métier qu'il avait toujours voulu faire...

L'histoire de ce héros aurait pu s'arrêter là, mais en réalité, elle ne faisait que commencer !

Estimant que le sacrifice de ce soldat pour la défense de l'Occident contre une organisation terroriste islamique, de nombreux français, outrés que le sacrifice de cet homme fût tenu secret par les médias



Emblème des Spetsnaz de la fédération de Russie



Alexandre et Ekaterina Prokhorenko mariés en juin 2014

et les autorités françaises, décidèrent d'adresser à la famille du lieutenant Prokhorenko un témoignage de leur solidarité dans ce combat de civilisation.

En effet, l'ambassade de Russie à Paris recevra peu de temps après l'annonce de la mort d'Alexandre, en avril 2016, d'étranges colis de familles françaises, qui contenaient des médailles de membres de leurs familles et destinées à l'épouse et aux parents de l'officier russe.

Certains français enverront la légion d'honneur d'un oncle déporté à Buchenwald, d'autres la médaille de la résistance d'un grand-oncle, combattant volontaire de la résistance et mort pour la France ou encore pour un troisième une croix de Guerre avec palme, d'un père membre de la 2° DB décoré pour des missions de combat en qualité de pilote de bombardier.

Avec ces colis qui contenaient les précieuses médailles familiales de ces français anonymes, des lettres étaient jointes et disaient à l'ambassadeur de Russie à Paris que : « Même sans valeur officielle, nous voulons que cette médaille soit remise à la famille de ce héros et qu'elle sache que nous sommes fiers de lui » !

D'ordinaire certains français renvoient leurs étoiles de la légion d'Honneur lorsqu'ils estiment que le chef d'état, grand-maitre de l'ordre, commet un geste contraire à la tradition d'honneur et de prestige de l'ordre.

C'est bien la première fois pourtant que des français envoient leurs propres médailles, ou celles de leurs

ancêtres à la famille d'un soldat Russe afin de témoigner de leur soutien à l'héroïque geste de cet officier qui se sacrifia plutôt que de se laisser prendre prisonnier par des hommes sans honneurs.

Ce sentiment de solidarité sera relayé partout en Europe et même chez les américains pourtant si prompts à critiquer l'action décisive de la Russie en



Alexandre Prokhorenko était déjà titulaire de la médaille de 2° classe N° 608 du 22.12.1999 du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie « Pour la valeur militaire » et de la Médaille du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie N° 336 du 20.08.2007 « Des Diplômés des établissements d'enseignements supérieurs militaires »



Médailles et portrait du jeune lieutenant Prokhorenko, héros de la Fédération de Russie

Syrie.

Une fois de plus la phaléristique (ou sciences des médailles) se mettait au service d'une cause politique et l'envoi de médailles de français à un soldat russe constituait un signe fort d'amitié entre nos peuples n'en déplaise à certains médias, dont très peu jugeaient utiles de relayer cette information...

Par le travail de renseignement sur le terrain réalisé par le lieutenant Alexandre Prokhorenko et par celui de nombre d'autres de ses camarades de combat, l'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, devait finalement reprendre le contrôle total de la ville de Palmyre le 27 mars qui était tombées aux mains de l'Etat islamique depuis mai 2015. La reconquête du terrain pouvait alors commencer. Le sacrifice du jeune lieutenant des spetsnaz n'avait pas été vain....

Par la suite le président russe, Vladimir Poutine, estimant que « les objectifs fixés au ministère de la défense avaient été atteints » ordonnera en mars 2016 le début du retrait de « la majeure partie » des



Soldats Syriens chargés de défense Palmyre, assassinés par Daesh lors de la prise de la ville en 2015. On peut imaginer que le jeune lieutenant Alexandre Prokhorenko ne pouvait se résoudre à être ainsi assassiné médiatiquement. Il préféra donc se sacrifier en demandant un bombardement sur sa propre position afin de tuer en même temps un maximum de terroristes djihadistes.



forces russes présentes en Syrie. Le jeune Lieutenant Alexandre Prokhorenko, héros de la Fédération de Russie avait ainsi contribué à la libération de cette ville classée au patrimoine mondial de l'Unesco mais réduite à l'état de ruines par des barbares sanguinaires dont un jeune officier de 25 ans ne voulait pas qu'ils puissent souiller l'uniforme.

Rapatrié à Moscou, le corps du jeune lieutenant atterrira ensuite le 5 mai 2016 sur l'aéroport Chkalovski. C'est à cette occasion que la prestigieuse étoile de Héros de la Fédération de Russie créé sous le N° 2553-I le 20 mars 1992, lui sera remise à titre posthume.

Alexandre Prokhorenko sera finalement enterré dans son village natal le 16 mai 2016 entouré d'une foule nombreuse venu l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure en présence de Mikhaïl Babich, membre de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie et envoyé présidentiel du District fédéral de la Volga. Une rue de son village a été baptisée à son nom ainsi que l'école où il a été en primaire et son père a reçu une médaille sur laquelle était gravée « aux parents



Plaque commémorative du Lieutenant principal Alexandre Prokhorenko dévoilée sur le bâtiment de l'école présidentielle des cadets d'Orenbourg

d'un soldat qui est mort en héros ». Vladimir Poutine a invités les parents d'Alexandre à Moscou pour les parades militaires du « Jour de la Victoire » le 9 mai dernier.

Alexandre Prokhorenko, lui, repose dorénavant près de ses ancêtres dans son petit village natal de l'Oural, situé a plus de mille kilomètres de Moscou. Il laisse une épouse Ekaterina enceinte de leur premier enfant, dont on sait aujourd'hui qu'il s'agira d'une fille... Alexandre lui laisse en héritage une étoile de Héros de la Patrie ainsi qu'une magnifique vidéo de mariage avec sa maman, au temps heureux où la vie s'offrait à lui avec toutes ses promesses... il devait avoir 26 ans le 22 juin dernier...

Мы не забудем Вас, Товарищ Александр ! (*)

(*) Nous ne t'oublierons pas, camarade Alexandre !



Cercueil du Lieutenant Prokhorenko arrivant sur la base militaire de Chkalovsky près de Moscou le 5 mai 2016

O.M.

RETOUR SUR LE CONFLIT EN MER

DE CHINE MERIDIONALE



Philippe GAUCHER
Expert et formateur en Intelligence
économique et Stratégique



1 LE CONTEXTE

« PEKIN, 19 juin 2016 (Reuters) - Un navire de guerre indonésien a tiré sur un chalutier chinois vendredi, blessant un marin, a déclaré dimanche le ministère chinois des Affaires étrangères. »

Dernier épisode en date dans le conflit qui oppose la Chine aux pays littoraux de la mer de Chine méridionale, et ce, à quelques jours du rendu du jugement de la cour internationale de justice de La Haye¹, cet accrochage entre un bateau gris indonésien et des bateaux blancs chinois pêchant allègrement près de l'archipel indonésien des NATUNA n'est qu'une étape de plus dans le jeu des provocations-dissuasions mené par l'Empire du Milieu sur une zone maritime qu'il considère comme sienne pour des raisons historiques nébuleuses depuis 1974 et l'annexion des îles PARACELS.

Présents en effet dès le X^{ème} siècle, de l'apogée de leur commerce maritime sous la dynastie des Song du sud puis des Tang, jusqu'aux voyages exploratoires de Zheng He au XV^{ème} siècle, les chinois, dont les exploits et innovations maritimes ont été décrits dans les récits de Marco POLO et d'Ibn BATTÛTA, ont la conviction que ce qu'on pourrait nommer « la Méditerranée d'Asie du sud-est » est pour eux une mer historique, voire territoriale, s'affranchissant par la même de la Convention des

Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982.

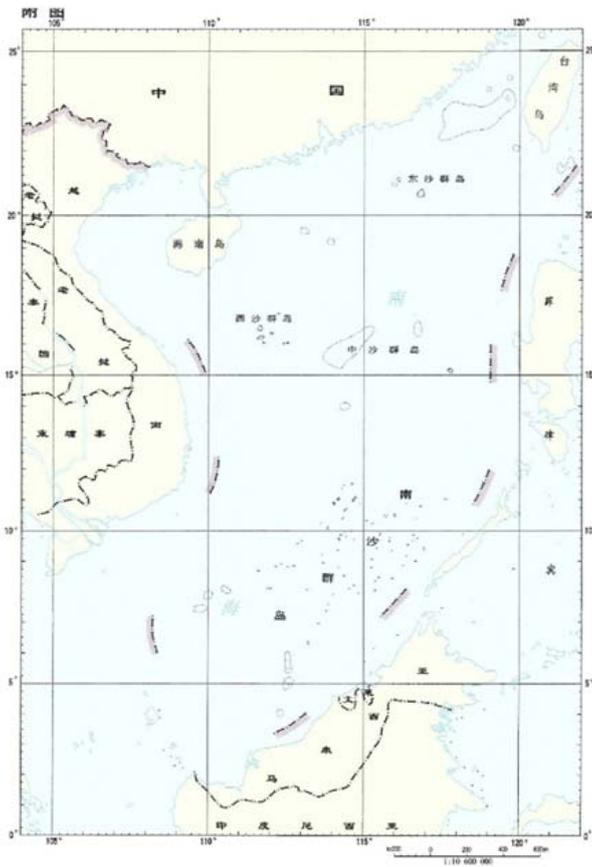
Devenant plus active sur la région dès le milieu des années 2000, elle y revendique alors la souveraineté d'une zone couvrant 80 % des 3.500.000 km² de cette mer riche en ressources halieutiques et énergétiques (estimation à 11 millions de barils de pétrole de réserves), et surtout d'une importance stratégique majeure en termes de fret international. Pour rappel, la mer de Chine du sud concentre un trafic de 60.000 navires par an, 85 % des pétroliers en provenance du Moyen-Orient, un quart du commerce mondial et 80 % des approvisionnements chinois en hydrocarbures.

On comprend mieux alors le caractère de « question nationale » que représentent ces eaux au même titre que peuvent l'être TAIWAN ou le TIBET dans l'esprit des dirigeants chinois et du président Xi JINPING.

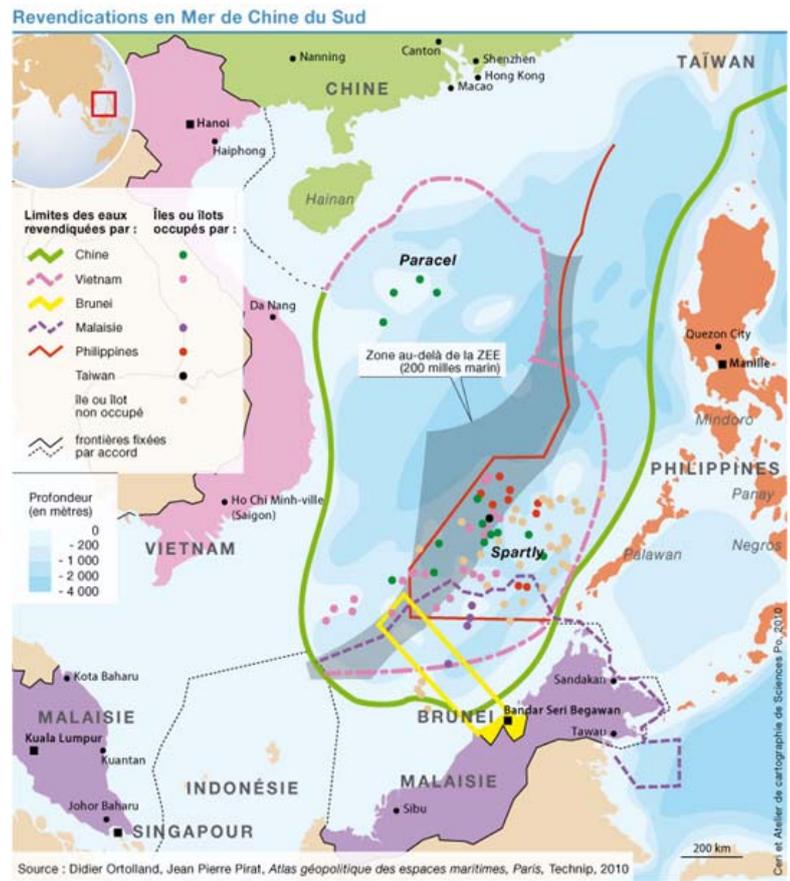
Selon la convention des Nations-Unies, l'eau n'apportant pas de droits territoriaux, seules les terres émergées ont une importance et les revendications des pays riverains (Philippines, Malaisie, Viet Nam, Brunei et Indonésie) concernent donc la souveraineté sur des îlots, récifs et atolls dont les plus importants, l'archipel des SPRATLEYS, objet de discordes avec les Philippines¹.

Ce faisant, Pékin a déposé aux Nations-Unies le 7 mai 2009 une carte précise de ses revendications dite en « 9 ou 10 traits » et qui dessine une zone surnommée « langue de buffle » ou « green line », revendications qui, si elles étaient acceptées, rendraient ces eaux territorialement chinoises et non plus internationales avec des effets juridiques qui impacteraient significativement la liberté de circulation commerciale et militaire dans cette région, ce qui bien entendu est inacceptable pour les riverains mais aussi les Etats-Unis et inquiète l'Australie.





Carte originale du tracé en 9 traits adressée à l'ONU en mai 2009



**Source : Didier ORTOLLAND & Jean-Pierre PIRAT
Atlas géopolitique des espaces maritimes –
Technip 2010**

2 ENJEUX

Réunis lors du 15^{ème} sommet de sécurité et de défense des pays d'Asie (IISS Schrangi-La Dialogue) à Singapour les 3, 4 et 5 juin derniers, les ministres de la défense de l'ASEAN, d'Europe et des Etats-Unis ont averti les Chinois envers toute action expansionniste qu'ils pourraient mener, notamment dans l'archipel des SPARTLEYS (Scarborough Reefs), alors qu'ils procèdent activement au remblaiement de récifs et à la constructions de ports et de pistes sur ces îlots. Bien entendu, le SOD américain Ashton CARTER s'est vu opposer une fin de non-recevoir par les autorités de Pékin qui considèrent cela comme de l'ingérence étrangère. Autorités de Pékin qui ont d'ores et déjà annoncé qu'elles ne tiendraient pas compte du prochain jugement de la Cour Internationale de justice de La Haye (le Cambodge venant d'annoncer qu'il soutiendrait la Chine dans cette décision). Dès lors, il est intéressant de se demander ce que

veulent vraiment les chinois et quels sont les enjeux entraînant un tel comportement ?

Pour comprendre le point de vue des chinois dans cette affaire, il faut tout d'abord ne pas penser en occidental mais intégrer la culture confucéenne selon laquelle il ne faut jamais perdre la face et que le résultat d'une action prime sur la manière dont est exécutée l'action. En bons disciples de SUN-TZU, ils considèrent également que le succès d'une action réside dans sa préparation et que l'objectif final est de soumettre l'ennemi sans croiser le fer. En clair, toujours avoir un coup d'avance et privilégier avant tout la dissuasion pour contraindre l'adversaire à abandonner la partie avant même d'avoir lutté.

De plus, comme toute nation continentale, la Chine, ne considère pas la mer comme un espace fluide de libre accès, une sorte de bien commun à partager, mais comme une « terre bleue » à conquérir et à réguler. Il faut en outre prendre en considérations que l'ensemble des actions menées par la Chine, sur mer comme sur terre, ne sont pas indépendantes les



unes des autres, mais font partie d'une politique globale de construction d'un véritable empire économique, notamment avec le projet de « nouvelle route de la soie » à la fois terrestre mais aussi maritime initié par Xi JINPING.

En conséquence de cette politique globale, la Chine doit répondre à 4 enjeux sur le plan maritime :

- ⇒ regagner des espaces qu'elle considère avoir perdu par faiblesse au 20^{ème} siècle,
- ⇒ bénéficier des richesses halieutiques et énergétiques du lieu de la mer de Chine du sud,
- ⇒ se garantir une libre circulation du fret commercial vers l'Océan Indien et l'Afrique,
- ⇒ ouvrir une porte vers le Pacifique pour ses sous-marins nucléaires basés sur l'île de HAINAN dans le cadre du projet de dépassement de la « BLUE LINE » à partir de 2020.

Deux stratégies peuvent répondre à cette volonté politique :

- ⇒ acquérir la souveraineté pleine et entière sur la Mer de Chine méridionale,
- ⇒ poursuivre la mise en œuvre du « Collier de perles » qui consiste à acquérir ou construire

des ports en eaux profondes voire des bases navales sur les côtes de pays « amis » (Cambodge, Birmanie, Bengladesh, Sri Lanka, Maldives, Pakistan, Iran et désormais Djibouti) en échange de financement via la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (AIIB).

3 UNE NOUVELLE POSTURE STRATEGIQUE

Dans la droite ligne de ces orientations, l'Armée chinoise (215 M\$ de budget 2015 estimé par le SIPRI) a entamé une 11^{ème} réorganisation en décembre 2015. Sans entrer dans de multiples détails, concernant la Marine qui fût longtemps le parent pauvre de cette armée ne représentant que 11 % des effectifs, on peut en tirer quelques grandes lignes de force :

- ⇒ plus grande autonomie de la Marine libérée de l'emprise de l'Armée de Terre,
- ⇒ création d'un département des « opérations outre-mer »,
- ⇒ retrait et remplacement des armements obsolètes,

- ⇒ augmentation importante et rapide des capacités opérationnelles,
- ⇒ travail en synergie des 3 flottes (Nord, Est, Sud),
- ⇒ possibilité de projection terrestre de « troupes de Marine »,
- ⇒ mise en construction d'un deuxième porte-avions de 50.000 tonnes voire d'un troisième et d'un quatrième (on parle de 85.000 tonnes).

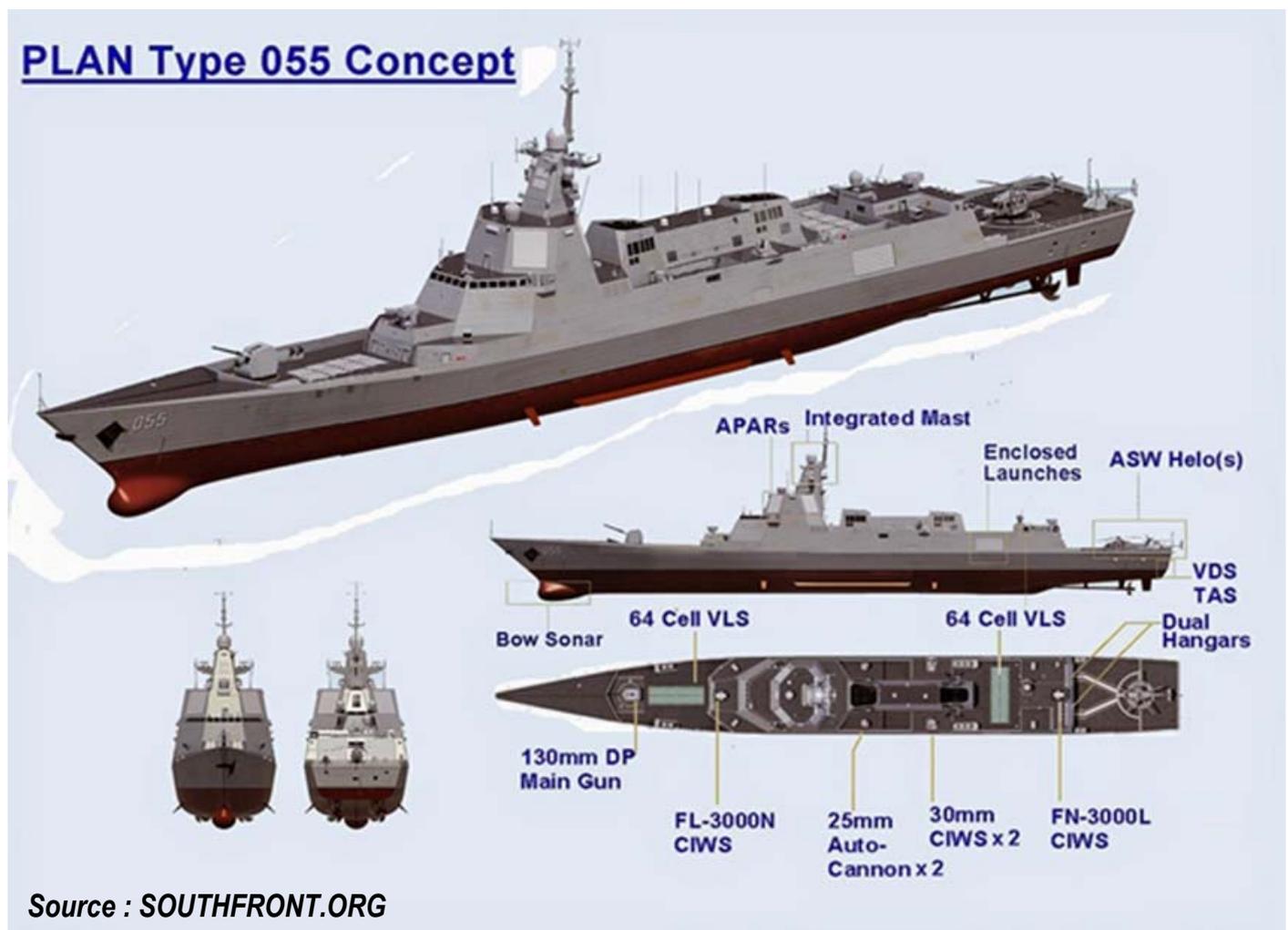
La Marine chinoise n'est donc plus destinée uniquement à la protection du territoire mais acquiert une capacité de projection ultramarine voire d'intervention sur des théâtres d'opérations extérieures en premier lieu pour protéger les intérêts chinois à l'étranger et en deuxième lieu pour acquérir une capacité d'actions diplomatiques telles que peuvent les effectuer l'US NAVY et la Marine Nationale française. On constate donc bien un changement de posture stratégique que l'on doit bien entendu relier aux nouvelles ambitions économiques de Pékin.

Il est donc judicieux de faire un rappel sur les

capacités opérationnelles majeures de la marine chinoise à mi-2016 :

- ⇒ 1 porte-avions (peu opérationnel et vieillissant servant surtout à l'entraînement) – 1 en construction,
- ⇒ 4 SNLE type 094 basés sur l'île de HAINAN à quelques encablures des PARACELS,
- ⇒ 6 SNA dont le dernier type 095 classe Qing lancé en 2014,
- ⇒ 57 sous-marins à propulsion diesel,
- ⇒ 29 destroyers dont 5 type 052A livrés en 2015/2016,
- ⇒ 52 frégates dont une vingtaine de très récents modèles 054A,
- ⇒ 4 navires amphibies de type 071, 3 transports de chars type 072A,
- ⇒ 8 corvettes type 056 « Jiangdao class » véritables tueuses de sous-marins (dont une, la Quijing 508 déployée en permanence aux PARACELS).

**A noter également la mise en chantier potentielle d'un nouveau type de destroyer nommé 055 DDG,*



mais la longueur de 190 mètres et les 10 à 14000 tonnes de déplacement ainsi que son armement le classe plutôt dans la catégorie des croiseurs que la marine chinoise ne possède pas aujourd'hui. Armé de missiles guidés et éventuellement d'armes laser, les américains voient avec inquiétude ce navire qu'ils qualifient de chasseur de porte-avions.

C'est donc bien à la mise en œuvre rapide et exponentielle d'une véritable Armada que nous assistons, destinée à la fois à une utilisation opérationnelle face à d'éventuels dangers, mais aussi et surtout à une capacité de « dissuasion conventionnelle » à l'attention des voisins sud-est asiatiques et des Etats-Unis dont la VII^{ème} Flotte régule jusqu'à présent toute velléité expansionniste de la Chine au-delà de la ligne bleue et qui depuis 2011 met en œuvre la stratégie du pivot maritime « Asie Pacifique » décidée par Washington.

4 CAPACITES OPERATIONELLES DES POTENTIELS BELLIGERANTS

Outre les revendications des pays riverains déjà cités, la Mer de Chine méridionale est également le centre de gravité de la stratégie du pivot maritime « Asie-Pacifique » initié par Hillary CLINTON fin 2011 avec recentrage de l'effort militaire du Moyen-Orient / Afghanistan vers l'Asie, mais toujours plus dans un souci du « containment » de l'expansion chinoise que du réel affrontement. Cependant, lorsque l'on superpose les lignes stratégiques chinoises (langue de buffle) et américaines, on constate une superposition quasi parfaite, synonyme de divergences d'intérêts majeurs entraînant un jeu géostratégique entre grandes puissances ainsi qu'un jeu d'alliances laissant peu de places aux pays riverains qui tentent malgré tout d'acquérir une certaine autonomie de défense, notamment sous-marine.

LES PHILIPPINES

Tributaire des aléas de l'histoire et équipée de navires obsolètes, la Marine philippine bénéficie d'une loi de modernisation depuis fin 2012 avec un programme d'acquisition de matériels américains de seconde main modernisés ainsi que de deux frégates neuves s'étalant jusqu'en 2020.



Le BRP Apolinario Mabini [10] (PS-36), bâtiment de classe Peacock de la marine philippine

Les matériels majeurs de la flotte sont composés de : 3 frégates, 11 corvettes, 36 patrouilleurs et de 15 navires amphibies de débarquement. Malgré des rumeurs persistantes sur plusieurs sites relatant l'éventuelle acquisition d'un sous-marin de fabrication allemande, il n'y a, à ce jour, aucune information probante à ce sujet. L'événement le plus intéressant étant la réouverture de la base navale de SUBIC BAY (fermée en 1992) où seront basées deux frégates.

LE VIETNAM

Longtemps restée de tradition fluviale et côtière, la Marine vietnamienne a effectué un véritable changement de posture pour faire face aux ambitions chinoises et ne pas laisser une asymétrie trop importante se créer pouvant mettre en péril ses propres eaux territoriales. L'acquisition de 6 nouveaux sous-marins russes de classe KILO (5 en service) et de 6 frégates de classe GEPARD (2 en service) s'inscrit dans cette stratégie. Les matériels majeurs de la flotte sont composés de : 5 sous-marins KILO, 7 frégates, 11 corvettes, 23 patrouilleurs, 8 chasseurs de mines et 5 navires amphibies de débarquement.

Cette nouvelle stratégie permet donc au Vietnam une réelle autonomie et de véritables marges de manœuvre face à la Chine, et ce, sans l'aide des Etats-Unis, contrairement aux Philippines.

LA MALAISIE

La Marine malaise a jusqu'à présent une vocation



Sous-marin malaisien de type Scorpène

uniquement côtière car compte tenu de la physionomie du pays à cheval entre le sud de la péninsule thaïlandaise et le nord de l'île de Bornéo, le pays doit surtout lutter contre la piraterie et les groupes terroristes sévissant dans ses eaux, attirés par le fret important transitant par le détroit de MALACCA.

Les embarcations d'interventions rapides ont donc été privilégiées, pour autant, la situation géopolitique a amené la Malaisie à se doter de deux sous-marins français de type SCORPENE en 2009 et à réaliser l'acquisition de six frégates BOUSTEAD DCNS à capacités côtières en 2014. La livraison devrait débuter en 2017.

La flotte se compose des matériels majeurs suivant : 2 sous-marins classe Scorpène, 2 frégates, 6 corvettes, 6 patrouilleurs, 8 vedettes lance-missiles, 21 vedettes rapides et 2 navires amphibies.

L'INDONESIE

Pays constitué de plus de 13.000 îles dont

6000 habitées avec une population de 256 millions d'habitants, l'Indonésie est le poids lourd de l'Asie du Sud-Est et sa force maritime est naturellement la plus importante de tout le sous-continent avec 150 vaisseaux en service et 75.000 personnels.

La flotte se compose des matériels majeurs suivant : 3 sous-marins coréens classe Nagabanda, 2 sous-marins allemands classe Cakra, 8 frégates (dont 6 remplacées en 2017), 25 corvettes, 21 patrouilleurs rapides lance-missiles, 40 patrouilleurs, 12 chasseurs de mines et une trentaine de navires amphibies de débarquement.

SULTANAT DE BRUNEI

Le petit sultanat, micro-état de 400.000 habitants enclavé en Malaisie est connu pour son extrême richesse. Sa force maritime est donc en rapport, avec pour matériels majeurs 4 gros patrouilleurs de 260 pieds de fabrication allemande armés de missiles EXOCET MM40 et 4 patrouilleurs de 135 pieds du même fabricant LURSSSEN, viennent ensuite une



dizaine de petites vedettes côtières et fluviales.

Après état des lieux, on comptabilise chez les potentiels belligérants (hors Chine et Etats-Unis) une force sous-marine à propulsion classique de 12 bateaux de conception récente, ce qui est loin d'être anodin en termes de puissance de feu.

5 QUEL HORIZON ?

A la lecture de ces lignes on pourrait croire que la partie de jeu de Go dans laquelle la Chine entraîne ses voisins et les Etats-Unis est largement en sa faveur.

Sur l'échiquier militaire, malgré un renforcement considérable de ses capacités maritimes et un changement de doctrine d'emploi des forces, il n'est pas certain que la recherche de l'affrontement soit au programme tout simplement parce qu'il mettrait un coup d'arrêt à sa stratégie globale d'expansion (collier de perles, nouvelle route de la soie...).

En outre, en cas de bataille navale en mer de Chine du sud plusieurs inconnues subsistent, notamment sur la réaction de pays non concernés par le conflit de départ : l'Inde, la Russie, l'Australie, mais aussi

les pays producteurs d'hydrocarbures, créant ainsi un conflit majeur dont la Chine ne voudra pas être tenue pour responsable.

Subsiste également l'inconnue des futures élections américaines, quelles seront les politiques d'Hillary CLINTON ou celle de Donald TRUMP ? Simple « containment », interventionnisme indirect en livrant des armes à de nouveaux alliés ? Abandon pur et simple de la zone comme le préconise Donald TRUMP ?

Sur l'échiquier économique, aucune des forces en présence n'a le moindre intérêt dans un éventuel conflit puisque tout le monde commerce à plus ou moins grande échelle avec la Chine, qui elle, appuiera très prioritairement sur ce levier plutôt que sur le militaire pour arriver à ses fins.

Ce conflit est donc très loin d'être terminé.

P.G.

¹ En 2013, les Philippines ont saisi la Cour Internationale de Justice de La Haye concernant sa souveraineté sur les îles SPRATLEYS et les travaux d'infrastructure qui y sont menés par la Chine.

La 22^{ème} année de l'ère Heisei ou le retour du Japon



Pascal Tran-Huu



Le 6 août 2013 (date symbolique), la marine japonaise a dévoilé l'Izumo, premier porte-hélicoptères de la classe 22DDH, bâtiment qui est entré en service en mars 2015. Le chiffre 22 ne fait pas référence à un tonnage, une largeur ou une quelconque longueur mais à la 22^e année de l'ère Heisei¹. C'est, en effet, le 31 août 2009 que le ministère de la défense a demandé que soit inscrit, dans le budget 2010², un peu moins de 114 milliards de yens pour construire un porte-hélicoptères afin de pallier le retrait d'unités du même type. La raison invoquée était de renforcer la sécurité du transport maritime en améliorant la capacité de lutte anti-sous-marine. Pour la marine japonaise, ce nouveau bâtiment doit avoir la capacité de conduire

des opérations aériennes dans ce type de lutte. De plus, le gabarit des bâtiments de la classe 22DDH doit leur permettre d'assurer le transport des matériels et équipements nécessaires pour participer à une opération de maintien de la paix ou à des opérations humanitaires. Trois ans après, le premier bâtiment de cette classe était donc lancé et mis en service, en 2015, sous le nom d'IZUMO (DDH183) suivra le KAGA (DDH184).

L'Izumo et le Kaga sont officiellement des destroyers porte-hélicoptères. Mais ils seraient également en mesure d'embarquer les nouveaux avions de combat de type F-35B à décollage et atterrissage vertical à l'instar des porte-hélicoptères de l'US Navy comme semblent le montrer les caractéristiques de ces



bâtiments. En effet, le DDH183, comme le DDH184, a une longueur équivalente à celle du porte-aéronefs italien CAVOUR³ soit 244 mètres, à comparer au 262 mètres du porte-avion français, or l'article 9 de la Constitution japonaise⁴ interdit les armes offensives ce qui avait conduit le gouvernement japonais, en 1988, à déclarer⁵ : « Parce que les porte-avions offensifs dépassent le potentiel de guerre nécessaire pour assurer un niveau minimum d'autodéfense, la possession de ces navires est interdite par la Constitution. ». Mais depuis, la donne a un petit peu changé. Yasuhiro NAKASONE⁶, dans la 40^e édition du Livre blanc pour la défense du Japon⁷ constatait que « *The 20th century was a century of war. The 21st century must not repeat this tragedy. At present, the global situation is at a major turning point, and the security situation is in a state of chaos.* » Face à la modernisation, le renforcement des armées des pays limitrophes, les Etats-Unis qui doivent, pourtant, faire face à une situation budgétaire contrainte est en train de renforcer sa présence dans la région.

Conscient de ses responsabilités internationales, le Japon participe à de nombreuses opérations militaires comme dans la Corne de l'Afrique ou en Irak et du changement de la situation régionale, le gouvernement japonais a demandé, dès 2007, à un comité de « Sages » d'étudier la façon de restaurer/reconstruire la sécurité du Japon sur des bases légales (Advisory Panel on Reconstruction of the Legal Basis for Security)⁸.



**Forces d'autodéfense du Japon (FADJ)
à Djibouti**

L'une des recommandations du APRLB est de changer l'interprétation que l'on fait de l'article 9 pour autoriser le Japon à intervenir si un des pays alliés est attaqué sous réserve d'un mandat international (« *The provisions should be interpreted as not prohibiting the use of force for the purpose of self-defense, nor imposing any constitutional restrictions on activities that are consistent with international law, such as participation in U.N. PKOs etc. and collective security measures.* »). Bien que ce rapport suscite des débats passionnés⁹, le ministère de la défense a pris en compte depuis quelques années, comme en témoignent les différents livres blancs, cette possibilité en lançant des programmes comme celui des porte-hélicoptères de la classe IZUMO. S'agit-il,



pour autant, d'un retour du militarisme japonais ? Je ne le pense pas. La Constitution japonaise a été adoptée, en 1946, après une relecture des Américains qui l'on fait, parfois, surnommée la « Constitution Mc Arthur »¹⁰. La première mouture de la Constitution avait été rédigée par la Commission Matsumoto¹¹. La jugeant comme trop proche de l'ancienne Constitution qui donnait tous les pouvoirs à l'Empereur, Mac Arthur ordonna à un « Comité constitutionnel » secret de rédiger un projet de Constitution¹² sous les ordres d'officiers juristes (le Colonel Charles Kades, Lt. Col. Milo Rowell, et le Commandant Alfred Hussey). Ce projet servi de base à celle entrée en vigueur en 1947. Cette nouvelle constitution, rédigée dans un contexte d'après-guerre résumé, au moins pour le Japon, par la locution latine « Vae Victis » interdisait le réarmement.

En 1951, des représentants d'une quarantaine de pays sont réunis à San Francisco¹³ pour discuter des modalités d'un traité qui permettra au Japon de retrouver sa pleine souveraineté. Pomme de discorde au cours de cette réunion, la question d'un réarmement mineur du Japon, même pour assurer la sécurité de son territoire, entraîne de vives protestations de la part de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et d'autres pays du bloc de l'Est qui s'y opposent (la Chine communiste n'a pas été invitée à la conférence).

En fin de compte, l'URSS ne fera pas partie des 48 pays signataires du traité de paix redonnant son indépendance au Japon et mettant un terme à ses prétentions sur la Corée, Taiwan, les îles Kouriles et

Sakhaline et d'autres anciennes possessions. Les dispositions du traité entreront en vigueur le 28 avril 1952. Présent à la conférence, le premier ministre Shigeru Yoshida conclut également un accord bilatéral avec les États-Unis permettant le stationnement de troupes américaines sur le territoire japonais. Les Américains qui, en 1946, refusaient le réarmement du Japon, l'accordaient en 1952... l'arrivée de la classe 22DDH est-elle, plutôt dans ce contexte, les prémisses d'un retour vers la pleine souveraineté du Japon ?

P.T.-H.

¹http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%88re_Heisei

²http://www.mod.go.jp/e/d_budget/pdf/220416.pdf

³http://fr.wikipedia.org/wiki/Cavour_%28porte-a%C3%A9ronefs%29

⁴ http://japan.kantei.go.jp/constitution_and_government_of_japan/constitution_e.html

⁵<https://www.questia.com/library/journal/1G1-249135994/future-relations-between-the-united-states-and-japan>

⁶http://fr.wikipedia.org/wiki/Yasuhiro_Nakasone

⁷http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/2014.html

⁸http://www.kantei.go.jp/jp/singi/anzenhosyou2/dai7/houkoku_en.pdf

⁹http://ajw.asahi.com/tag/Advisory_Panel_on_Reconstruction_of_the_Legal_Basis_for_Security

¹⁰http://afe.easia.columbia.edu/special/japan_1950_usjapan.htm

¹¹http://en.wikipedia.org/wiki/J%C5%8Dji_Matsumoto

¹² http://www.ndl.go.jp/constitution/e/shiryo/03/076a_e/076a_etx.html

¹³<https://www.youtube.com/watch?v=o8gW4bN-WrE#t=16>



Soldat japonais en Irak

Le Shtandart

Escale impériale pour la frégate russe

par François MAURICE



Après avoir accueilli la Nao Victoria¹ en 2015 l'Arsenal de Rochefort a retrouvé, du 5 juin au 8 juillet, sa vocation de port d'escale de vieux gréements, en accueillant la frégate russe « Shtandart ». L'occasion était trop belle pour que je ne le visite pas...

Cette frégate rassemble beaucoup de similitudes avec l'Hermione : elle reste un emblème national puissant pour la Russie puisqu'elle fut le navire amiral de Pierre Le Grand. Rochefort, port d'attache de l'Hermione, a déjà accueilli le « Shtandart ». C'est d'ailleurs ce navire qui participa à la formation des équipages de l'Hermione.

La rencontre des deux bâtiments sur la Charente avait donc un relief particulier.

Le navire

En 1703, en même temps que se fonde la ville de Saint-Pétersbourg, une dizaine de navires sont mis

en chantiers. Le plus important, la frégate « Shtandart », achevé en à peine 5 mois sous le regard impatient du Tsar, porte 28 canons et devient le vaisseau amiral de la nouvelle flotte Baltique.

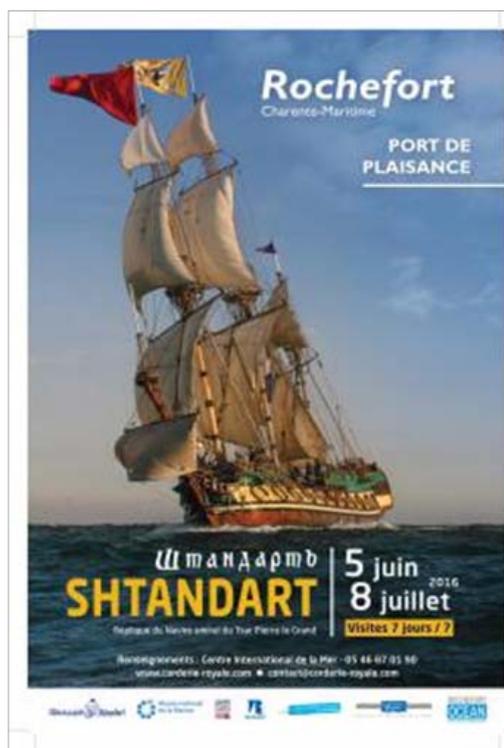
Le nom « Shtandart » est lié à l'ouverture d'une nouvelle voie commerciale à travers la mer Baltique. En 1703 Pierre 1^{er} a changé son étendard en ajoutant une quatrième mer sur la carte : la mer Baltique.

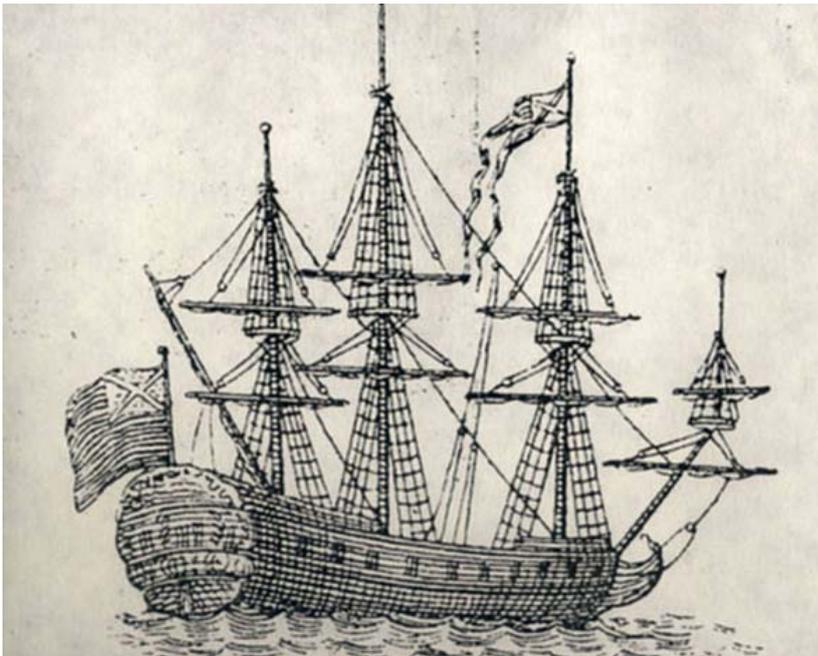
En l'honneur du nouvel étendard le premier vaisseau de la flotte Baltique a reçu le nom « Shtandart ».

Le baptême de feu du « Shtandart » a lieu en 1705, quand l'amiral Russe empêche les vaisseaux suédois de passer devant le fort Kronslot et de percer vers Saint-Pétersbourg.

Mais en 1711 le navire tombe en décrépitude suite à l'utilisation de bois humide (pas suffisamment séché).

Ainsi une partie du bordage et des couples sont remplacés. Le « Shtandart » rénové continue son service jusqu'en 1719, lorsque Pierre 1^{er} donne





temps ont gravement endommagé le bateau et quand on essaye de le monter avec des câbles il tombe en pièces. Le « Shtandart » est alors démoli. A cette occasion l'édit suivant est promulgué : « A la mémoire de son nom, que Sa Majesté Pierre le Grand lui a donné, mettez la quille et construisez un nouveau navire ». Pourtant, cet édit n'a été exécuté que depuis peu.

Depuis lors uniquement les yachts impériaux portaient encore le nom « Shtandart ».

En 1994 des jeunes enthousiastes de Saint-Petersbourg décident de faire revenir le « Shtandart » de Pierre 1^{er} sur les rives de la Neva, en construisant une réplique. Le projet attire de plus en plus de jeunes gens et devient assez vite une association

l'ordre de le garder ad vitam æternam comme le premier-né de la flotte et monument du génie maritime. La frégate est alors désarmée et amarrée dans le canal Kronverskaya comme musée.

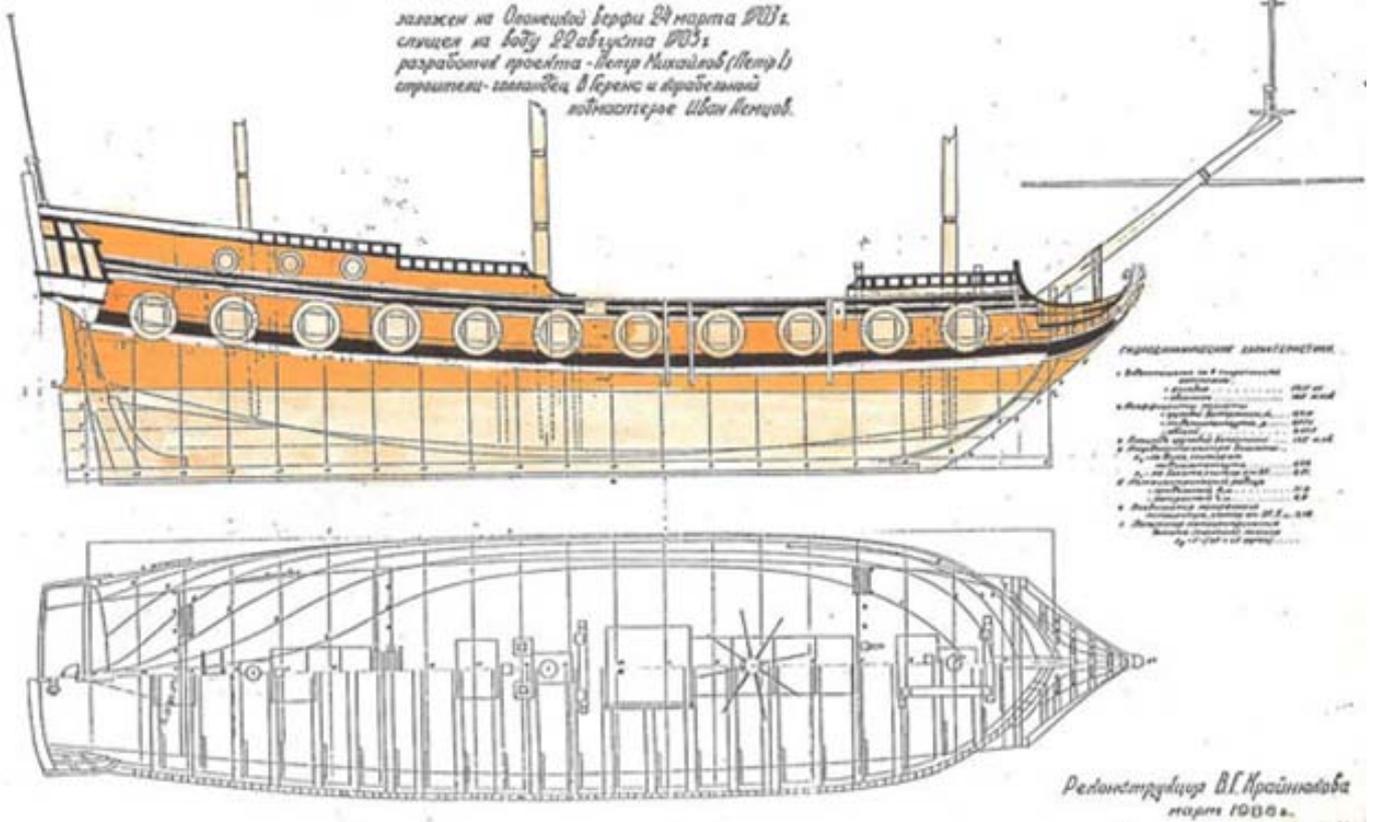
En 1727, Catherine 1^{ère} donne l'ordre de traîner le vaisseau sur la rive et de le restaurer. Mais l'eau et le

éducative et patriotique. Tout le monde peut participer à la construction et joindre l'équipe unie qui en 2000 a pour la première fois pris la mer à bord du vaisseau reconstruit.

Les plans de Pierre 1^{er} n'existaient plus mais l'historien Viktor Krainyukov a étudié profondément

*Конструктивно-теоретический чертёж
26 - пушечного фрегата
"Штандарт"*

*заложен на Ораниенбаумской верфи 24 марта 1725 г.
спущен на воду 22 августа 1725 г.
разработчик проекта - Великий Михайлов (Петр I)
строители - голландцы в Бергене и армянский
мастерское Иван Петров.*



toutes les sources trouvées dans les archives et a pu reconstituer l'image extérieure de ce vaisseau de guerre unique.

Grâce à cela, le nouveau « Shtandart » est une réplique exacte de l'ancien à l'exception de l'intérieur. Là, où à l'époque de Pierre 1^{er} se trouvait la cale, où on gardait des tonneaux d'eau, des câbles de mouillage, des provisions, des boulets et de la poudre, se trouve maintenant l'équipement moderne nécessaire : deux moteurs diesel, une génératrice, des pompes de cale, des citernes ainsi que le carré, la cambuse et les postes d'équipage.

Au-dessus du pont-batterie tout est exact du point de vue historique : les mâts et mâts de flèche, les œuvres dormantes et courantes, le cabestan, les canons, les sculptures de décoration, la barre à roue et l'appareil à gouverner, les échelles, les passerelles, les écoutilles et les lucarnes sont faits comme à l'époque de Pierre 1^{er}.

Habitué à visiter l'Hermione, cette frégate sur laquelle s'était embarqué le marquis de La Fayette en 1780 pour soutenir la guerre d'indépendance américaine contre les Anglais, la visite du Shtandart a été tout aussi magique et m'a permis de découvrir un nouveau pan du patrimoine maritime du XVIII^{ème} siècle.

F.M.

¹La Victoria (ou Nao Victoria ou Vittoria) est une caraque espagnole datant du XVI^{ème} siècle



Causes et antécédents du "Printemps russe"

dans le Donbass durant les années 2014-2015 :
nécessité de leur étude et du fondement scientifique

Par Ovinnikov V. I.,
Chercheur au Centre de Donetsk
de l'Institut d'études orientales d'A. Krymskiy



Les problèmes dans le Monde russe se sont brusquement envenimés au cours des dernières années. Ils se particulièrement révélés lors de la crise politique et du conflit armé en Ukraine durant les années 2014-2015, au moment de la prise de conscience nationale de la population russe du Donbass, déclarant leurs droits à la langue, à la foi et aux structures étatiques, en union avec le Monde russe.

Durant ces deux années, les tendances clés de la vie en République Populaire de Donetsk auto-proclamée, permettent de commencer à évaluer des changements historiques : politiques, économiques, sociales et militaires.

Tous les événements, arrivés de faits disparates, s'alignent dans plusieurs vecteurs et, en étant considérés dans la dynamique, représentent un processus de formation d'une nouvelle société.

Pour comprendre ces processus complexes, comprendre ce qui nous est arrivé pour découvrir des mécanismes cachés définissant la direction des changements, il est nécessaire de faire une analyse approfondie et complète de la situation. Il faut ainsi étudier les faits et les événements en Ukraine et en république auto-proclamée non à partir des années

2014-2015, mais sur la base des rétrospectives historiques communes. Tout d'abord il serait utile et correct de trouver les causes et les antécédents, qui ont provoqué un mouvement populaire de masse, des actes sacrificiels des habitants du Donbass et d'une multitude de gens de différentes nationalités, qui sont venus aider les Donetskis au nom de l'unité avec le Monde russe.

Dans le même temps il faut comprendre et arriver à un consensus à l'égard de l'appareil conceptuel, de sorte que des auteurs de livres, de magazines et de journaux donnent des caractéristiques et des définitions différentes aux mêmes événements et leurs participants, ce qui conduit à une confusion terminologique, crée la confusion dans leurs identifications et, donc, produit une incompréhension objective de ce qui se passe.

Ici, des historiens, étudiant ces événements, devront faire face à de nombreuses difficultés. Premièrement, nous sommes au cœur des événements actuels, ce qui entrave sérieusement une analyse impartiale, indépendante et objective.

Deuxièmement, des nombreux processus ne sont pas encore achevés, et on ne sait pas comment ils vont se développer et quelle sera leur direction finale dans le développement.

Aujourd'hui, bien sûr, il est important d'avoir non





mystification historique mondiale et de la provocation politique. Selon certains chercheurs, les auteurs du projet « Ukraine » ont temporairement atteint leur objectif : ils ont transformé des Russes dans une nation séparée et ont opposé une partie du peuple à l'autre.

Au cours de la mise en œuvre du projet politique « Ukraine », la récente façon de faire la guerre d'information psychologique, qui n'a pas encore été retrouvée

seulement un travail des historiens mais aussi une participation des experts, des politologues, des philosophes, des sociologues et des spécialistes d'autres domaines, étudiant des événements qui se déroulent devant nous en et au-delà de la RPD. Sur la base de la littérature, des documents, des recherches scientifiques existants, on propose une certaine vision de ce qui a incité des habitants du Donbass à venir au référendum, le 11 mai 2014, pour soutenir la souveraineté de la RPD et la défendre à main armée.

Première cause. Une étude des événements, liés à l'histoire ancienne et contemporaine de l'Ukraine, la CEI, l'URSS, permet de conclure que l'État « indépendant » de l'Ukraine n'est qu'un produit de la

avant dans l'histoire du monde, a été appliquée. Il faut reconnaître qu'il a apporté les résultats escomptés à ses auteurs.

Comme principal instrument de la guerre d'information psychologique, il a été sélectionné un instrument absolument original : celui de la « création » d'une nation par une autre, sans que la nation d'origine ne le remarque. Au cours des cent dernières années, des Russes en Ukraine ont été transformés en une sorte de « nouvelle nation » – des « Ukrainiens » ; aujourd'hui c'est tout à fait invisible pour la plupart des « anciens » Russes, qui sont devenus des « Ukrainiens ». Néanmoins tous n'acceptèrent pas cette transformation et « Le Printemps russe » a commencé dans le Donbass.





Deuxième cause. En vingt ans d'existence de l'Ukraine, des différences marquées selon des critères politiques, idéologiques, philosophiques, axiologiques, régionaux, linguistiques, culturels, ethniques, religieux, etc., transformant de plus en plus en phase de confrontation, se sont affirmés parmi ses citoyens. Des profondes catégories philosophiques multiséculaires, que les civilisations russe et occidentale gardent et mettent en œuvre, sont au cœur d'un conflit violent, qui avait pourtant initialement pris une forme de confrontation pacifique. Il y a de nombreux arguments et des raisons particulières pour que la population du Donbass, surtout dernièrement, s'identifie au Monde russe. Cela est confirmé par des données statistiques, de recensements, sociologiques et d'autres sondages de la population, et la vie elle-même.

Aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus proches des origines nationales, car les deux dernières décennies nous promouvions l'idée russe, battions pour l'honneur et la dignité de l'homme russe, accumulions une expérience, nous préparions à de nouveaux défis graves et tragiques. Il s'est avéré que les gens, vivant côte à côte dans la famille fraternelle des peuples de l'URSS, tout à coup, se sont acharnés, irrités et venus des terres russes à tuer des civils du sud-est de l'Ukraine simplement parce qu'ils

n'avaient pas, la première fois, eu le courage de demander la fédéralisation de l'Ukraine, d'inciter au rapprochement avec la Russie et de donner le statut de langue officielle à la langue russe.

En raison de conditions historiques, les habitants de la Galice et d'autres régions adjacentes sont principalement des porteurs de valeurs inhérentes à la civilisation occidentale, et les habitants du Donbass ont d'autres orientations idéologiques. Ils partagent et donnent la préférence aux catégories fondamentales de la civilisation russe, par exemple, l'idéal du *sobornost*. Le *sobornost* est la dissolution d'un homme russe dans son église, son État et son peuple, c'est l'amour aux valeurs communes. Le *sobornost* est directement opposé à la notion d'individualisme, sur quoi se fonde la civilisation occidentale. La Russie a réussi, comme en témoigne son histoire, à créer des conditions dans lesquelles presque chaque homme russe peut être un architecte de la grande puissance, non pas par la peur mais par sa conscience.

Aujourd'hui, le sort de l'humanité se joue dans cette confrontation entre civilisations russe et occidentale. Si la civilisation occidentale gagne - le monde sera transformé en un camp de concentration gigantesque, où 80 % de la population mondiale sera derrière des barbelés pour produire des ressources

pour les autres 20 %. Une course de consommation, privée de toutes restrictions, dans les pays occidentaux conduira à l'épuisement des ressources mondiales et la destruction de l'humanité.

Ces contradictions, qui sont devenues une ligne de partage entre les civilisations russe et occidentale, tout d'abord ont débouché sur une confrontation sur des places en Ukraine, et puis ont transformé en une guerre fratricide. Pour l'Occident et l'Ukraine, sur l'Euromaïdan, de la fin de 2014 – au début 2015, se tranchait une question fatidique sur un mode de vie de la société ukrainienne à venir, découlant des concepts qui constituent une base idéologique de deux civilisations : russe et occidentale.

Troisième cause.

Une place spéciale dans la guerre idéologique contre les Russes, déployée par l'autorité ukrainienne après 1991, est attribuée à la terreur idéologique et physique contre des fidèles de l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou.

En ayant construit l'État soi-disant indépendant sur le rejet de tout russe, en ayant réécrit l'histoire de son propre peuple, en ayant exalté une langue et des symboles créés de rien, ils ne pouvaient pas ne pas toucher un des phénomènes les plus importants scellant le peuple russe : sa foi.



Quatrième cause. L'Ukrainisation forcée de la population russe de l'Ukraine et du Donbass a été effectuée dans les domaines suivants :

- l'élimination de la langue russe de toute écriture publique et de l'éducation ;
- la « passeportisation » forcée des Russes en « Ukrainiens » ;
- la réécriture de l'histoire, la création d'une histoire complètement fausse, basée sur un mensonge total avec l'esprit russophobe ;
- l'utilisation des médias pour créer une image de l'ennemi : l'État russe ;
- l'attisement de la haine parmi des habitants de l'Ukraine ;
- la recherche constante et la création artificielle de situations conflictuelles avec la Russie, et l'implication des pays européens et des États-Unis dans le processus de « l'ukrainisation ».



Cinquième cause. De profondes transformations se continuaient dans le domaine économique en Ukraine. La destruction des propriétés communale et publique ont constitué l'étape finale. La redistribution a été effectuée par le mécanisme de vouchers, qui était un paravent pour rançonner une majeure partie des citoyens, surtout dans le Donbass. En 2011, environ 90 % des biens communaux et publics ont été privatisés. La privatisation des biens

publics a été réalisée avec un bénéfice pour les acheteurs et au détriment des citoyens et de l'État.

L'économie de l'Ukraine s'est brisée. Elle n'a non seulement pas été investie par l'argent pour l'innovation, mais les fonds d'amortissement ont également été dilapidés. Les fonds de base de l'industrie et des services publics ont été consommés de 75 % à 90 % durant les années de « l'indépendance ». L'agriculture a été dans un état pire que l'industrie. La plupart des économies utilisaient des équipements vieux de plus 20 à 30 ans. Des fonds de base se détruisaient partout, ce fut particulièrement contraignant pour les entreprises industrielles du Donbass. Les bâtiments des usines et les locaux des fermes d'élevage furent partout détruits, des champs furent abandonnés et envahis par des plantes adventices. Le domaine social enfin fut également détruit : les établissements de soins, scolaires et préscolaires.

Sixième cause. Les assises de la société furent corrodées par l'économie souterraine et la corruption. Le pouvoir a été affecté par le népotisme et le favoritisme. La démoralisation absorbait de plus en plus nouveaux secteurs de la société. Elle a même commencé à pénétrer dans les cellules, qui traditionnellement étaient un environnement pour générer des impulsions de hautes normes de moralité publique : l'éducation, la santé, la culture. Ici, des maltôtes, une vente de notes terminales, de certificats et de médailles scolaires sont devenus habituels.

La corruption a prospéré dans les écoles supérieures — des pots de vin pendant des campagnes d'admission, des épreuves et des examens au cours des études et soutenances des diplômes. Même la communauté académique n'a pas pu résister aux carottes des thésards scientifiques et des candidats pour des primes.

Septième cause. En avril 2010, le III^e Forum antifasciste ukrainien s'est déroulé au centre de la coopération d'affaires et culturelle « La maison ukrainienne ». Des participants ont alors discuté de la situation alarmante qui s'était formée au cours des 5 dernières années de la présidence des forces politiques « oranges-cordiaux » qui, d'une part, avaient contribué à l'effondrement de l'économie

nationale et l'asservissement de son capital occidental, et, d'autre part — avaient lancé une fascisation totale de l'État. Le forum s'est déroulé sous le slogan « Arrêtons le fascisme en Ukraine ». Toutefois, jusqu'à aujourd'hui rien n'est arrêté...

Les principales caractéristiques de l'idéologie fasciste sont les droits particuliers d'un groupe social ou ethnique. Il existe de nombreuses variantes : la justification de la supériorité et de l'exclusivité d'une nation dominante proclamée de ce fait ; l'adoption de la violence et de la terreur pour réprimer des opposants politiques de toutes formes de dissidence ; la militarisation de la société, la création de groupes paramilitaires et de la justification de la guerre comme un moyen de résoudre des problèmes. Pendant l'Euromaïdan, le nombre d'idéologues du fascisme s'est accru, y compris au pouvoir. Dans ce contexte, une idéologie fasciste en Ukraine peut être considérée comme mise en œuvre au regard, par exemple, de la seule déclaration d'Yatsenuk lorsqu'il indique que les habitants de Donetsk et de Lugansk sont des sous-hommes et promet de « nettoyer la terre du mal ».

Dans ce travail, bien sûr, toutes les causes et les antécédents, présentant un intérêt scientifique, cognitif et didactique pour des chercheurs, ne sont pas cités. Les sujets socio-culturels et économiques ont été juste partiellement examinés. Les historiens disposent néanmoins de toutes les conditions pour révéler les problèmes épineux comme les différences régionales, le domaine de symboles et valeurs, les relations entre des différents groupes dans la société ukrainienne, la transformation de la politique économique, budgétaire et de la structure sociale, ainsi beaucoup d'autres.

Dans le même temps une attention particulière pourrait être accordée à l'étude de l'histoire nationale intégrale falsifiée par des « historiens » et sociologues ukrainiens pendant une période historique considérable. Cela, à son tour, exigera de rassembler des efforts pour rédiger un programme à grande échelle pour contribuer à surmonter l'obstacle d'un fossé créé artificiellement entre les deux parties du peuple russe et restaurer la justice scientifique par des historiens des républiques autoproclamées.

V.I.O.

Le corps expéditionnaire russe en France 1916-1918



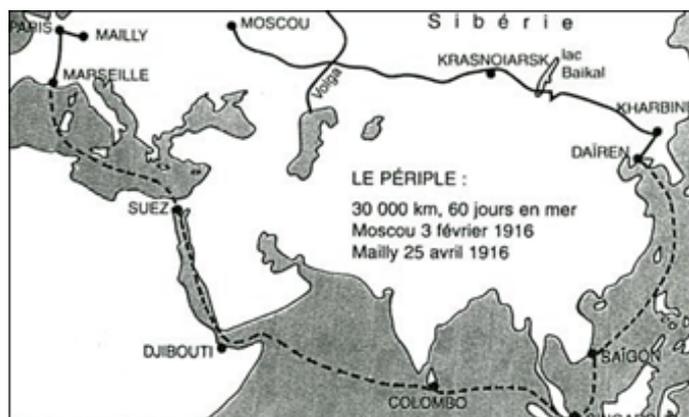
par Sylvain Ferreira



Trop souvent oublié des livres d'Histoire français, le corps expéditionnaire russe débarqué en France en 1916 est pourtant représentatif de l'importance de l'alliance franco-russe mise en place au tournant du 20^e siècle pour barrer la route aux menaces pangermanistes en Europe. Retour sur l'histoire de ces hommes qui ont traversé la moitié du globe pour venir combattre en France. Des confins du Pacifique aux tranchées de Champagne.

pas même en mobilisant néanmoins, le Tsar Nicolas II valide la création d'un corps expéditionnaire de près 50 000 hommes qui seront acheminés sur le front français mais aussi sur le nouveau front des Balkans à Salonique.

L'armée russe aura la charge de constituer quatre brigades d'infanterie sous commandement russe mais qui seront dotés de matériels français (à l'exception des uniformes) et transportés jusqu'en France par la *Royale*. Les dépenses liées à l'entretien



A la fin de l'année 1915, lors de la conférence interalliée de Chantilly, et alors que l'armée française porte quasiment seule le poids de mener des offensives d'envergure sur le front occidental et que les pertes humaines sont de plus en plus importantes, le gouvernement français sollicite la Russie pour qu'elle envoie un des troupes se battre en France, en échange de la fourniture de matériel de guerre à la Russie. La demande initiale de la France est extravagante puisqu'elle propose le transfert d'un demi-million d'hommes.

D'une part la situation de l'armée russe sur le front oriental ne permet d'envisager l'envoi d'un nombre aussi important d'hommes, et d'autre part les moyens nécessaires au transport d'un tel contingent n'existent



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Le Colonel Mikhaïl Dmitrievitch Netchvolodoff (en russe : Мухаил Дмитриевич Нечволодов)

des troupes demeurent à la charge du gouvernement russe. Dès le mois de janvier 1916, la 1^{re} brigade russe spéciale (B.S.R.) est créée et placée sous le commandement du général Lohvitzki. Elle comprend deux régiments : le 1^{er} régiment recruté à Moscou est commandé par le Colonel Netchvolodoff, le 2^e recruté dans la région de Samara est aux ordres du Colonel Diakonoff, soit un total de 8 942 hommes et officiers. les marines des deux pays.

Les hommes sont choisis parmi les recrues de 21 à

25 ans, sachant lire et écrire, et volontaires pour participer à cette expédition. Le 3 février, les premiers éléments qui Moscou par le train en direction de l'Extrême-Orient russe, à Dairen (Dalian aujourd'hui) en Mandchourie.

Le 29 février, le « Latouche Tréville » est le premier transport à appareiller pour un périple de deux mois en direction de Marseille. Le 16 avril, dans un climat très chaleureux, les premiers soldats russes débarquent sur la terre de France. Tous les



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Débarquement des troupes russes en France



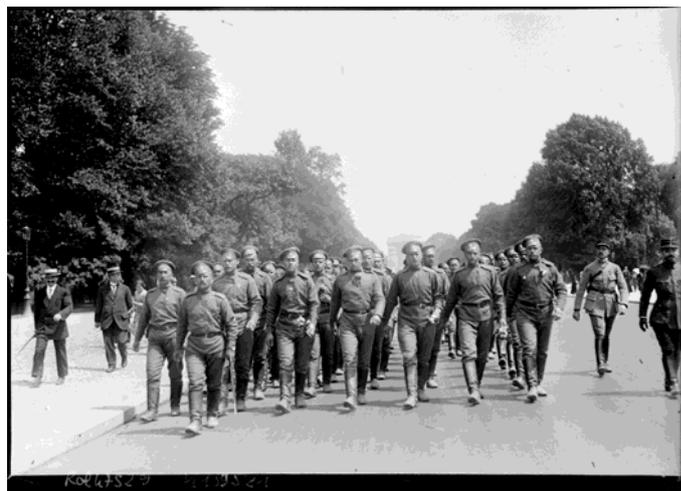
Défilé de la 1^{ère} Brigade russe dans les rues de Marseille. Avril 1916

observateurs soulignent le caractère exemplaire de cette nouvelle unité. Après avoir perçu leurs fusils Berthier M. 1907-15, les troupes russes sont rassemblées au camp Mirabeau pour célébrer la Pâque orthodoxe le 23 avril. Elles sont ensuite

acheminées vers le camp de Mailly en Champagne pour y recevoir une instruction complète afin de se familiariser avec les spécificités du combat de tranchées du front occidental. Elles reçoivent également tout le matériel nécessaire



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

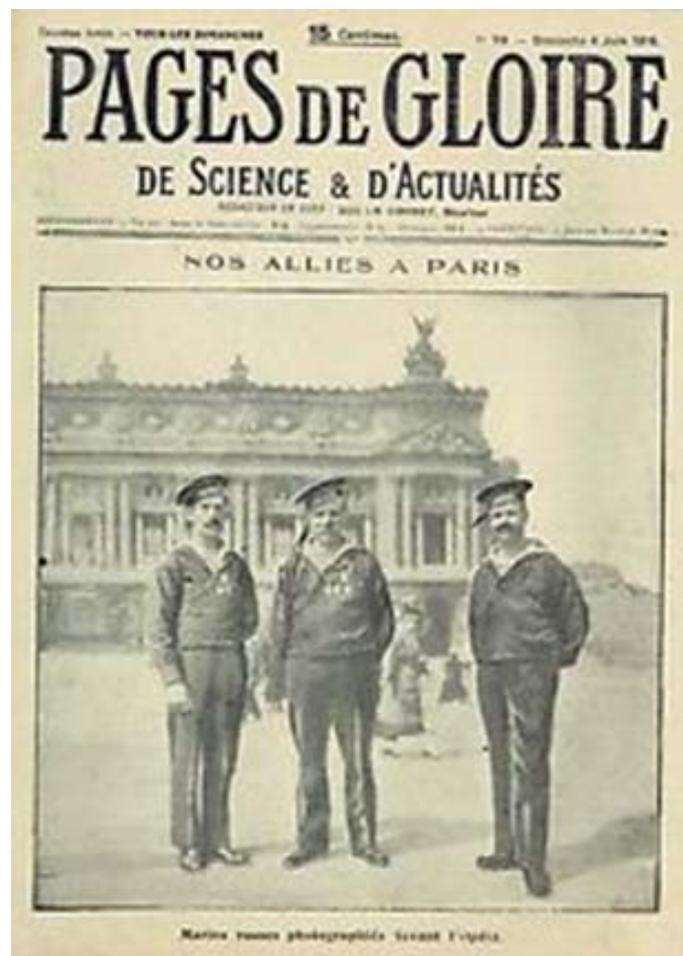
Défilé des troupes russes à Paris

à une troupe combattante : roulantes, casques Adrian, masques à gaz, mitrailleuses, téléphones de campagne et ambulances. La brigade est intégrée à la 4^e armée du général Gouraud, de retour de convalescence après sa terrible blessure reçue aux Dardanelles. Avant son départ pour le front, les Russes reçoivent la visite éminemment symbolique du Président de la République Raymond Poincaré, qui décore à cette occasion le général Lokhvitski, en le faisant Commandeur de la Légion d'Honneur.

Fin juin 1916, la 1^{re} brigade est enfin envoyée au front, dans le secteur entre Suippes et Auberive. En pleine bataille de Verdun et à la veille de l'offensive franco-britannique dans Somme, elle ne participe à aucun combat majeur car c'est un secteur calme du front. Cela permet aux hommes de se familiariser avec la vie dans les tranchées et d'achever l'aménagement du secteur. Seule distraction majeure pour les Russes, le 14 juillet, ils ont l'insigne honneur de participer au traditionnel défilé sur les Champs-

Elysées à Paris.

Comme à Marseille lors de leur débarquement, ils suscitent l'enthousiasme et l'admiration des Parisiens. Deux jours plus tard, les Allemands lancent une attaque limitée contre les unités de la 1^{re} brigade restées aux tranchées ; 13 morts côté russe pour une centaine d'Allemands tués et 10 prisonniers capturés. En août, la 3^e brigade aux ordres du général Marouchevski rejoint la France et débarque à Brest



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Drapeau du 2^{ème} Régiment de la 1^{ère} brigade



Les troupes russes défilent devant le général Henri Gouraud et le général Nikolai Lokhvitski au camp de Mailly en octobre 1916.

en provenance d'Arkhangelsk. Composée elle aussi de deux régiments Jusqu'au mois d'octobre, elle suit le même parcours de formation que la 1^{re} brigade au camp de Mailly avant de relever celle-ci le 16 octobre. Les Français sont dithyrambiques à l'égard de leurs alliés russes qui, malgré le calme qui règne dans leur secteur, multiplient les patrouilles et autres coups de mains contre les Allemands. A la fin 1916, les Russes ont déjà perdu 102 officiers et soldats principalement tués au combat.

L'offensive Nivelle

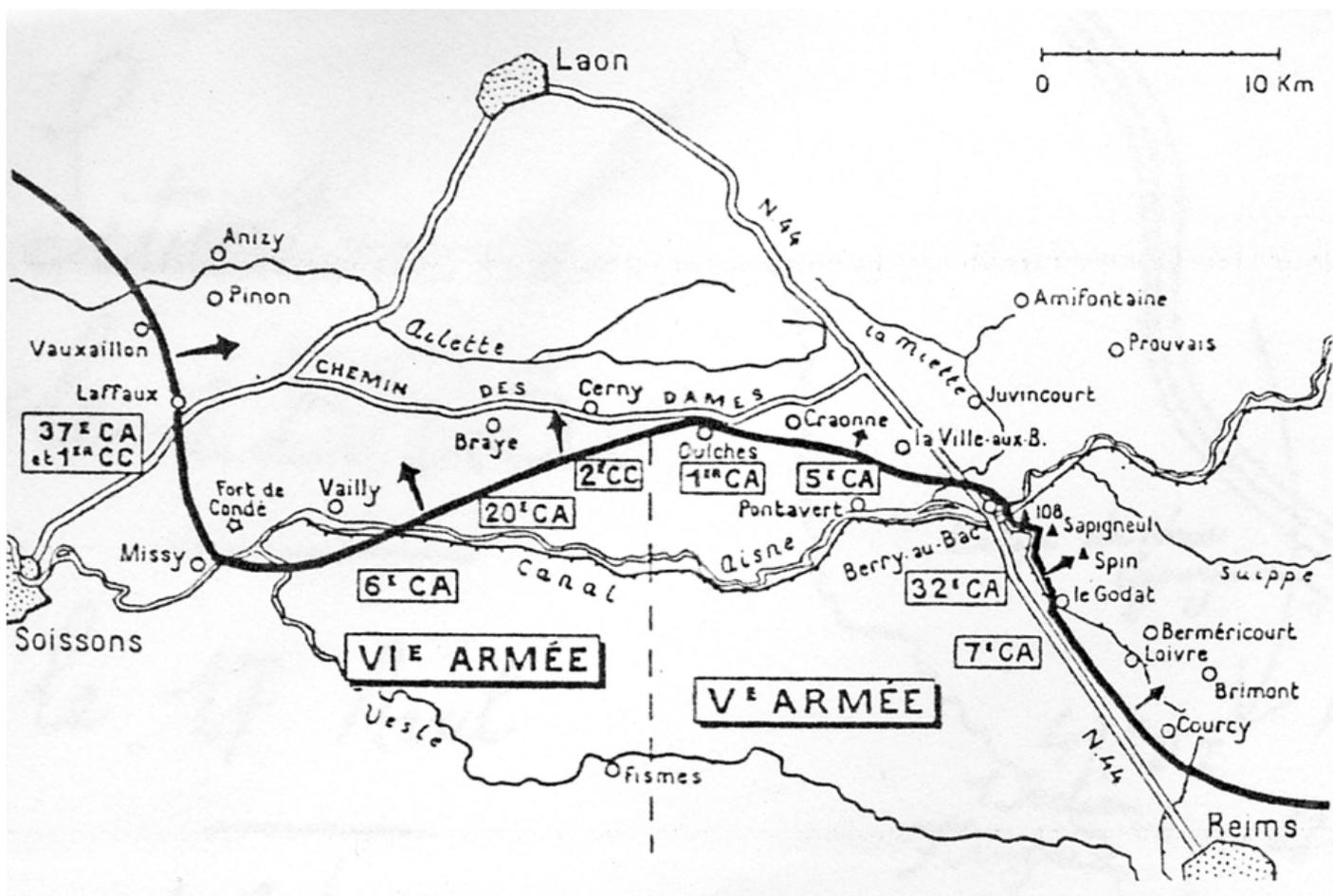
Au début de l'année 1917, les deux brigades russes, désormais réunies, sont rattachées à la 5^e armée française en vue de la grande offensive prévue par le général Nivelle dans le secteur du Chemin des Dames. Elles doivent néanmoins faire face à un événement inattendu pour elle : le 15 mars, le Tsar

Nicolas II a abdiqué suite à la Révolution de Février. Cette nouvelle, d'abord tenue secrète, leur parvient finalement le 12 avril, à quelques jours seulement du début de l'offensive.

Malgré la création d'un soviet qui se réunit le 15 avril dans la cave du château de Saint-Thierry, soit la veille du jour J, les soldats votent à une courte majorité pour rester au front et combattre, et ce malgré les rumeurs qui ne manquent pas de circuler sur l'éventualité de la fin de la guerre pour la Russie.

Le 16 avril, la 1^{re} brigade qui occupe le flanc gauche du 7^e corps d'armée face à Courcy, la butte de Brimont et le fort de Brimont. A 6 heures, alors qu'il neige, les soldats russes de la première vague d'assaut sortent confiants de leurs tranchées. Comme sur la Somme en juillet 1916, on leur a dit que la préparation d'artillerie qui a duré sept jours avait anéanti les positions allemandes. Malheureusement ce n'est, une fois de plus, pas le cas. Un barrage d'artillerie allemand les cueille à découvert dans le no man's land. Malgré les pertes, les fantassins russes chargent vers les lignes allemandes qui sont effectivement bouleversées. Même les abris profondément creusés sont transformés en tombes pour leurs malheureux occupants. Les hommes du 1^{er} régiment poursuivent leur attaque en direction de Courcy malgré le feu de l'artillerie allemande, tandis que sur leur gauche, le 2^e bataillon du 2^e régiment parvient à atteindre le canal de l'Aisne à la Marne.

Lorsque le 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment aborde les ruines fumantes de Courcy, il est accueilli par le feu nourri des mitrailleuses allemandes solidement retranchées dans les caves transformées en casemates et que l'artillerie française n'a pas pu réduire au silence. Le chef du bataillon prend alors la

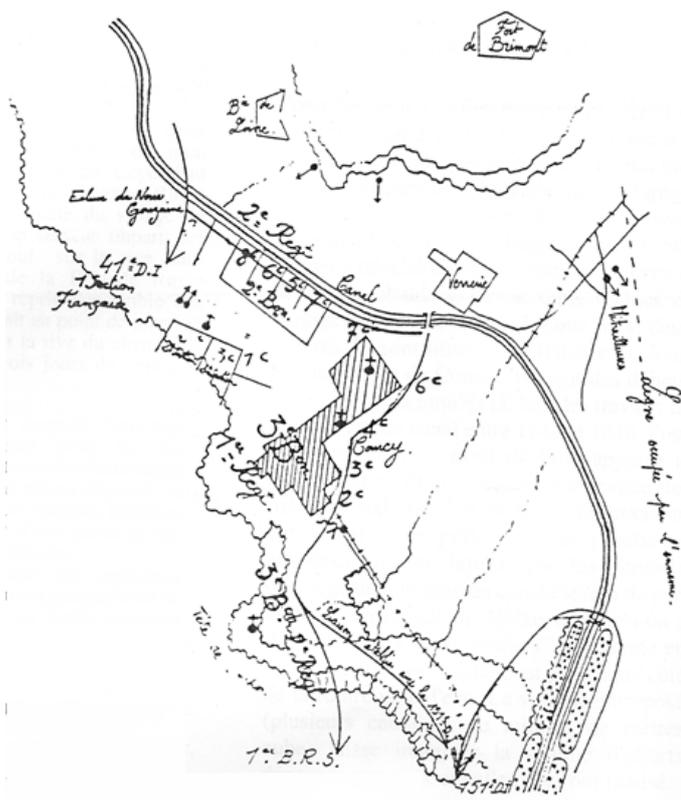


décision de contourner le village par le nord pour l'encercler. Les Allemands se battent pied à pied

dans de sanglants combats de rue où chaque ruine est copieusement grenadée pour réduire ses occupants au silence. A la fin de la journée, les Allemands occupent toujours la verrerie de Courcy située de l'autre côté du canal et d'où ils tirent sur les positions russes dans le village.

Sur la droite, le 3^e bataillon du 2^e régiment tente de parvenir lui aussi au canal en progressant à l'est de Courcy et d'établir la liaison de sa droite avec le 151^e RI. Il est stoppé à la hauteur du moulin de Courcy par un réseau de barbelés à peine entamés par la préparation d'artillerie. Ce réseau couvre les accès d'un point d'appui allemand hérissé de mitrailleuses (5 ou 6 mitrailleuses servies par une trentaine d'hommes), et baptisé le « Fort Carré ». Malgré plusieurs assauts où les soldats russes font preuve d'un héroïsme sans faille, le point d'appui ne peut être pris.

Les combats vont se poursuivre pendant deux jours, le commandement français aveuglé par son obstination décide de relancer l'attaque dès le 17 avril. Malgré les contre-attaques allemandes, le village de Courcy finit par tomber entièrement entre





conquis doit être abandonné. Le 19 avril, le 3^e bataillon renforcé par deux bataillons du 5^e régiment de la 3^e brigade relance à l'assaut sur le Mont-Spin tandis que le 114^e RI tente de reprendre le Mont-Sapigneul. Malgré les tirs dévastateurs des

les mains des Russes qui font 750 prisonniers. A l'est du village, le « Fort Carré » est enfin conquis de haute lutte le 18 avril au matin.

Pendant ce temps, toujours le 16 avril, le 3^e bataillon du 6^e régiment appartenant à la 3^e brigade est engagé au sein de la 40^e DI lors de l'attaque du Mont de Sapigneul et de la côte 108 près de Berry-au-Bac. Le bataillon est encadré par le 251^e RI. Quatre compagnies russes participent à l'assaut initial, deux au sein du 4^e bataillon et deux au sein du 6^e. L'élan des Russes est formidable malgré le feu de l'artillerie allemande et les réseaux de barbelés parfois intacts qui leur barrent l'accès à la première ligne ennemie. Au prix de terribles pertes, ils s'emparent de leurs deux objectifs. Mais en fin de journée, les munitions commencent à manquer et le terrain si chèrement

mitrailleuses allemands, les Russes parviennent à enlever les deux premières lignes de défense. Le bataillon russe au centre du dispositif atteint même la troisième ligne allemande et le bois en dentelle sur la gauche du Mont-Spin. L'objectif est à portée de main mais les Russes emportés par leur élan n'ont pas pris le temps de nettoyer les abris profonds des premières lignes allemandes. Ils sont pris à revers par les Prussiens de l'IR 49 et 155 qui leur tirent dans le dos. C'est un véritable massacre. De rares survivants parviennent à rejoindre leur ligne de départ.

En trois jours, les deux brigades russes ont perdu 5 183 hommes, tués, blessés ou disparus sur un effectif initial de 8 000 hommes. Pour leur courage exceptionnel, elles sont toutes les deux citées à l'ordre de l'armée. Relevées le 20 avril par des unités françaises, les deux brigades sont retirées du front et envoyées au camp de La Courtine pour s'y reposer. Elles ne participeront plus à aucun combat suite à la mutinerie d'une partie des troupes en septembre 1917. A l'issue de cet épisode tragique qui fera une centaine de morts dans les rangs russes, les unités sont dissoutes, les hommes désarmés et 549 soldats sont emprisonnés. Quelques centaines d'hommes désireux de poursuivre le combat rejoindront la Légion Etrangère ou la Légion d'honneur russe (LHR) intégrée à la Division marocaine dans laquelle ils se couvriront de gloire jusqu'à la fin de la guerre.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Tranchée russe sur le front français

S.F.

L'alliance germano-turque contre la Russie à la veille de la première guerre mondiale.



Xavier Moreau
Analyste politico-stratégique



Un siècle après, la responsabilité du déclenchement de la Première Guerre Mondiale est encore une question dont débattent les historiens. L'Allemagne, la France, l'Autriche, la Russie ou l'Angleterre sont mis tout à tour au ban des accusés. Les défenseurs de Guillaume II, s'appuie notamment sur sa correspondance avec Nicolas II, pour alimenter la thèse d'une Angleterre malfaisante, qui aurait entraîné derrière elle, la France et la Russie. Pourtant, sous ses airs de conseiller prudent de Nicolas II, transpire tout au long de ses missives sa volonté de concurrencer la puissance maritime anglaise, quitte à s'allier avec un ennemi traditionnel de la Russie, l'Empire Ottoman.

Guillaume II porte une responsabilité majeure dans le déclenchement de la guerre. S'il courtise épistolièrement Nicolas II, dans les faits, il soutient Vienne contre Saint Pétersbourg, et la Sublime Porte contre la Sainte Russie. Il incite la Russie à se tourner vers l'Extrême Orient, comme Bismarck encourageait l'expansion ruineuse de la France en Afrique, satisfait de la voir se détourner ainsi du concert des Nations européennes. A cette rivalité avec l'Angleterre, s'ajoute la crainte réelle de la montée en puissance de la Russie sur le continent. Cette crainte se retrouve parfaitement dans cette lettre du 17 juillet 1914, du ministre des Affaires Etrangères allemand à son ambassadeur à Londres : « La Russie n'est pas prête à la guerre. Ni la France, ni l'Angleterre ne semblent actuellement désirer une guerre. Dans quelques années, la Russie aura achevé ses projets militaires et sera en mesure de nous écraser... Je ne veux pas de guerre préventive, mais, si la lutte se présente, il ne faut pas reculer. »

C'est pour faire pièce à la puissance anglaise et pour contenir la puissance russe que l'Allemagne se rapproche progressivement de la Turquie, et influe de

manière décisive sur la structure militaro-politique issu de la révolution « jeunes Turcs ».

I Aux origines de l'alliance germano-turque

a) L'Empire Ottoman à la veille des guerres balkaniques :

En 1912, à la veille des guerres balkaniques et de la Première Guerre Mondiale, l'Empire ottoman est en pleine décomposition. Depuis l'indépendance de la Grèce en 1830, le processus de délitement s'est accéléré et les mouvements nationaux, soutenus par la Russie, déstabilisent et amenuisent la Sublime Porte. A l'époque où Constantinople s'adresse à



L'empereur Guillaume II

Berlin pour demander un soutien technico-militaire, l'Empire Ottoman subit une double défaite contre la Russie, dans les Balkans et dans le Caucase lors de la guerre russo-turque de 1877-1878. En 1898, la Crète est perdue de facto. L'Empire n'a rien à opposer à la France qui occupe Tunis en, et finit par se soumettre à la volonté italienne en Lybie en 1912. La collaboration avec l'Allemagne est d'abord une volonté du Sultan, puis celle d'Enver Pacha, personnage clé de la révolution « jeunes Turcs ». En 1908, en effet, l'affaiblissement du pouvoir du Sultan et l'échec des tentatives de réformes sont à l'origine de la révolution « jeune Turcs », menée par de jeunes fonctionnaires et militaires regroupés au sein du Comité Union et Progrès (CUP). Ces jeunes officiers sont originaires de la partie européenne de l'Empire Ottoman et ont l'occasion de se frotter aux armées européennes dont ils souhaitent s'inspirer. On peut considérer que pour la région des Balkans, la Première Guerre Mondiale débute en 1912, au moment du déclenchement des guerres balkaniques, elles-mêmes encouragées par l'impuissance de l'Empire face l'invasion de la Tripolitaine et de

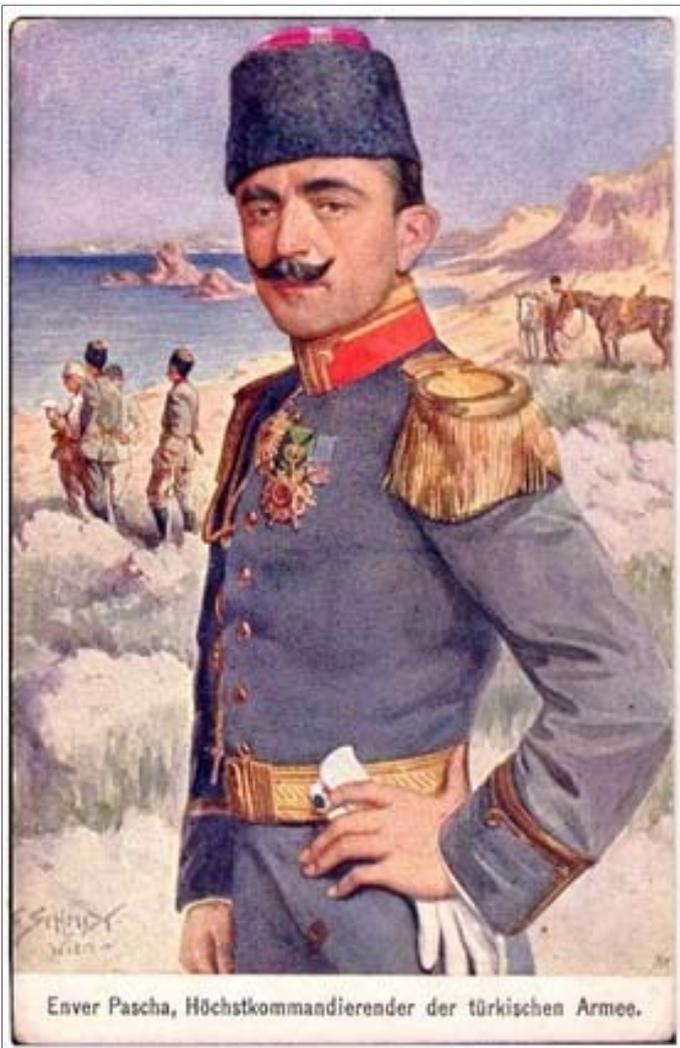
l'archipel du Dodécanèse par l'Italie. Cette dernière invasion déplaît d'ailleurs fortement à l'Allemagne, qui n'y peut pas grand-chose, car elle souhaite maintenir l'Italie dans son alliance.

L'Empire Ottoman joue donc la carte de l'alliance allemande et se trouve pris dans l'affrontement de cette grande puissance continental européenne, face à la puissance maritime anglaise. Cette alliance n'était pourtant pas évidente, l'Angleterre et la France n'avaient-elles pas fait la guerre contre la Russie en Crimée au côté des Ottomans ? En outre malgré le projet de chemin de fer Berlin-Bagdad, les Français et les Anglais restent les premiers investisseurs dans l'Empire.

Si, 1912, l'Empire ottoman n'est plus que l'ombre de lui-même, il reste une puissance méditerranéenne par le contrôle des détroits entre la mer Egée et la mer Noire, et des littoraux de l'Anatolie et de ses territoires arabes, syriens et palestiniens.

L'entrée de la guerre de la Turquie au côté de la Triplice, malgré les raisons que nous avons évoquées, reste surprenante. L'intérêt pour l'Allemagne est évident mais il l'est moins pour la





Enver Pascha, Höchstkommmandierender der türkischen Armee.

Turquie qui sort épuisée et perdante des guerres balkaniques. L'alliance avec les Empires centraux est à mettre sur le compte de la nouvelle ambition impériale du triumvirat « jeunes Turcs », arrivé au pouvoir en 1908 et disposant désormais de tous les pouvoirs en 1913. Il s'agit du très germanophile Enver Pacha, ministre de la Guerre, 33 ans en 1914, qui arrive à convaincre Djemal Pacha, ministre de la Marine et Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur, de signer, le 2 juillet 1914, un traité d'alliance militaire avec l'Allemagne contre la Russie. Ils espèrent compenser les pertes balkaniques par une réunification des peuples turcophones d'Asie Centrale, au détriment de la Russie.

b) Une alliance nécessaire à l'Allemagne :

L'entrée en guerre de l'Empire Ottoman se fait sous la pression des Allemands, qui souhaitent voir la Russie détourner une partie de ses forces sur son flanc sud et empêcher également une liaison

maritime aisée entre la Russie, la France et l'Angleterre. L'alliance turque permet aussi à l'Allemagne d'empêcher les livraisons de grains par la Russie, qui est une de ses principales sources de revenus.

Tout au long de sa correspondance avec Nicolas II, Guillaume II s'efforce de convaincre son cousin qu'il partage le même ennemi, l'Angleterre. Cela implique que la Russie abandonne la mission qu'elle s'est fixée, de protéger les peuples orthodoxes. Guillaume II réclame donc de la bienveillance de la part de Nicolas II, vis-à-vis de Constantinople avec qui il bâtit son alliance, tout en lui rappelant que Français et Anglais se sont ligués contre lui en 1853. S'efforçant de convaincre son cousin que tout cela n'est que manigance de l'Angleterre, le Kaiser écrit à son cousin, le 18 août 1898 : « *Les Anglais s'efforcent de trouver à tout prix de trouver une armée continentale qui se battraient pour ses intérêts ! Je suppose qu'il ne lui sera pas facile d'en avoir une – en tout cas, ce ne sera pas la mienne.* »

Guillaume II s'appuie sur la représentation conservatrice de la « Sainte Alliance », fondé par l'Empereur Alexandre III. Dans cette vision du monde, l'Allemagne, l'Autriche et l'Empire Ottoman sont des puissances conservatrices, menacées par des mouvements révolutionnaires soutenus par ce que le Kaiser appelle dans une lettre à Nicolas II, datée du 18 novembre 1903, la « combinaison de Crimée ». La politique de Guillaume II consiste également à éloigner la Russie des enjeux européens et turques, en orientant Nicolas II vers les contrées asiatiques, aussi se réjouit-il le 10 octobre 1904, de voir la flotte russe de la mer noire rejoindre la flotte de la Baltique en Mandchourie. Ce soutien moral de Guillaume II dans la guerre contre le Japon, ne l'empêche pas de profiter de l'affaiblissement de la Russie lié à l'humiliation du traité de Portsmouth. L'Allemagne soutient en effet, sans discussions, l'annexion de la Bosnie par l'Autriche en 1908. Cette nouvelle humiliation pèsera lourdement sur la décision de la Russie de soutenir la Serbie en 1918.

II Une aide militaire et un modèle politique

a) L'ambition politique allemande :

L'Allemagne de Guillaume II a un grand projet continental, qui s'inscrit toujours dans sa rivalité avec



cadre, l'armée turque s'équipe de matériels allemands (en 1913, les canons Scheider de l'armée bulgares répondront ainsi aux canons Krupp allemands de l'armée turque). Dès le début de leur mission, les officiers allemands dressent un constat accablant de l'état de l'armée turque et propose une série de réformes trop radicales pour être acceptées par les conseillers du Sultan, dont le surnom « vieux Turcs » en dit long sur leur ouverture aux réformes.

A partir de 1885, Colmar von der Goltz adopte une approche plus diplomatique et parvient à redonner un nouvel élan aux réformes tant nécessaires. L'influence de Goltz dépasse le domaine militaire et touche le domaine des relations internationales où la *realpolitik* offre une approche structurée qui manquait à l'administration turque.

Goltz s'implique profondément dans la formation des jeunes officiers pour la faire se rapprocher du modèle allemand. Il influencera profondément les « jeunes Turcs ». C'est d'ailleurs un des buts allemands, dans

l'Angleterre, dont le chemin de fer Berlin-Bagdad est la pierre d'achoppement. Il souhaiterait d'ailleurs que la Russie en fasse partie. Il évoque ainsi dans une lettre, daté du 3 janvier 1902, son chemin de fer comme une route permettant de contourner, par la terre, la supériorité maritime de l'Angleterre. Dans ce projet continental, la constitution d'une alliance économique et militaire solide entre l'Allemagne et la Turquie a donc toute sa place. A côté de ce projet géopolitique global, l'Allemagne de Guillaume II tient à modeler la Turquie nouvelle sur son modèle politico-économique, dont elle ne doute pas de la supériorité. Jusqu'en 1870, c'est la France qui possède une mission militaire à Constantinople. Mais en 1877, la IIIème République décline la demande de prolongation de cette aide militaire. Le Sultan se tourne alors vers l'Allemagne, qui répond positivement à la demande en 1882. La première mission militaire allemande arrive en juin de la même année. Elle comprend quatre officiers, dont un cavalier et deux artilleurs. En 1883, la mission est rejointe par le major Colmar von der Goltz, qui en prendra le commandement dès 1885. La mission s'efforce de « prussianiser » la Turquie, selon le principe militariste de la « Nation armée ». Dans ce



A handwritten signature in cursive script, reading "Colmar von der Goltz".



le cadre de cette mission, que de germaniser les futures élites de l'Empire, afin de disposer d'un considérable relai d'influence. Goltz, nommé maréchal de l'armée ottomane, meure d'ailleurs pendant la grande guerre sur le front irakien à la tête des troupes turques, le 19 avril 1916. Odile Moreau résume bien l'action de l'officier prussien : « *Goltz a non seulement germanisé l'armée tuque mais il a aussi grandement influencé la vision militaro-politique moderne de l'Allemagne dans le monde, notamment dans cette région très sensible pour son pays et l'Europe.* »

Les officiers supérieurs allemands s'efforcent également d'entretenir des relations personnelles avec les chefs du gouvernement turc, Enver Pacha reste très proche de l'attaché militaire Stempel. L'Ambassadeur américain à Constantinople, Morgenthau, souligne également l'importance du choix par Guillaume II, du baron von Wangenheim comme ambassadeur à Constantinople et les liens

étroits qu'entretenait ce dernier avec Enver Pacha : « *Depuis des années, ses sympathies étaient allées au Kaiser. L'Empire germanique, son armée et sa marine, sa langue, son gouvernement autocrate, tout enfin exerça un charme fatal sur ce fondateur de la démocratie turque. A la chute d'Abdul Hamid, Enver se trouvait en mission militaire à Berlin, où le Kaiser, qui avait de suite reconnu en lui un instrument capable de seconder ses projets en Orient, se l'attacha de différentes façons. Il vécut longtemps à Berlin, en qualité d'attaché militaire, ce qui le rapprocha encore davantage de l'Allemagne, de sorte que lorsqu'il revint à Constantinople il était presque plus Allemand que Turc. (...) Lorsqu'il devint Ministre de la Guerre, Wangenheim le flatta, le cajola, s'amusa de ses ambitions de jeune homme et dut sans aucun doute lui promettre l'appui absolu de l'Allemagne pour les réaliser. Au surplus, dans les entretiens privés, Enver ne cachait pas son admiration pour ce pays. Si bien que sa nomination au poste de Ministre de la Guerre fut virtuellement une victoire allemande.* »

La proportion d'officiers allemands au sein de l'armée turque va en augmentant jusqu'en 1914. Les spécialistes sont de plus en plus nombreux et bénéficient sur place de conditions très attrayantes. Au moment des guerres balkaniques, le nombre d'officiers allemands présents dans l'armée turque est considérable. Cette présence au sein de l'armée même, influera beaucoup sur la décision des « jeunes Turcs » de rejoindre la « Triplice ». Dans l'autre sens, à partir de 1883, des officiers stagiaires turcs sont envoyés en Allemagne. Ces formations étaient très demandées par les jeunes officiers, mais les « vieux Turcs » se méfiaient d'eux à leur retour et le Sultan les écarta. Nombreux participèrent ainsi à la révolution « jeunes Turcs ».

En l'espace de vingt-cinq ans, une centaine de jeunes officiers ottomans furent formés dans l'armée allemande. Ces officiers furent par la suite le soutien le plus important du courant allemand dans l'armée ottomane, aidés pour cela par les nombreuses publications en allemand et la fondation de la « Kriegsakademie » turque, pour les jeunes officiers. Seul la marine finit par échapper aux Allemands puisqu'à la fin de l'année 1913, c'est une délégation britannique, dirigée par l'amiral Limpus, qui reçoit la mission d'assistance auprès la flotte ottomane. Les

Anglais remplacent alors, les colonels allemands Starke et Kalau vom Hofe, qui avaient été chargés de cette mission depuis 1891.

III Un résultat catastrophique

Que ce soit avant ou pendant la Première Guerre Mondiale, l'alliance allemande s'avère être un désastre pour l'Empire Ottoman, et d'une certaine façon une des causes principales de sa disparition en tant que tel.

a) Avant et pendant la première guerre balkanique : Les interventions allemandes en faveur du Sultan sont très limitées dans leur efficacité, et cela apparaît dès la crise crétoise. Après avoir réprimé dans le sang une révolte sur l'île en 1868, l'Empire Ottoman est de nouveau aux prises avec une insurrection en 1898. Les choses tournent mal pour le Sultan, tandis qu'Anglais, Français et Russes se mettent d'accord pour donner à l'île un statut d'autonomie sous tutelle internationale. Le 20 octobre 1898, Guillaume II tente d'influer sur la position de Nicolas II, insistant sur le rôle sournois de l'Angleterre et recommandant au contraire une alliance entre la Turquie, l'Allemagne et

la Russie pour faire pièce à la perfide Albion. La requête de l'Empereur allemand ne trouve bien sûr aucun écho côté russe. Le 6 mai 1900, Guillaume II tente de nouveau de convaincre son cousin que « *la Turquie n'est pas un homme mourant* » et qu' « *elle vit au contraire d'une vie pleine* », qu'il faut prendre garde « *d'atteindre l'honneur national des Musulmans ou de leur calife.* »

Inefficace en Crète, l'aide germanique ne l'est pas plus en Lybie. L'Allemagne ne peut modérer les appétits de son allié italien en Tripolitaine. La défaite turque dans le Dodécanèse et la chute de la province africaine sonne comme un appel au combat pour les peuples chrétiens des Balkans et est le véritable déclencheur des guerres balkaniques, qui voient la défaite des armées turques, dont la « prussianisation » s'avère un échec. Pas plus que les interventions de Guillaume II envers son cousin, Nicolas II, la formation militaire procurée aux armées ottomanes ne leur permettent d'éviter la défaite contre les peuples balkaniques. La bataille de Lüleburgaz (29 octobre au 2 novembre 1912) démontre que l'armée turque est incapable tirer profit de ce que les instructeurs allemands lui a appris. C'est d'ailleurs l'opinion un officier supérieur bulgare :



Départ de l'armée turque depuis le port de Souda en novembre 1898

« La bataille de Lüleburgaz a été livrée selon les principes qu'on enseigne en France à l'Ecole de Guerre. Elle marque une victoire de l'attaque centrale sur l'attaque enveloppante, de la méthode française sur la méthode allemande. C'est à l'idée bien française du choc à l'endroit où l'ennemi est le plus fort, que nous devons le succès de nos armes. » (1)

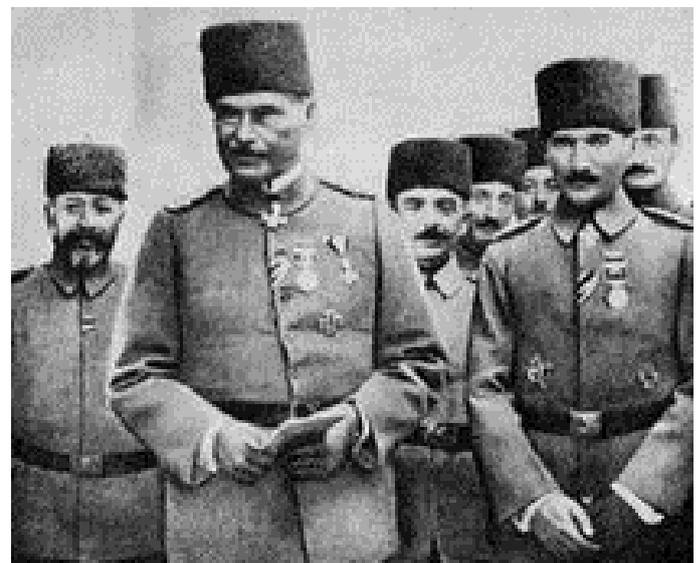
Les purges des officiers expérimentés à partir de 1908, le sous encadrement et la présence, au contraire, d'officiers sans expérience expliquent ces résultats catastrophiques. Pas de logistique de transmission, de service de santé. Les Allemands ont en fait enseigné une doctrine efficace, quand elle est appliquée par une armée moderne, comme l'armée du Kaiser, mais catastrophique pour une armée du niveau de celle des Ottomans en 1912. Les systèmes d'équipement et de conscription se sont avérés inefficaces. Le tourbillon de réformes militaires allemandes qui s'est abattu sur l'armée turque s'est trouvé inadapté au caractère national. Le général Izzet-Fuad résume ainsi : « J'ai la conviction que nous avons fait de la très mauvaise imitation allemande, tandis que nous aurions pu continuer à nous assimiler tous les progrès qui nous arrivaient de

France, progrès que la similitude des caractères, l'ancienneté et la fréquence des relations, introduisaient chez nous très naturellement, sans choquer nos idées, nos oreilles, nos regards et nos finances... » . (Général Izzet Fuad-Pacha, Paroles de vaincu..., Après le désastre-avant la revanche, Librairie Chapelot, Paris, 1913, p.14.)

Cette « prussianisation » manquée s'accompagne par des achats de matériels allemands, effectués en dépit du bon sens, qui grèvent les finances turques, déjà dans un état catastrophique. Les mitrailleuses, les avions et autres équipements s'avèrent inadaptés et impossible à déplacer ou à entretenir. Le principe de « Nation en armes » reste un vœu pieux dans un pays qui compte 23 millions d'habitants, dont 16 millions de musulmans et 7 millions de chrétiens. Les unités composées de chrétiens rechignent à se battre quand elles ne désertent pas purement et simplement. La défaite de l'Empire Ottoman dans les Balkans, le conforte pourtant dans sa volonté d'alliance avec les Empires centraux, car les « jeunes Turcs » recherchent désormais vers les steppes d'Asie Centrale, un nouveau impérial.

b) La Première Guerre Mondiale :

En mars 1914, l'Allemagne contrôle les postes clés de l'armée ottomane. Liman von Sanders, arrivé en décembre 1913, pour prendre la tête de la mission militaire, devient le conseiller d'Enver Pacha et prend le commandement du premier Corps d'Armée turc. Le général allemand Bronssart von Schnellendorf devient chef d'état-Major.



Otto Limans von Sanders

L'entrée en guerre officielle de la Turquie a lieu le 31 octobre 1914 et l'entrée en guerre effective, le 2 novembre 1914, à l'occasion du bombardement des ports russes de la mer noire. Cette attaque est menée par deux navires allemands passés sous pavillon turc, mais toujours commandés par l'amiral allemand Wilhelm Souchon, désormais commandant de la flotte turque.



Bronsard von Schellendorf

La première véritable opération turque, dirigée contre la Russie, tourne à la catastrophe. Enver Pacha, encouragé par le général von Schellendorf, qui souhaite attirer des forces russes loin du front européen, lance fin 1914, une campagne d'hiver dans le Caucase. Mal équipée, mal

préparée, l'armée turque est écrasée par l'armée russe le 15 janvier, près de la ville de Kars. Sur 90 000 soldats Turcs, seuls 12 000 en sortiront vivant. Le génocide arménien est la conséquence de cette écrasante défaite de l'armée turque face aux Russes. C'est la seule tentative turque contre la Russie durant la Première Guerre Mondiale. Les Ottomans doivent désormais défendre les Dardanelles contre le corps expéditionnaire franco-anglais, puis protéger leur empire contre les révoltes arabes.

Au profit de la Révolution d'octobre et du traité de Brest-Litovsk la Turquie récupère Batoum et Kars en 1918, comme lot de consolation.

L'alliance allemande s'avère avoir été une erreur historique pour l'Empire Ottoman. Le bilan humain, politique et économique, en 1918, est catastrophique. Le monde arabe est définitivement perdu. L'Empire ottoman multi-ethnique disparaît et laisse place à une Turquie ethniquement et religieusement homogène, avec un nouveau projet politique. Durant la deuxième guerre mondiale, les dirigeants turcs ne commettront pas la même erreur de l'alliance avec l'Allemagne. L'entrée en guerre de la Turquie contre l'Allemagne



Djemal Pacha (à droite sur la banquette arrière) et le général allemand Erich von Falkenhayn à Jérusalem en 1917

en 1944 lui permettra même de figurer même parmi les vainqueurs. L'emprunte allemande a cependant profondément marqué la Turquie et particulièrement son armée dont la germanisation est encore un trait caractéristique aujourd'hui.

X.M.

Bibliographie

1. Edward J. Erickson - Defeat in Detail: The Ottoman Army in the Balkans, 1912-1913.
2. Praeger (February 28, 2003).
3. Henry Morgenthau - Ambassador Morgenthau's Story - Kessinger Publishing (2004, réédition de 1918).
4. Sean McMeekin -The Berlin-Baghdad Express: The Ottoman Empire and Germany's Bid for World Power - Belknap Press; Reprint edition (April 9, 2012).
5. « L'Empire ottoman et la conduite de la guerre », dans L'ENCYCLOPÉDIE DE LA GRANDE GUERRE 1914-1918, Audoin-Rouzeau & Becker - Bayard, 2004.
6. Odile Moreau - L'Empire ottoman à l'âge des réformes. Les hommes et les idées du « Nouvel Ordre » militaire 1826-1914—MAISONNEUVE & LAROSE, 2007.

La mission politique et militaire du Hedjaz



Pascal Tran-Huu



A la fin de 1914, la Turquie, dirigée par les Jeunes Turcs, entre dans la Grande Guerre alliée à l'Allemagne. Par le jeu des alliances, elle est en guerre contre la France.

En 1916, le Chérif de la Mecque appelle les Arabes à se révolter contre les Turcs. Avec l'aide des Anglais et de Lawrence d'Arabie, il espère libérer la péninsule arabique de l'Empire Ottoman. Paris désire mettre à profit cette opportunité de reprendre pied dans une région située aux confins de la Palestine et de la Syrie, territoires que la France désire à terme contrôler.

Le Hedjaz représente un espace capital et sacré, compte tenu de la dimension religieuse du territoire,

avec ses deux villes saintes : Médine, où se trouve le tombeau du prophète Mahomet, et La Mecque. Le gouvernement français souhaite également rouvrir la route du pèlerinage à la Mecque aux nombreuses populations musulmanes de ses colonies. Conservons à l'esprit qu'en mai 1916, Mark Sykes et François Georges-Picot abandonnait à la Russie, Constantinople et les Détroits et délimitait cinq zones d'influence en Asie Mineure :

1. une zone bleue, sous l'administration directe de la France, comprenait la Syrie littorale, la Cilicie, l'Arménie (c'est-à-dire les provinces orientales de l'Empire Ottoman vidées de leurs habitants autochtones, les Arméniens par le génocide de 1894 à 1915) et une partie du Kurdistan ;
 2. une zone rouge, sous l'administration directe de la Grande-Bretagne, la Basse-Mésopotamie avec Bagdad ;
 3. une zone brune, la Palestine internationalisée et attribuée à la Grande-Bretagne ;
 4. une zone A, constituée en un Etat arabe sous tutelle française, regroupant les provinces de Damas, Alep, Mossoul ;
 5. une zone B, sous tutelle britannique, la Haute-Mésopotamie, entre la Palestine et le Tigre moyen.
- Le 5 août 1916, le gouvernement d'Aristide Briant décide l'envoi d'une





mission politique et militaire dans la province où se trouve la Mecque, le Hedjaz. La mission est confiée au lieutenant-colonel Brémond, alors sous-chef d'état-major du 35^e Corps d'armée.

Le Président du Conseil avait proposé, comme chef de cette mission, le colonel Touchard, chef de corps du Régiment de marche de tirailleurs marocains, qui avait été retiré du Front pour « *fatigue, avec un congé de convalescence d'un mois qui expire le 6 août* ».

Recommandé par le Général Pellé, Major-général, pour être employé dans des missions d'inspection des troupes indigènes il est proposé à la Direction « *Asie* » du ministère des Affaires étrangères qui recherchait des « *agents indigènes pour le pèlerinage à La Mecque* ». Le colonel Joseph Touchard, Saint-cyrien de la promotion de Chalons, avait été affecté, comme lieutenant puis comme capitaine, aux Affaires indigènes et avait, dans ce cadre, effectuait plusieurs reconnaissances « *sahariennes chez Azgueur* ».

Dans une « *note au sujet de la désignation du chef de la Mission Militaire d'Egypte* » le chef de la Section d'Afrique du ministère de la Guerre indique que le colonel Touchard « *ne peut se passer du concours d'un interprète* » et qu'il ne connaît que « *les milieux indigènes du Sud-Constantinois et du Maroc* ». En revanche, le lieutenant-colonel Brémond « *parle parfaitement l'arabe et l'écrit (titulaire du brevet) ; il a une connaissance complète des questions musulmane, possède surtout la mentalité arabe et est des plus aptes à manier et à conquérir les chefs indigènes qu'il serait appelé à diriger.* » et de conclure que « *de ne pas désigner le colonel*

Touchard serait une amère décision pour cet officier supérieur mais il n'est pas douteux qu'il est moins préparé que le lieutenant-colonel Brémond à diriger une mission au Hedjaz. »

Dans une lettre, en date du 8 août 1916, Aristide Briant s'en remet au ministre de la Guerre pour « *désigner l'officier qui sera par ses aptitudes et notamment par sa connaissance de la langue arabe le plus capable de remplir ces délicates fonctions.* ». Le 15 août 1916, le lieutenant-colonel Edouard Brémond reçoit un ordre de mission qui précise qu'« *A l'occasion de la reprise du pèlerinage, une députation politique et une mission militaire seront envoyées auprès de l'émir.*

Vous êtes désigné pour assurer la coordination de ces deux délégations et diriger la mission militaire. »

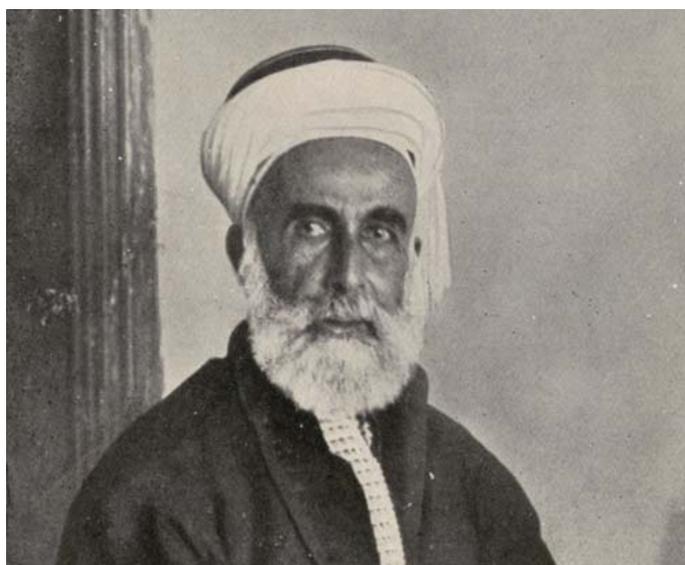
Vous trouverez, ci-dessous, [l'ordre de mission](#)¹ que reçoit le Lieutenant-Colonel Brémond.

« **Organisation d'une mission politique et militaire au Hedjaz.**

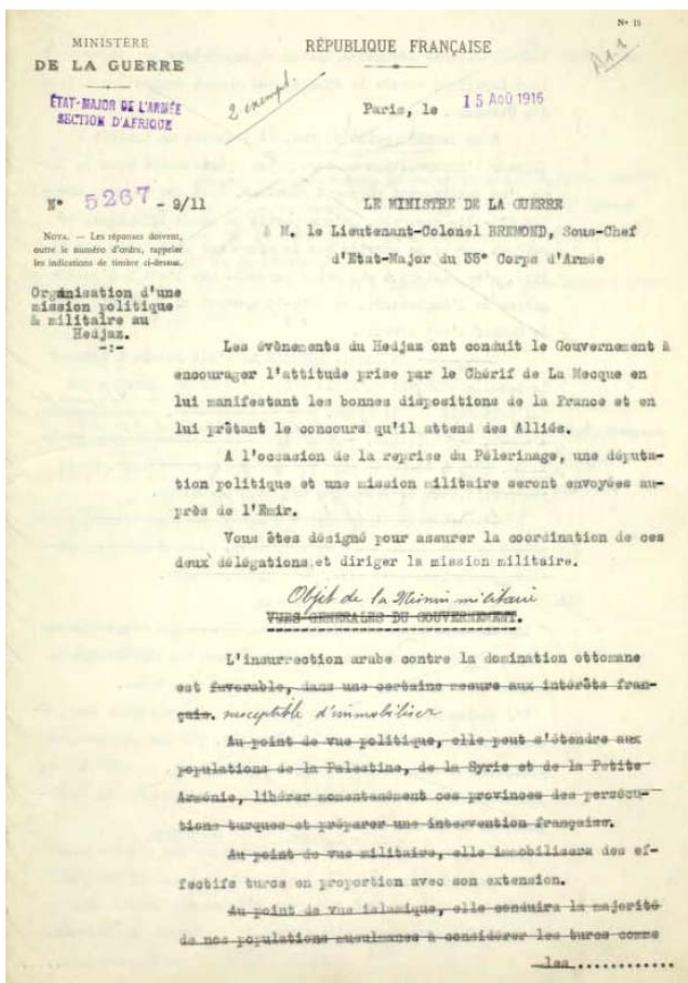
Les évènements du Hedjaz ont conduit le gouvernement à encourager l'attitude prise par le Chérif de la Mecque en lui manifestant les bonnes dispositions de la France et en lui prêtant le concours qu'il attend des alliés.

A l'occasion de la reprise du pèlerinage, une députation politique et une mission militaire seront envoyées auprès de l'émir.

Vous êtes désigné pour assurer la coordination de



Le Roi du Hedjaz



ces deux délégations et diriger la mission militaire.
OBJET DE LA MISSION MILITAIRE.
L'insurrection arabe contre la domination ottomane est susceptible d'immobiliser des effectifs turcs en proportion avec son extension.
Or, le Chérif Hussein ne s'est résolu à secouer la tutelle ottomane qu'après s'être assuré du concours que lui prêtait l'Angleterre, il paraît compter sur les Alliés pour lui procurer les contingents indigènes, les armes, les munitions et le matériel qui lui font défaut.
Aussi le gouvernement a-t-il résolu de joindre à la députation politique du Hedjaz une mission militaire française composée exclusivement d'officiers indigènes musulmans, dont le chef aura pour rôle de s'enquérir auprès du chérif du concours qu'il attend de la France en personnel d'encadrement, en armes, en munitions et en matériel de guerre. Ces officiers pourront même être appelés à coopérer à l'organisation des contingents du chérif et à leurs opérations militaires.
Vous aurez à vous tenir en liaison avec la mission militaire lorsqu'elle sera passée au Hedjaz et à préparer à portée de Djedda une base destinée à recevoir les cadres, le personnel technique et le



matériel de guerre à réunir ultérieurement pour être mis, s'il y a lieu, à la disposition du chérif.

ORGANISATION DE LA MISSION

La députation politique sera dirigée par M. Ben Gabrit.

Les membres de cette députation seront conduits à Alexandrie par les soins du département des Affaires étrangères, à une date qui sera fixée ultérieurement. Ils seront accompagnés ou suivis d'un convoi de 600 pèlerins algériens, marocains et tunisiens.

La mission militaire recevra la dénomination de "Mission militaire d'Egypte".

Elle comportera :

- a) une portion d'Egypte comprenant :
 - ⇒ un officier supérieur français, chef de mission, le lieutenant-colonel Brémond,
 - ⇒ un officier subalterne français adjoint restant à désigner,
 - ⇒ un officier interprète, M. Bercher, officier

- interprète de 2^{ème} classe,
- ⇒ un soldat interprète auxiliaire, le soldat Cuny, de la 16^{ème} section d'infirmiers militaires,
- ⇒ un secrétaire et trois soldats ordonnances.

b) une portion d'Arabie, comprenant :

- ⇒ un officier supérieur musulman, le chef d'escadron Cadi, du 113^{ème} Régiment d'artillerie lourde. Trois officiers subalternes musulmans :
- ⇒ le capitaine Roguied Saad, du 2^{ème} Rgt de Spahis,
- ⇒ le capitaine Raho Kohammed ould Ali du 2^{ème} Rgt de Spahis,
- ⇒ le lieutenant Lahlouh H.C. aux troupes auxiliaires marocaines,
- ⇒ 4 soldats ordonnances musulmans.

Comme chef de cette mission militaire, vous aurez à entrer en relation avec les autorités militaires britanniques d'Egypte et à régler vos dispositions en concordance avec les leurs.

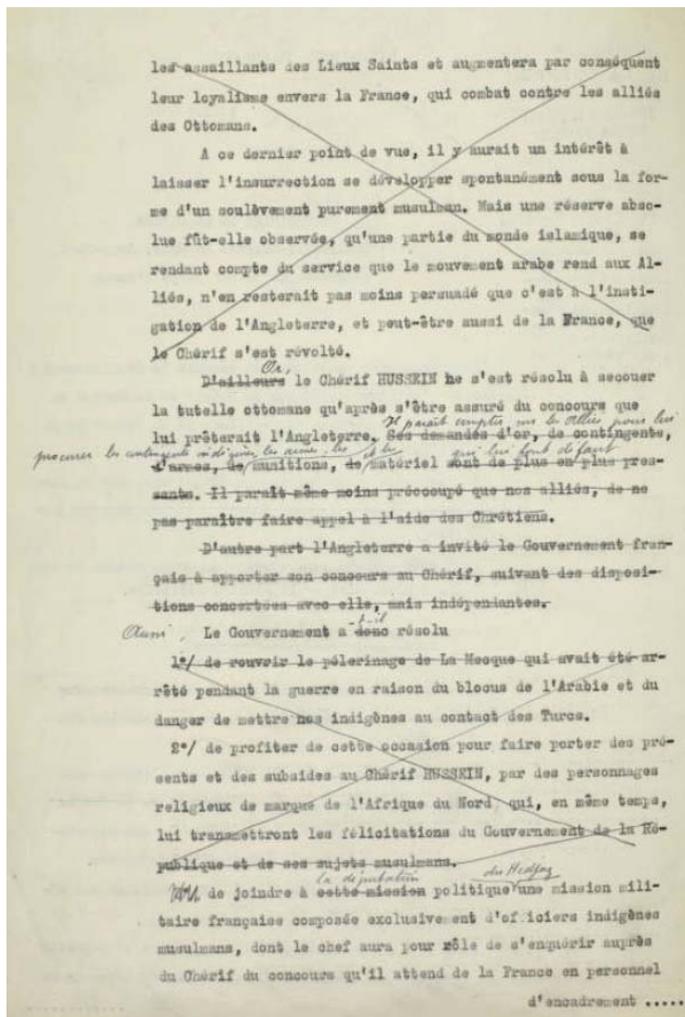
Votre installation éventuelle en Egypte, l'installation ultérieure d'une base, les mouvements de personnel, d'armes et de matériel dans l'intérieur du protectorat ne seront faits qu'avec leur assentiment.

Vous aurez avantage à user, pour ces relations, du concours du Lt St-Quentin, en mission près l'état-major du général commandant les troupes d'occupation.

Vous me rendrez compte des opérations de la mission, sous le timbre de l'Etat-Major de l'Armée (Section d'Afrique) et m'adresserez des propositions au sujet de la satisfaction des demandes de personnel et de matériel émanant [du] chérif après étude sur place de leur opportunité par le commandant Cadi.

Pour la coordination de l'action de la députation politique et de la mission militaire, vous aurez à prendre à Paris les instructions du ministre des Affaires étrangères et en Egypte, celle du ministre de France au Caire, par l'intermédiaire duquel devra passer la correspondance que vous auriez à adresser au Président du Conseil. La Mission militaire s'embarquera à Marseille le 23 août par les Messageries maritimes à destination d'Alexandrie. »

Je n'ai pas reproduit l'annexe logistique...





On dispose de la première mouture de cet ordre de mission, avec les corrections manuscrites. Il y a beaucoup de différences, ainsi la rubrique « **Organisation de la Mission** » s'est substituée à « **Vues générales du gouvernement** » et la situation générale décrite était la suivante :

« *L'insurrection arabe contre la domination ottomane est favorable, dans une certaine mesure, aux intérêts français.*

Au point de vue politique, elle peut s'étendre aux populations de la Palestine, de la Syrie et de la Petite-Arménie, libérer notamment ces provinces des persécutions turques et préparer une intervention française.

Au point de vue militaire, elle immobilisera des effectifs turcs en proportion avec son extension.

Au point de vue islamique, elle conduira la majorité de nos populations musulmanes à considérer les Turcs comme les assaillants des lieux saints et augmentera, par conséquent, leur loyalisme envers la France qui combat contre les alliés des

Ottomans.

A ce dernier point de vue, il y aurait un intérêt à laisser l'insurrection se développer spontanément sous la forme d'un soulèvement purement musulman. Mais une réserve absolue fût-elle observée, qu'une partie du monde islamique, se rendant compte du service que le mouvement arabe rend aux Alliés, n'en resterait pas moins persuadé que c'est à l'instigation de l'Angleterre, et peut-être aussi de la France, que le Chérif s'est révolté. »



Sur ce cliché pris le même jour, on peut voir que les mulets portent des éléments d'artillerie. Il s'agit de canons de montagne de 65 mm type 1906 en pièces détachées.



Les hommes de la mission militaire française ont parfois progressé dans des conditions difficiles, comme le montre cette photo de mars 1918 avec la colonne du capitaine Pisani à la descente du col de Naqb Estar.

Si l'ordre écrit ne mentionne plus la situation, il est plus que probable que le lieutenant-colonel Brémond a reçu des consignes orales lors de la préparation de la mission.

Que tirer de cette mission ? François Georges-Picot l'a résumé d'une phrase lapidaire : « *Le colonel Brémond a été envoyé pour assurer la liberté du pèlerinage et aider si possible à l'instruction d'une armée chérifienne. Il a parfaitement réussi dans la première partie de sa tâche ; le succès de la seconde ne dépendait pas de lui.* » Citation tirée de l'excellent article qu'a commis Pascal Le Pautremat que je vous suggère de lire si vous souhaitez en savoir plus sur cette Mission spéciale : Le Pautremat Pascal, « La mission du Lieutenant-colonel Brémond au Hedjaz, 1916-1917. », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 1/2006 (n° 221) , p. 17-31.

Plus loin, on trouvera les objectifs fixés : « *Le gouvernement a donc résolu :*

1. *de rouvrir le pèlerinage de La Mecque, qui avait été arrêté pendant la guerre en raison du blocus de l'Arabie et du danger de mettre nos indigènes au contact des Turcs ;*
2. *de profiter de cette occasion pour faire porter au Chérif Hussein des présents et des subsides, par des personnages religieux de marque de l'Afrique du Nord qui, en même temps, lui transmettront les félicitations du gouvernement de la République et de ses sujets musulmans. »*
3. Il ne s'agit pas des élucubrations d'un officier de l'état-major mais bien des visées du gouvernement comme le montre la lettre du Président du Conseil aux Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Guerre datée du 2 août 1916 et qui commence ainsi : « *Dès le début de l'insurrection arabe, j'ai estimé que nous avons intérêt à agir auprès du Grand Chérif en vue de nous concilier ses bonnes dispositions et de faciliter son émancipation par nos subsides.* » ...

P. T.-H.

¹<http://www.e-corpus.org/notices/147018/gallery/1822885>



C'était il y a un siècle...

JUILLET ET AOÛT 1916

par François MAURICE



Le samedi 1^{er} juillet 1916, à 7h30 de ce 701^{ème} jour de guerre, le temps est au beau. Des coups de sifflet ordonnent à 120.000 soldats britanniques et du Commonwealth, des volontaires essentiellement, de sortir de leurs tranchées pour avancer en direction des lignes allemandes ; débute une gigantesque offensive anglo-française sur la Somme, la plus insensée et la plus sanglante de toutes les batailles de la Grande Guerre de 1914-1918. Son souvenir demeure très vif chez les Britanniques, dont toute une génération de jeunes soldats a été fauchée sur la Somme.

capturé on a pu compter 76 canons et plusieurs centaines de mitrailleuses.

En Champagne, l'activité s'est rallumée tout à coup : toutes les attaques allemandes ont été arrêtées par nos tirs de barrage, ou repoussées à la grenade. Passant à l'offensive, les troupes françaises ont nettoyé les tranchées de première ligne et, en certains points, pénétré jusqu'à la dernière ligne. Autour de Verdun, les troupes ont résisté avec une vaillance indomptable à tous les assauts ; la lutte d'artillerie a continué à être très violente toute la

Du lundi 3 juillet au dimanche 9 juillet 1916

Sur les fronts belge et français

Cette semaine, la centième de la guerre, a été favorable aux armées de l'Entente, sur tous les fronts. Sur le front belge, l'activité de l'artillerie s'est manifestée plus spécialement dans le secteur à l'est de Ramscappelle et dans la région de Steenstraete.

Sur le front anglais, en liaison avec les troupes françaises, les positions allemandes de la région de la Somme ont été attaquées avec le plus vif succès pour les troupes britanniques. C'est surtout en face de Lens et en face de Bapaume, occupées par les ennemis, que l'effort a été le plus rude et le résultat le plus complet : le bombardement a été d'une violence inouïe, les obus tombaient avec méthode sur les tranchées allemandes, brisant les réseaux de fil de fer, nivelant parapets et défenses. Près d'Angres et de Montauban, les Anglais ont été particulièrement heureux. Leur avance continue.

Les troupes françaises, au nord et au sud de la Somme, restant soudées aux troupes britanniques, ont avancé progressivement jusqu'à quelques kilomètres de Péronne: le chiffre des prisonniers faits par nous dépasse 9000 parmi l'important matériel





Le général Alexeï Kouropatkine

semaine, à l'est de la Meuse et dans la région de la cote 304. Sur la rive droite, la batterie de Damloup prise par les Allemands est reprise par les Français; l'ouvrage de Thiaumont, a contrario, est repris par l'ennemi. Sur la rive gauche, les Français repoussent les attaques du bois d'Avocourt et de la cote 304 et réussissent un coup de main au Mort-Homme.

Sur les fronts russes

La diversion essayée par le maréchal von Hindenburg, sur le front nord de Riga à Dvinsk, a été inutile : les préparations d'artillerie et les attaques d'infanterie allemandes ont été arrêtées par nos Alliés. Au sud-est de Riga, les premiers succès allemands ont été enrayés par les renforts du général russe Kouropatkine qui a rejeté l'ennemi dans ses positions, en lui faisant subir de lourdes pertes.

Au nord du Pripet, dans la région de Baranovitchi occupée par les Russes, et au sud du Pripet, vers Kolki, l'aile droite du général russe Broussiloff reprend sa marche en avant. Sur la route de Loutsk à Vladimir-Volinski, les Austro-Allemands continuent leur mouvement de retraite sous la pression des Cosaques et de l'infanterie russe qui ont franchi le Stokhod sur les talons des fuyards : la poussée russe vers Kovel et Vladimir continue.

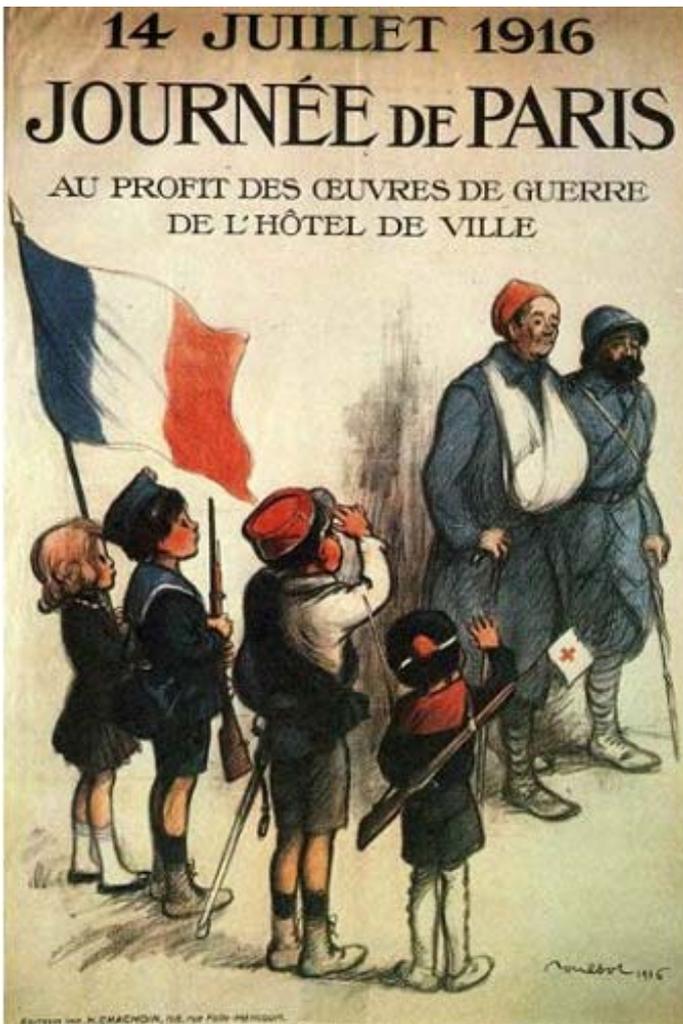
Dans la Galicie du sud, les Russes se sont emparés de l'important nœud de voies ferrées de Delatyn. Tandis qu'en Asie-Mineure, ils ont eu à subir des offensives de la part des troupes turques dans la région de Trébizonde et aussi en Mésopotamie ? Néanmoins les Russes les ont repoussées en faisant subir de grosses pertes à l'assaillant.

Du lundi 10 juillet au dimanche 16 juillet 1916

Sur les fronts belge et français

La bataille continue sur tout le front où le duel d'artillerie reste très violent. Les batteries belges de tous calibres ont exécuté des tirs de destruction systématiques sur les organisations défensives de l'ennemi principalement dans la région de Dixmude : l'ennemi a vigoureusement riposté.

Les communiqués anglais enregistrent les brillants succès dont on voyait la préparation se développer méthodiquement depuis quelques jours : tandis qu'un âpre débat, localisé dans le bois des Trônes, qui se trouve exactement au sommet de l'angle droit dessiné par le front d'attaque de la Somme, retenait l'attention de l'ennemi, un intense bombardement préluait à un assaut général de la seconde ligne allemande; cette seconde ligne est enfoncée sur une longueur de 6 kilomètres et une profondeur de 3 kilomètres. Ça et là, la troisième ligne est entamée. Nos Alliés se trouvent ainsi à une lieue et demie de Bapaume.



Entrée des Russes à Lutsk

Dans le secteur français, au nord et au sud de la Somme, la lutte continue et la canonnade s'intensifie : les Français somment tout près des faubourgs de Péronne, à 1500 mètres de cette ville.

En Champagne, dans la région de Prosnes, les troupes françaises ont effectué, avec un succès identique, des raids comme ceux qui ont si bien réussi aux troupes britanniques.

L'offensive allemande contre le fort de Souville, qui se trouve à 5 kilomètres de Verdun, se poursuit avec 2000 canons de tous calibres : les attaques ont pour but d'encercler le fort. Après un bombardement d'une intensité sans cesse accrue, l'infanterie allemande, évaluée à une division et demie, soit six régiments ou 15 à 18000 hommes, sur un front de 2 kilomètres à peine, a surgi et a pu s'approcher à 800 mètres du fort.

Sur le front russe

Sur la Dwina, de Riga à Dwinsk, les actions et réactions se balancent : la marine allemande

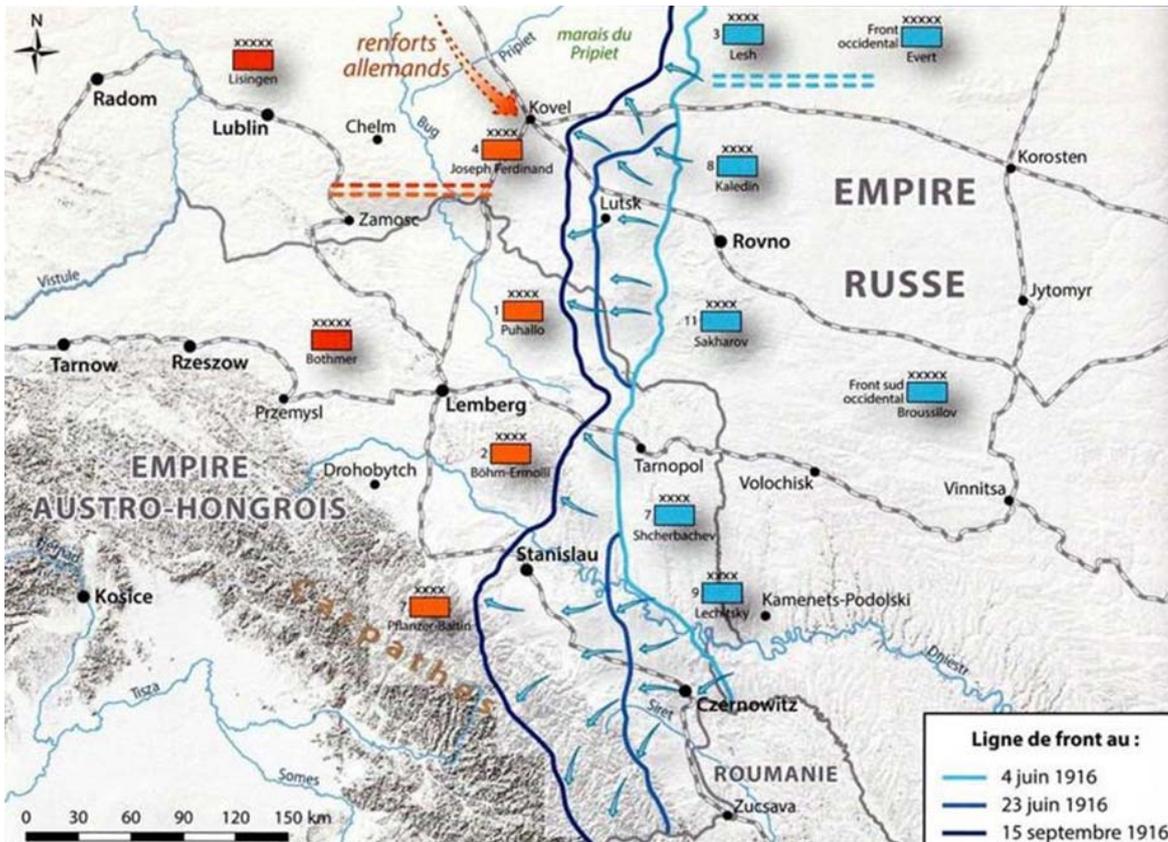
désireuse de montrer qu'elle n'est pas ébranlée par les pertes subies dans la bataille du Jutland, du 31 mai, prépare l'offensive; au sud de la Dwina, vers le lac Narotsch, les luttes sont assez vives, avec léger avantage des troupes de von Hindenburg.

Entre le Niémen et le Pripet, autour des deux Baranovitchi, combats acharnés et prolongés des deux armées en présence, celle de Léopold de Bavière et celle du général Evert.

Au sud des marais du Pripet, l'armée russe de Kalédine, aile droite du général Broussilov, fait des progrès continus : déborde le Stockhoud que, déjà, elle a passé à Ongly, en face de Sokoul, dans la région où la rivière se rapprochant jusqu'à 6 ou 7 kilomètres du Styr, forme une sorte d'isthme.

Mais les Allemands, commandés par le maréchal Hindenburg, accumulent les défenses et les canons afin de rendre imprenable Kovel : une grande bataille est engagée là et se prolonge.

En Galicie, le mouvement de retraite du général autrichien Bothmer continue. Au-delà du Dniester,



Boisselle. Ces rapports révèlent des pertes effroyables : une compagnie était réduite à 12 hommes, un bataillon ne comprenait plus que 24 hommes. Sur le front d'attaque de cette même région de Picardie, il n'y a qu'une série de chicanes : l'avance alliée est d'un kilomètre de

l'ennemi se retranche dans de fortes positions pour couvrir la voie ferrée de Stanislaw. Dans le Caucase, à l'ouest d'Erzeroum, les Russes ont repris d'assaut la ville de Mamahatoum : au cours de leur retraite, les Turcs ont mis le feu à la ville. Les Alliés russes ont également enlevé d'assaut la ville de Bayburt, important point stratégique sur le théâtre de guerre avancé d'Arménie.

Du lundi 17 juillet au dimanche 30 juillet 1916

Sur les fronts belge et français

Le conflit est revenu à la guerre de tranchées, dure et âpre. Les Britanniques, dans leur secteur de Picardie, malgré des pluies abondantes qui empêchent les grandes opérations, poussent leurs incursions sur un front de 3 kilomètres au sud d'Armentières et continuent une lutte difficile devant chaque bois et chaque ferme, se heurtant à des forces importantes et tenaces. Le butin qu'ils ont récapitulé est considérable : 189 officiers (dont plusieurs officiers supérieurs) et 12 000 soldats faits prisonniers, 113 pièces d'artillerie, une quantité énorme de munitions et du matériel de toutes sortes, sans compter ce qui a été détruit; ce qui n'est pas moins intéressant, ce sont les documents trouvés à la

profondeur sur 5 de front. Au nord de la Somme, de gains en gains, la ligne française est portée le long du chemin de fer à voie étroite de Combles à Cléry ; au sud, l'offensive alliée persiste sur plus de deux lieues. Les forces alliées auront pris à l'ennemi 3 000 hommes, 30 officiers, des canons et des mitrailleuses.

Sur les autres parties du front, dans l'Aisne, la Champagne et l'Argonne, aucun fait important : rencontres de patrouilles, tentatives allemandes contre quelques tranchées, menus faits divers de la guerre ; partout l'avantage est resté aux Alliés, dont



les Russes qui occupent désormais une partie du front de Champagne.

Le front de Verdun, par l'ampleur de la tragédie qui s'y déroule depuis cinq mois, reste l'objet des principales préoccupations des Français : sur la rive gauche de la Meuse, le bombardement continue dans les régions d'Avocourt et de Chattancourt ; sur la rive droite, les troupes françaises progressent à l'ouest de l'ouvrage de Thiaumont et enlèvent un ouvrage fortifié au sud de Fleury.

Sur les fronts russes

L'offensive russe s'est étendue sur l'ensemble du front de 1 300 verstes ; elle ne sévit pas uniformément sur une envergure aussi vaste : de grands secteurs d'accalmie s'intercalent entre les foyers de l'offensive générale. L'emploi de la cavalerie aggrave les échecs ennemis.

Les Allemands, en Courlande, après avoir reculé le long de la rive sud du golfe de Riga, à l'ouest, et presque jusqu'à l'Eckau, au sud, se maintiennent devant l'armée de Kouropatkine : cette altitude défensive est fort éloignée de la menace de Pétrograd lancée il y a quelques mois.

Mais une grande activité des bâtiments légers et des sous-marins allemands, à l'ouest des golfes de Finlande, de Riga et de Bothnie même, est signalée ; la flotte russe ne reste pas inactive non plus. Un petit combat dans la Baltique orientale montre que les opérations maritimes ne sont pas abandonnées.

Entre le Niémen et le Pripet, les ennemis luttent avec énergie pour conserver le grand nœud de chemins de fer de Baranovitchi.

En Galicie, Brody a été pris par les troupes russes sans grande préparation d'artillerie, grâce à l'élan de leur infanterie : l'état-major d'une armée autrichienne se trouvait à Brody, point de jonction important,

82 kilomètres séparent Brody de Lemberg (Lwoff), mais cette distance présente un terrain très accidenté, organisé et miné : une lutte acharnée et sanglante semble vouloir se profiler.

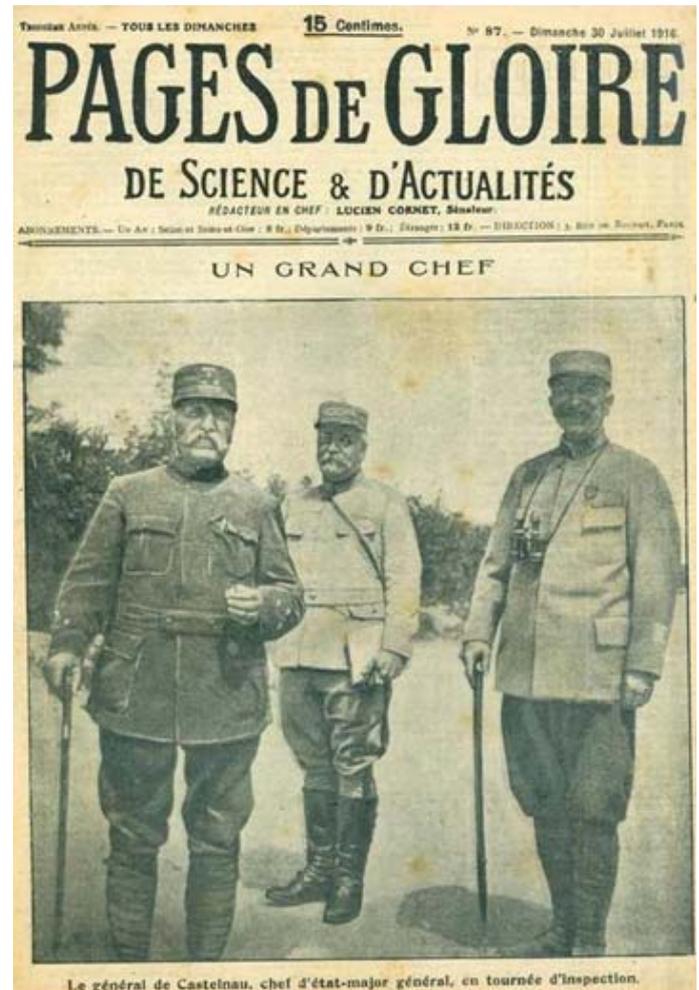
Plus au sud, les Russes continuent à progresser à travers les Carpates qu'ils ont abordées sur différents points. Leur cavalerie a franchi déjà les passages de Kimpolung et trois colonnes d'infanterie pénètrent dans la Hongrie.

Sur le front du Caucase, la situation des troupes russes est des plus satisfaisantes. Pour assurer leurs communications entre Erzeroum et Trébizonde, les Russes se sont emparés de Baicourt, puis d'Erzindjian et des dépôts de fusils, revolvers, armes blanches, munitions, pétrole et benzine qui s'y trouvaient. La voie est donc libre entre les deux bases essentielles des Russes dans cette région.

Du lundi 31 juillet au dimanche 13 août 1916

Sur les fronts belge et français

Il semble que, pendant cette quinzaine, une certaine



accalmie se soit produite sur le front français, sauf du côté de Verdun ; mais l'ensemble de la pression alliée n'a faibli nulle part : du côté d'Ypres, une attaque allemande a été repoussée ; un corps allemand, nouvellement arrivé, a tenté de sortir de ses tranchées, il a été arrêté net par les tirs français.

En Picardie, les Britanniques, traversent une période d'attente : ils se renforcent sur leurs nouvelles positions ne se livrant qu'à de petites opérations, mais, leur grosse artillerie ne reste pas inactive à Pozières et Thiepval (villages situés entre Albert qui nous appartient et Bapaume que tiennent les Allemands) et son action intensive prépare une nouvelle attaque.

Dans le secteur français, l'infanterie qui, dans le but d'organiser, les positions conquises, avait légèrement ralenti son activité et dont les opérations avaient été mauvais temps et le brouillard, est rentrée en action de la façon la plus brillante : elle s'est emparée de Maurepas et s'est avancée jusqu'au nord de Gléry, approchant ainsi de Péronne (aux mains des Allemands) par le nord.

Une recrudescence d'action s'est produite autour de Verdun, et ce sont les troupes françaises qui ont gardé l'offensive ; après la reprise de Vaux-le-Chapitre, le Chenois, les troupes, ont eu à subir de violentes contre-attaques contre les positions nouvellement reconquises, contre-attaques arrêtées par des tirs de barrage. Dans le secteur de Fleury, les Français continuent leur progression, reprenant le village et la redoute de Thiaumont.

Au seuil de la troisième année de guerre, le Président de la République a adressé aux armées une lettre, dans laquelle il a glorifié la bravoure de nos soldats et de leurs chefs et mis en lumière la supériorité actuelle

des Alliés; le généralissime Joffre a lancé un ordre du jour se terminant par ces mots: « la Victoire est certaine ! »

Sur le front russe

Le maréchal de Hindenburg a été nommé chef suprême de toutes les armées allemandes et autrichiennes du front russe : il a multiplié en vain ses tentatives contre les armées de Kouropatkine, surtout dans la région de Riga.

C'est par un cri de triomphe que les communiqués russes ont annoncé la chute de toute la ligne de la Strypa après sept semaines d'efforts combinés des armées, placées sous le commandement du général russe Broussilov : Stanislau et toute la ligne austro-allemande en avant de Tarnopol a croulé. D'autre part, les armées russes qui, ont franchi le Sereth pressent la retraite générale des ennemis. Ce mouvement a conduit nos Alliés jusqu'aux environs de Jezierna (importante station sur la voie ferrée de Tarnopol à Lemberg) et à Narvona dont ils se sont emparée (sur le chemin de fer d'Elliatyn-Stanialau). La victoire russe est donc complète du Pripet au Dniester.



L'ouvrage de Thiaumont



Du lundi 14 août au dimanche 27 août 1916

Sur les fronts belge et français

Pour ne point avoir l'élan et la violence des premiers jours de juillet l'offensive franco-anglaise, sur la Somme, n'en continue pas moins son action : elle est mesurée mais permanente, et chaque jour marque pour les Français et leurs alliés une avance. Au nord comme au sud du fleuve, la ligne s'égalise : les troupes françaises ont enlevé le gros village de Maurepas, au nord de la Somme, avançant le front de 200 mètres sur une longueur de 2 kilomètres; pendant ce temps, les Anglais s'emparaient de la route de Flers.



Les Tanks engagés dans la bataille de la Somme

Ces deux mouvements sont une menace et rapprochent les Alliés des points d'où ils auront vue sur l'ensemble de la région étendue jusqu'à Bapaume, aux deux côtés de la route venant de Péronne.

Pour la première fois depuis longtemps, l'ennemi a engagé en Champagne, près de Tahure, une action d'assez large envergure : l'attaque a été refoulée.

Deux diversions, également enrayées, ont été



455 La Grande Guerre 1914-15 - En CHAMPAGNE - Tahure (Marne) - Tranchées allemandes conquises. Vue d'un boyau de cheminement. W. P.

tentées par les Allemands en forêt d'Apremont et au sud de Saint-Mihiel.

La tenace offensive que les Français mènent depuis quelques jours sur le front de Verdun, et en particulier sur la rive droite de la Meuse, leur vaut des résultats très appréciables : tout le village de Fleury est rentré en leur pouvoir et, malgré de violentes contre-attaques, ils gagnent du terrain à l'est de Fleury et menacent à nouveau Thiaumont.

Sur les fronts russes

La caractéristique de la phase actuelle des opérations en Russie est la réaction du bloc austro-allemand contre les progrès de son adversaire. Au front nord, accalmie complète : le général Russky qui commandait les armées russes, lors de la première prise de Lemberg et repoussa sur le Niémen la première offensive



allemande est nommé commandant en chef des armées russes du front nord ; le général Kouropatkine, que les critiques militaires qualifient de « temporisateur », est nommé gouverneur général du Turkestan ou l'état de siège est proclamé.

En Galicie et en Bukovine, le groupe des années russes de Broussilov marque un temps d'arrêt : Kadeline devant Kowel ; Sakharoff sur la Strypa et le Haut-Sereth, rencontrent de grandes difficultés. Hindenbourg a dirigé sur ces points des soutiens empruntés à la région du Niémen et des troupes turques venues en hâte sur les flancs des Carpates. Les Russes ne cessent de harceler l'adversaire pour lui ôter sa liberté de manœuvre.

De part et d'autre, il y a en ce moment, un regroupement des troupes en présence.

En Arménie, sous la pression de l'ennemi, supérieur en nombre, les Russes doivent reculer pour attendre renforts et munitions; grâce à la voie Trébizonde-Baibourt-Erzeroum, ils ont pu se ravitailler, et dans la direction de Mossoul, s'emparer de deux régiments turcs.

F.M.

DATES CLÉS DES MOIS DE JUILLET ET AOÛT 1916

4 juillet	Le Premier ministre roumain Ion Bratianu rappelle à l'ambassadeur de France que la Roumanie n'interviendra qu'à condition qu'elle soit approvisionnée en munitions, que les Alliés ne se retirent pas des Dardanelles, qu'ils déclenchent une offensive contre les Bulgares à partir de Salonique et que l'offensive russe soit générale de la Baltique à la Bukovine.
7 juillet	Les Britanniques lancent une offensive au sud de Thiepval, près d'Albert (Somme).
8 juillet	Les Russes atteignent le Stockhod, obligeant les Austro-Hongrois à se replier.
9 juillet	Les forces françaises occupent le village de Biaches, à 3 kilomètres de Péronne.
10 juillet	Les troupes britanniques s'emparent de Cantalmaison.
14 juillet	Les Britanniques passent à l'attaque sur un front de 6 kilomètres et s'emparent de Longueval, à 19 kilomètres de Péronne, le 27.
16 juillet	Les Russes prennent Cernowitz.
25 juillet	L'Etat-major roumain propose d'orienter son offensive vers la Transylvanie mais demande que la Russie envoie ses troupes dans la Dobroudja pour protéger le pays d'une attaque bulgare.
27 juillet	Au cours de la bataille de la Somme, les Britanniques prennent Cantalmaison, progressent rapidement vers Péronne et s'emparent de Longueval. Tandis que les Russes prennent la ville turque d'Erzincan.
28 juillet	Les troupes austro-hongroises sont obligées d'évacuer Brody (Galicie), laissant derrière elles 40000 prisonniers.
30 juillet	A Bruges, les Allemands fusillent un officier français, le capitaine Fryatt.
1 août	Bataille de Verdun ; les Allemands contre-attaquent à l'est de Fleury-devant-Douaumont.
4 août	Le général Broussilov lance une nouvelle offensive en Bukovine.
5 août	L'armée allemande reprend Fleury-devant-Douaumont et Thiaumont et les perd de nouveau.
7 août	L'armée française lance une offensive entre Maurepas et la Somme.
10 août	L'armée russe lance une offensive au sud du Dniestr et s'empare de Stanislau (Galicie) puis avance vers les Carpates.
12 août	Accord austro-hongrois en vue de la création d'un état polonais.
17 août	Traité d'alliance entre l'Entente et la Roumanie signé à Bucarest : en échange de son entrée en guerre contre l'Autriche, la Roumanie annexera la Bucovine, la Transylvanie et le Banat.
24 août	Bataille de la Somme ; les forces françaises s'emparent de Maurepas.
27 août	L'Italie déclare la guerre à l'Allemagne et la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Le musée militaire de Mayence

Un exemple de la mémoire partagée franco-allemande.



par Alexandre WATTIN
Président de l'ORFACE



Honorer la mémoire de ceux qui sont morts en France comme en Allemagne est un devoir. Entretenir, valoriser les lieux de mémoire est aussi la moindre des dettes que nous devons avoir à l'égard de tous ceux qui ont versé leur sang pour leur patrie. Témoigner est, surtout envers les jeunes générations, de toutes provenances, qui ne mesurent pas toujours le privilège qui est le leur, de vivre dans des pays pacifiés, démocratiques et dont les valeurs fondatrices sont celles qu'illustrent si bien les trois mots frappés aux frontons de nos édifices publics, fondements nécessaires à une société de tolérance et d'harmonie. Ces principes sont ceux qui m'ont conduit à m'investir dans la mise en place du Musée militaire franco-allemand de Mayence.

L'association de ces deux termes, musée militaire et franco-allemand aura pu surprendre certains, tant on peut les imaginer incompatibles. La mémoire, c'est le respect de tous, pour les actes de bravoure et de courage de millions de femmes et d'hommes de part et d'autre du Rhin qui, au cours des conflits marquant le siècle dernier, se sont engagés, sans états d'âme, dans la défense de leur pays et dans leur refus de l'asservissement par d'autres. C'est aussi le respect des autres. Lorsque l'on se rend dans un pays étranger ou que l'on part à la découverte de son propre pays, on se doit de respecter les traditions de nos hôtes, d'aller à la rencontre de leur mode de vie, de leur culture et de leurs idées. Il n'y a donc pas d'antinomie entre ces deux termes et l'on peut, à juste titre, parler de mémoire partagée.

Promouvoir l'amitié franco-allemande puisque c'est l'objet de ce Musée c'est permettre aux visiteurs de mieux encore découvrir les sites qui témoignent de la richesse, et de l'authenticité, parfois cruelle, de notre patrimoine historique commun. C'est leur permettre,

comme ce sera encore le cas à l'occasion des cérémonies du 100^{ème} anniversaire de l'Armistice, de se souvenir des lieux où eux-mêmes ou leurs familles, ont payé un lourd tribut. C'est, enfin, favoriser la transmission vers les jeunes générations, qui doivent savoir que la France et l'Allemagne, deux magnifiques pays sont deux nations qui œuvrent depuis des décennies à la construction européenne mais aussi le théâtre de conflits qui ont vus d'autres jeunes gens se sacrifier pour la libération de leur pays et d'autre sous de faux idéaux.





Il s'agit donc de favoriser la lisibilité de notre histoire commune en améliorant l'information relative à leur existence, comme c'est l'objet de ce projet, mais surtout de faire en sorte que l'amateur d'histoire, qui vient dans la région pour découvrir la ville où se sont trouvés Napoléon, le Général de Gaulle, le maréchal Koenig, et bien d'autres héros par exemple, soit en mesure de savoir que dans un périmètre de quelques kilomètres, d'autres témoignages de notre passé historique commun méritent d'être visités, tels que le mémorial de Marceau ou les carrés militaires de Trèves. Les responsables politiques et institutionnelles doivent accompagner ces projets en direction de nos jeunes générations pour leur offrir aussi l'opportunité de découvrir, en marge des sites mémoires, les autres richesses touristiques de la région et donner envie de rester plus longtemps en Allemagne.

Ce musée est un témoignage. Celui de la volonté de citoyens français et allemands de mettre en valeur notre devoir de mémoire partagé mais tout particulièrement de favoriser l'accès de tous à cette formidable source d'information et de réflexion que sont les sites de mémoire, de contribuer à ce devoir



de mémoire qui nous échoit à tous.

1945 - Entrée des troupes françaises à Mayence

A la fin de la seconde Guerre Mondiale, les relations entre la France et l'Allemagne étaient marquées par des conflits politiques et de pouvoir qui avaient

atteint leur apogée au cours de trois grandes guerres entre les deux nations. Les victoires succédaient aux défaites, les humiliations aux revanches. Une réputation d'ennemis s'était formée qui avait empoisonné les relations bilatérales pendant des générations bien qu'entre-temps des efforts avaient été faits pour apprendre à se connaître et à se comprendre. Cependant, les nazis avaient poussé l'image de l'ennemi héréditaire à l'extrême. En France, les souvenirs de la campagne de 1940, des quatre ans d'occupation avec

les déportations dans des camps de travail allemands et de la terreur que faisaient régner les SS et la Gestapo étaient encore vivaces. Maintenant les Français arrivaient en vainqueurs. Qu'allait-il se produire? Le 10 juillet 1945 les éléments du 2^{ème} corps d'armée relevaient les troupes américaines et occupaient la zone Nord disposant de la 1^{ère} Division d'Infanterie, la 3^{ème} Division d'Infanterie Algérienne,

et la 10^{ème} Division d'Infanterie auxquelles s'ajoutaient peu après la 3^{ème} Division Blindée, la 5^{ème} Division Blindée et la 23^{ème} Division d'Infanterie. Dans le cadre de la démobilisation et de la réorganisation des armées le 2^{ème} Corps d'Armée est dissous le 30 mai 1946.



Mayence-Heure zéro

A partir de 1946, on comptait en dehors des habitants allemands plusieurs milliers de Français dans la ville. Mayence était le siège de diverses unités militaires de la zone nord. Les services français étaient installés pour la majorité dans les hôtels, les bâtiments publics et les maisons particulières. Un bureau des fournitures situé à la mairie tentait, après de premières réquisitions désorganisées, de régler la mise à disposition des logements privés.

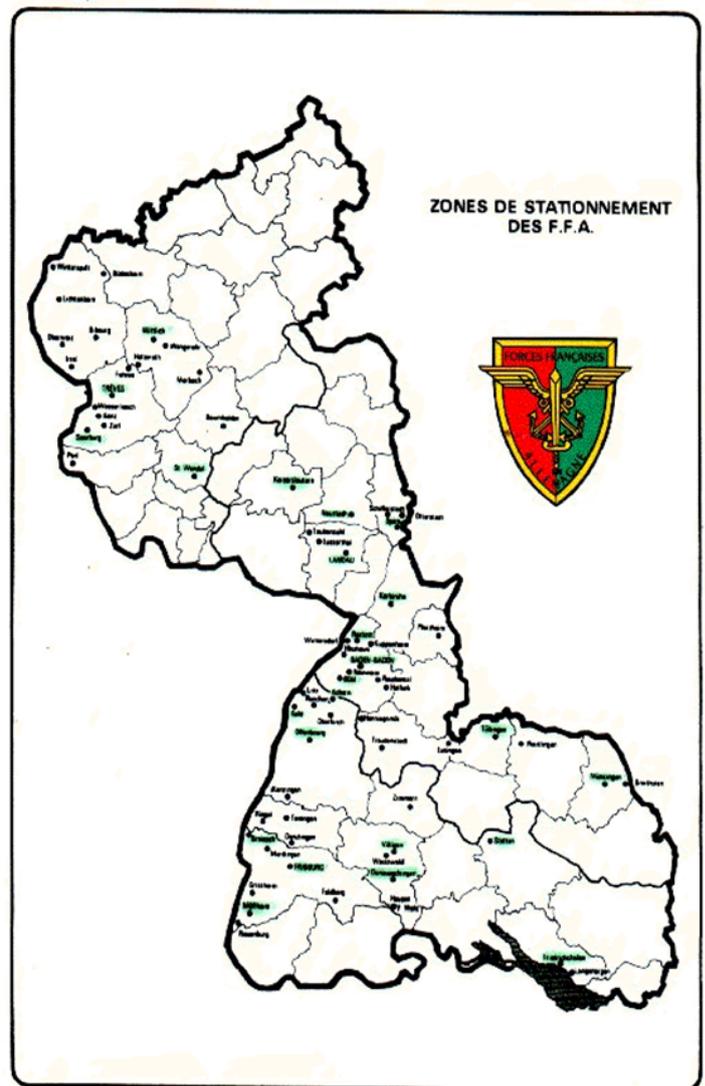
En règle générale, le gouvernement émettait alors un bon de réquisition pour une durée indéterminée. L'administration municipale devait organiser l'évacuation des locaux dans un délai de 24 heures en général. Toute personne devant libérer intégralement un logement ou une maison ne devait emporter que ses affaires personnelles. De nombreux Mayençais furent à l'étroit dans les années qui suivirent, certains même



furent logés en partie dans des greniers ou des caves. De plus, le mobilier, la literie, les couverts et autres objets nécessaires à la vie quotidienne, furent confisqués. Celui qui ne s'était pas fait établir un bon de réquisition, ne pouvait prétendre à des dommages et intérêts ultérieurs. Communication, réussirent à obtenir un compromis du quartier général français. A partir de mars 1946, l'administration municipale commença à verser les indemnités pour les logements et le mobilier réquisitionnés. Les propriétaires de logement perçurent un loyer pour les locaux et une quote-part pour l'usure du mobilier. La situation en logement se détendit au début des années 50 avec la restitution de la majorité des bâtiments dans le centre-ville. L'approvisionnement en denrées alimentaires déjà difficile dans les derniers mois de guerre continua à s'aggraver avec le doublement du nombre des habitants. On conserva néanmoins les rationnements, mais les tickets ne valaient pas le papier sur lequel ils étaient imprimés. La situation alimentaire dans l'ensemble de la zone.

L'administration

Entre mai et juillet 1945, l'administration militaire de la zone française était placée sous les ordres du



Général De Lattre de Tassigny, commandant en chef de la 1^{ère} Armée, résidant à Lindau. Le 14 juillet, le Général Pierre Koenig devint commandant en chef français en Allemagne. Il lui incombait de mettre en place une administration militaire « civile ». Mayence devint le siège d'états-majors militaires. L'un des adjoints du Général Koenig était le Général Emil Laffon, directeur du *gouvernement militaire de la zone française d'occupation (G.M.Z.F.O.)*. Entre 1945 et 1947, deux institutions administratives se trouvaient face à face à Baden-Baden, le *cabinet* civil du Général Koenig et le G.M.Z.F.O. qui remplissaient les mêmes missions, mais représentaient néanmoins des directions politiques différentes. Alors que le Général Laffon voulait donner de nouveau plus de responsabilité aux autorités allemandes, le Général Koenig représentait une ligne directive. Dans les cinq gouvernements militaires de la zone nord de la zone d'occupation, Laffon se faisait représenter par des gouverneurs

ayant une très grande autonomie de décision. La zone nord se répartissait en trois gouvernements militaires comprenant : la Rhénanie Hesse Nassau, la Hesse Palatinat et la Sarre. Les responsabilités furent respectivement occupées par Claude Hettier de Boislambert et le juriste André Brozen Favereau. Les services Français ont été complétés par plusieurs services civils et militaires : les délégations de cercle au niveau communal, l'enseignement français en Allemagne, la Paierie générale de France en Allemagne, le tribunal militaire et des économats. Des contacts entre les forces stationnées ici et la population ont eu lieu sous différentes formes. A la création de la République fédérale d'Allemagne et l'entrée en vigueur du statut d'occupation en 1949, le gouvernement militaire français fut dissous à Baden-Baden. La haute commission alliée assumait alors les fonctions en tant qu'organe de contrôle des puissances occidentales, représentée chacune par un haut-commissaire. L'entrée en vigueur des accords de Paris en 1955 mit fin au statut d'occupation - à l'exception de Berlin, la République fédérale d'Allemagne fut laissée à son indépendance. Les forces alliées devinrent des forces étrangères stationnées dans un pays allié et souverain. Les troupes d'occupation en Allemagne devinrent les Forces Françaises en Allemagne, dont le quartier général resta à Baden-Baden jusqu'en 1999.

La justice durant la période d'occupation

La capitulation du troisième Reich avait pour conséquence que les alliées ordonnèrent une série de Lois maritales qui furent publiées en zone Française par à compter du 28 mai 1945. La loi N°1 supprima toutes les Lois national socialistes, avec la Loi N°2 tous les tribunaux allemands furent momentanément fermés. Les actes malveillants des Mayençais à l'encontre des directives des forces d'occupation étaient du ressort du tribunal sommaire. Les noms des condamnés furent affichés jusqu'en février 1946 en précisant l'acte incriminée et la hauteur de la peine. L'administration militaire française ne tarda pas à mettre en place une administration judiciaire autonome. Le tribunal d'instance retrouva ses locaux. Le tribunal d'instance de Mayence reprit son activité quelques mois plus

tard, de premiers procès civils eurent lieu. Le tribunal allemand devait effectuer un compte rendu hebdomadaire auprès du juge militaire français. Le tribunal sommaire quant à lui traitait toujours les infractions concernant les forces de stationnement françaises. Jusqu'au milieu des années cinquante, les autorités judiciaires françaises pouvaient décider de se charger de n'importe quelle procédure par le biais de « *l'évocation* ». Mais, elles utilisèrent très peu ce droit.

La vie culturelle

La politique culturelle était pour la France un des instruments les plus importants pour que l'Allemagne prenne un nouveau départ démocratique. Elle devait offrir des perspectives et contribuer à rapprocher les populations jadis ennemies. La soif des Allemands pour les événements culturels (surtout étrangers) était grande car les maîtres du « III^{ème} Reich » avaient fortement réduit l'offre culturelle et coupé totalement les Allemands du patrimoine et des événements culturels du monde occidental. Le Général Raymond Schmittlein était responsable de la vie culturelle dans toute la zone française d'occupation. Il devait être donné à la vie culturelle allemande une nouvelle tendance par des impulsions venant de France, ce qui eut pour effet de souligner le prestige culturel de la France. Des expositions itinérantes, des artistes d'opéra et d'opérette, des artistes de cabaret de tout ordre, se passèrent bientôt entièrement le relais. L'offre culturelle permit à de nombreux Mayençais de s'évader, pendant quelques heures, de leur souci quotidien de survie.

1946 - Création du Land de Rhénanie Palatinat

Un an après avoir investi et occupé leur zone d'occupation française la directive N°57 créa le Land de Rhénanie Palatinat. Ce fut le chemin pour préparer la mise en place d'un Etat légal. C'est ainsi que la directive N° 57 est considérée comme l'acte de naissance de la Rhénanie palatinat. Elle fut entièrement préparée par les services français. Les politiciens Allemands n'eurent aucune influence que ce soit dans l'élaboration du texte ou quant à sa formulation. Ce nouveau Land devint un enfant de l'occupation, il en était de même pour le nom du Land

qui fut choisi par le général Koenig dans l'énoncé de sa déclaration qui parla d'un « Land rhénan palatin ». C'est donc sans émotion particulière et avec beaucoup de retenue que les habitants prirent connaissance de la création du Land. Une grande parade militaire eu lieu le 11 et 12 septembre 1946 rassemblant 5000 soldats sur le tarmac du terrain d'aviation de Finthen, des manifestations sportives ainsi qu'un défilé nocturne au flambeau. Par conséquent il était clair qu'à la tête de ce nouveau Land soit occupé par un français : Claude Hettier de Boislambert fut nommé quelque jours après la promulgation de la directive Gouverneur du Land.

1948 - Chemins vers un nouvel État

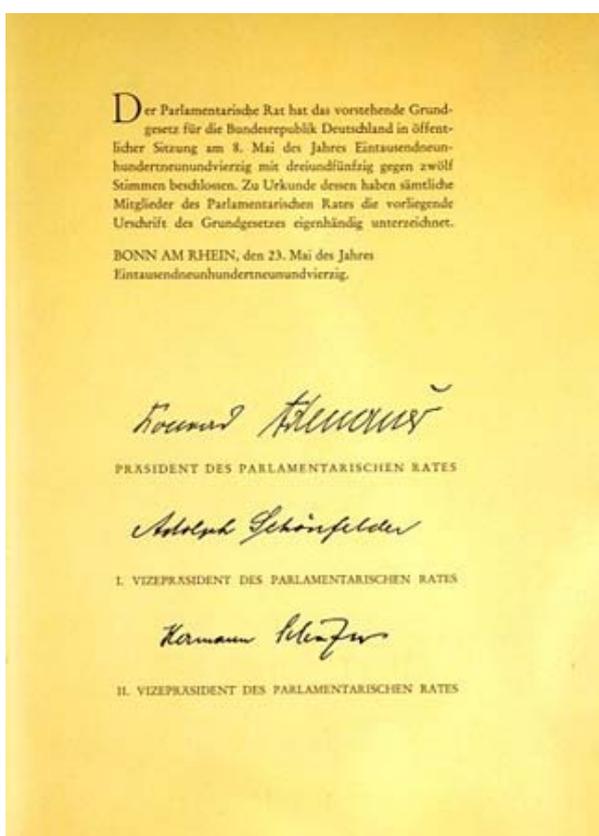
Après des années d'occupation par les forces alliées, la rédaction des « Documents de Francfort » permet à l'Allemagne de l'Ouest de passer du droit martial des Alliés à un droit strictement allemand. L'atmosphère dans les quartiers généraux américains est tendue lorsqu'en ce 1^{er} juillet 1948, les premiers ministres des Länder de l'Ouest reçoivent des Puissances Alliées les « Documents de Francfort ». Ceux-ci doivent définir les fondements d'un. Le 1^{er} juillet 1948 marque une date importante dans la constitution

de la République Fédérale nouvel État ouest-allemand. En effet, suite aux conséquences de la Guerre Froide, un fossé s'est creusé dès la fin des années 1940 entre l'URSS et les autres Alliés, les États-Unis, la Grande Bretagne et la France. Par conséquent, lors de la conférence des Six Puissances, qui eut lieu à Londres au printemps 1948, les Puissances de l'Ouest et les États du Benelux décidèrent de la création d'un État ouest-allemand, dont les fondements se trouvaient dans les « Documents de Francfort ». Ces « documents » soulignent la nécessité de convoquer une assemblée nationale, condition préalable à

l'élaboration d'une constitution démocratique, ainsi que la nécessité de mettre en place un système fédéral. Ainsi les documents de Francfort fondant la nouvelle démocratie allemande comportaient-ils trois parties. La première, prévoit la future révision de la division allemande, la protection des droits des Länder de l'Ouest ainsi associés, la création d'une instance centrale appropriée ainsi que la garantie des droits et libertés individuels. La seconde partie est l'occasion pour les puissances Alliées de l'Ouest d'exiger une réorganisation des Länder. Enfin, la troisième partie, censée clarifier la question de la souveraineté en Allemagne de l'Ouest, impose aux premiers ministres d'accepter l'état d'occupation de l'Allemagne. Inquiets

quant à l'avenir de l'Allemagne, les chefs des Länder réagissent avec circonspection. S'ils saluent la souveraineté promise, ils craignent néanmoins une irrévocabilité de la frontière entre des deux Allemagnes. Finalement, après de longues et après discussions, les ministres présidents acceptent les exigences des occupants. Ils refusent toutefois de constituer une Assemblée Nationale nécessaire à l'élaboration d'une nouvelle constitution et chargent seulement un Conseil Parlementaire de cette tâche. Après avoir été approuvée par les gouverneurs généraux, la nouvelle constitution est

proclamée le 23 mars 1949. Dès lors commence pour la jeune République Fédérale la recherche de son identité. La question du nouveau drapeau fédéral allemand fait partie de cette quête d'identité. Après diverses propositions, le drapeau datant de l'époque de la République de Weimar est choisi. Les couleurs Noir, Rouge, Jaune flottant alors sur les immeubles officiels marquent le changement en Allemagne de l'Ouest. Le nouveau Parlement de Konrad Adenauer choisit en 1951 Bonn comme capitale ouest-allemande, rejetant d'une courte majorité la candidature de Francfort-sur-le-Main. Par ailleurs,





l'Hymne Nationale ne faisant pas l'unanimité, Adenauer décide alors d'utiliser la troisième strophe de la « Lied der Deutsche » de Hoffmann von Fallersleben et Joseph Haydn. Celle-ci ne sera chantée que lors de manifestations officielles. Cette décision fut ratifiée définitivement en 1992 après la réunification. Ainsi se sont façonnés les débuts de la République Fédérale d'Allemagne, marqués par les doutes des Alliés et des Allemands. Au cours du temps, la situation a évolué vers une coopération politique et économique fructueuse qui mena l'Allemagne à sa maturité démocratique. Ainsi les « Documents de Francfort » sont-ils à marquer d'une pierre blanche dans l'Histoire de l'Allemagne, de l'Europe et de l'Occident.

Réconciliation - Du Traité de l'Élysée à la Brigade Franco-Allemande

Le traité de 1963 relatif à la coopération franco-allemande intensifia également la coopération des armées des deux pays. Il s'ensuivit des manifestations sportives communes, des jumelages, un échange régulier *entre* les compagnies et des

exercices communs. En 1986, une grande unité française, la 1^{ère} Division Blindée, participa pour la *première* fois à une manœuvre allemande. Une restructuration profonde des forces françaises en Allemagne eut lieu depuis 1991 après la réunification de l'Allemagne. Le 2^{ème} Corps d'Armée, dont l'état-major se trouvait à Baden-Baden, placé sous l'autorité du commandant en chef des forces françaises en Allemagne, fut dissous en 1993. Les *forces françaises en Allemagne (F.F.A.)* devinrent les *forces françaises stationnées en Allemagne (F.F.S.A.)*. Dans la même année, l'état-major de la 1^{ère} Division Blindée fut transféré de Landau à Baden-Baden, où il fusionna avec l'état-major des FFSA. En 1999, l'état-major des FFSA-1^{ère} DB et le 5[°] Régiment de commandement et de soutien seront dissous. Sont restées en mémoire en particulier, les interventions de soutien des forces françaises lors des catastrophes naturelles. Aujourd'hui ne subsistent plus que la BFA comme garant de la coopération militaire bilatérale sur le sol allemand.

A.W.

LES DIFFÉRENTES CROIX DE GUERRE 39-45 EN FRANCE.



par Olivier MENUT
CEN(RC) - Auditeur IHEDN



Lorsque la seconde guerre mondiale éclate, le gouvernement français décide dès la fin septembre 1939, de créer une nouvelle croix de guerre selon les caractéristiques de celle de la Croix de guerre 1914-1918, afin de récompenser les combattants les plus méritants.



Cette croix de guerre, qui ne porte pas encore son millésime définitif, est une croix pattée en bronze florentin d'un module de 37 mm, à quatre branches, avec entre celles-ci deux épées croisées, pointes en haut.

La gravure de la croix de guerre 39-45 reprend le modèle du sculpteur Albert Bartholomé (1848-1928) qui réalisa le modèle définitif de la croix de guerre 14-18 instaurée par la loi du 8 avril 1915.

Sur l'avvers de la médaille, dans un médaillon circulaire, l'effigie de la République coiffée d'un bonnet phrygien orné d'une couronne de laurier, est entourée par un anneau portant la légende « République Française ».

Sur le revers, les millésimes varieront selon les durées de la guerre pour finalement se fixer à 1939-1945.

On sait qu'il en fut de même pour le premier conflit mondial où chaque année, les avers de la croix de guerre 14-18 portèrent les millésimes 1914-1916, 1914-1917 et finalement 1914-1918.

Toutefois, si la croix de guerre 14-18 ne connut qu'un seul régime politique, celle de 39-45 connaîtra

plusieurs régimes et plusieurs chefs dont chacun mettra en place son propre modèle de Croix de guerre.

Tout d'abord le 1^{er} modèle du gouvernement Daladier.

Puis le modèle de l'Etat Français (Maréchal Pétain) qui instaura également une croix de guerre pour la LVF qui se battit sur le front de l'Est.

En parallèle, le général de Gaulle chef de la France Libre et le général Giraud, chef de l'Armée d'Afrique créeront leur propre croix de guerre avec de très nombreuses variantes faute de moules et de rubans à disposition.

Enfin à la libération un modèle supprima tous les modèles antérieurs et instaura un seul et même modèle définitif qui est encore portable de nos jours bien que les titulaires se fassent de plus en plus rares.

Ceux sont ces différents modèles que nous allons maintenant étudier.

« CROIX DALADIER » PAR DÉCRET-LOI DU 26 SEPTEMBRE 1939

Alors que la guerre vient d'éclater, Edouard Daladier, Président du Conseil de la France et ministre de la Guerre, ainsi qu'Albert Lebrun, Président de la III^e république française, instituent la croix de guerre par un décret-loi, le 26 septembre 1939, pour commémorer les citations individuelles pour fait de guerre.

Daladier précise d'ailleurs, dans une instruction du 18 octobre 1939 :



Edouard Daladier 1884-1970

« La Croix de guerre constitue une haute récompense, distinguant le chef et le soldat qui se sont signalés au feu, par une action d'éclat caractérisée. Le commandement doit lui maintenir tout son prestige et toute sa valeur morale, en veillant à ce qu'elle soit décernée judicieusement et sans abus.

Elle doit être attribuée uniquement pour faits d'armes et donc être réservée en principe aux combattants. Pour éviter les abus qui déprécieraient rapidement la valeur de la Croix de guerre, le commandement veillera à ce que cette récompense ne soit pas attribuée dans certaines unités avec trop de largesse par rapport à d'autres unités engagées dans des conditions analogues ».

Cette médaille reprend le modèle de la Croix de guerre 1914-1918 avec un avers représentant la tête de la République orné de lauriers, une l'inscription « République Française » et un revers, qui porte uniquement – à cette époque - la date de « 1939 ». Le ruban, lui, comporte une différence avec celui de 14-18 qui reprenait le ruban de la médaille de Sainte Hélène (1857). Le ruban de la « Croix Daladier » est

un ruban rouge partagé par quatre bandes vertes.

Cependant, en 1940, la presse révélait le « scandale des croix de guerre » dû aux agissements et pratiques de certains chefs militaires ayant fui devant l'ennemi et cherchant, depuis l'armistice, à redorer leur piètre image par des faits d'armes fictifs entraînant l'attribution de la Croix de guerre à titre collectif. Par ailleurs, des généraux auraient donné des ordres pour que tout militaire restant porteur de son arme puisse être décoré de la Croix de guerre !

Ce désordre étant une insulte pour les authentiques ayants droit, le 11 novembre 1940, Pierre Héricourt, directeur de la Légion Française des Combattants, proposait une révision des citations décernées à compter de la date du 10 mai 1940. Un jury d'honneur, constitué par des officiers et d'anciens combattants, proposa que la croix instituée en 1939 soit supprimée et remplacée par un nouveau modèle.

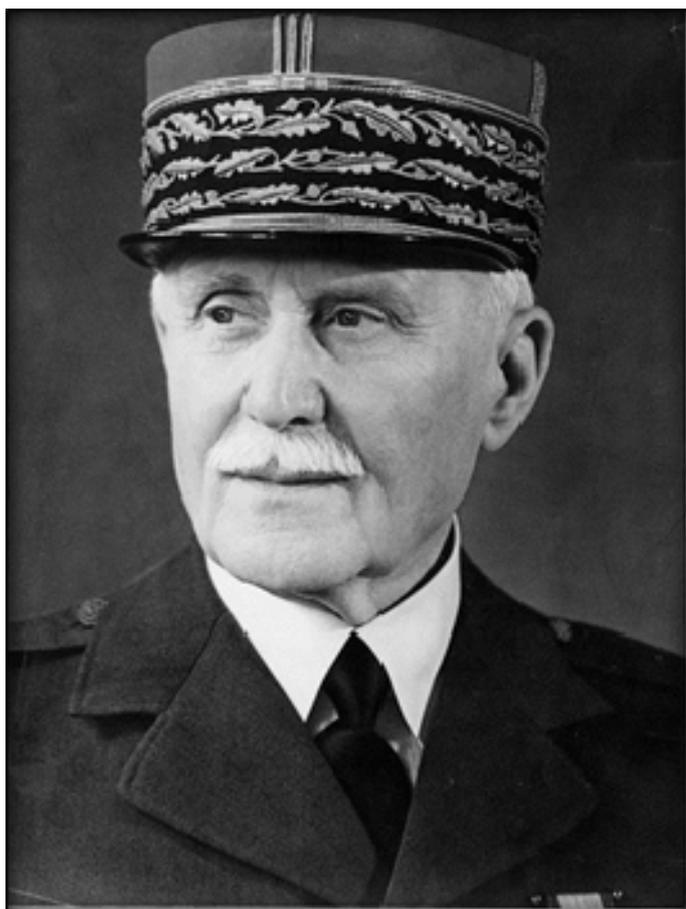


Modèle de la croix d'origine avec le revers marqué 1939, miniature et dixmudes (barrette de tissus)

« CROIX DE VICHY » PAR DÉCRET DU 28 MARS 1941

Aussi, après l'armistice de juin 1940, le général Weygand, constatant un manque de respect des règles d'attribution de la croix de guerre 1939 et à la suite du scandale de l'attribution de certaines croix de guerre 39-45, demanda une révision de toutes les citations attribuées lors des combats de mai-juin 1940.

Par décret du 28 mars 1941, le Gouvernement de



**Maréchal Philippe Pétain
1856-1951**

Vichy décide alors de supprimer la Croix de guerre 1939 (dites Daladier) et d'en établir une nouvelle, accordée aux titulaires de l'ancienne après étude de leurs citations. La croix est identique, mais marquée 1939-1940 au revers, et porte désormais un ruban vert avec sept liserés noirs. C'est la croix de guerre dite « de Vichy ». Les couleurs vertes et noires rappelaient celles de la médaille commémorative de la guerre de 1870-1871 qui symbolisaient non seulement le deuil de la perte de l'Alsace et de la Lorraine, mais aussi l'espoir.

Le Décret du 28.03.41 abroge les articles 1 et 2 du décret-loi de 1939, et stipule qu'à compter du 1^{er} juin 1941, la Croix de guerre instituée en 1939, ne devra plus être portée « sous peine de poursuites ». La révision des citations était également effectuée par une nouvelle commission. La nouvelle Croix de guerre dites de « Vichy » différait de la croix de 1939 sur les points suivants :

- ⇒ Le ruban était vert avec un liseré noir de 1,5 mm sur chaque bord et traversé par cinq raies verticales noires de 1,5 mm ;
- ⇒ Sur le revers était inscrit le millésime 1939-1940 avec parfois des variantes non officielles 1941, 1942, 1943, 1944, 1939-1941, 1939-1942, 1939-1943, 1939-1944.

Il a même existé dans cette version de la médaille, un modèle non officiel portant sur l'avvers une francisque et la légende, entourant la francisque, « ÉTAT FRANÇAIS ». Toutes ces croix et leurs variantes seront supprimées par l'ordonnance du 7 janvier 1944 et interdites de port. Toutefois les titulaires se contentèrent parfois de simplement changer le ruban...



Modèle officiel de l'Etat-Français et modèle non officiel portant une francisque avec son ruban vert et noir significatif. La date au revers est 1939-1940. La barrette blanche et noir n'est qu'une décoloration du ruban.

« CROIX LVF » PAR LOI DU 18 JUILLET 1942

La LVF ou « Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme » est créé le 8 juillet 1941 par l'Etat Français (régime dit de « Vichy » du maréchal Pétain) juste après l'invasion de la Russie soviétique par les nazis. Ces français collaborationnistes s'engagent pour se battre à côté des allemands (et sous l'uniforme « feldgrau »). En 1942 une dizaine de ces combattants de la LVF reçoivent la Croix de fer de 2^{ème} classe allemande en récompense des actions de combat de l'hiver 1941-1942 aux portes de Moscou. La France se doit elle aussi de récompenser ses soldats. Mais la LVF reste une association loi



**Général Edgard Puaud
(1889-1945)**

pas envisagé d'utiliser le système des citations mais par la suite, afin de marquer l'importance de cette décoration vis-à-vis de la Croix de guerre, les Croix de guerre légionnaire suivantes seront décernées avec le même système de citations que pour les Croix de guerre. La Croix de guerre légionnaire est une Croix de guerre dite de Vichy modifiée. Les deux épées croisées entre les branches sont limées et une couronne de vingt-quatre feuilles de laurier est ajoutée. Le centre représente, à l'avant, un aigle aux ailes déployées, un écusson avec le mot « FRANCE » broché sur l'aigle. Il porte, au revers l'inscription « CROIX DE GUERRE LEGIONNAIRE ».

La Croix de guerre légionnaire est suspendue à un ruban vert de 37 millimètres de largeur, partagé par sept bandes médianes noires de 1 millimètres chacune, séparées entre elles de 2mm 1/2 et disposé de manière à laisser deux bandes noires latérales de chacune 5 mm. L'attribution de la Croix du légionnaire cessera avec la dissolution de la LVF, le 20 novembre 1944 avec moins de 400 Croix attribuées. Cette Croix est supprimée par l'ordonnance du 28 octobre 1944. La croix s'inspirait de la Croix de guerre classique, mais différait de celle-ci sur les points suivants :

- ⇒ Son ruban était de couleur verte, traversé par sept fines raies verticales noires et liseré sur chaque bord par une large bande verticale noire ;
- ⇒ La croix ne portait pas entre les branches les deux épées et le médaillon central était entouré par une couronne de feuilles de laurier. Ce médaillon portait sur l'avant un aigle aux ailes déployées. Un écusson avec le mot France brochait sur l'aigle. A la base de l'écusson, quatre rayons partaient vers le bas. Au revers,

1901 à caractères privée qui ne peut se voir décernés de décorations militaires de l'État français, même si elle sera déclarée d'utilité publique le 11 février 1943.

La loi du 18 juillet 1942 qui précise que les légionnaires sont susceptibles de se voir décerner des décorations françaises permet de réaliser une décoration équivalente à la Croix de guerre.

Les cinq premières Croix de guerre légionnaire sont décernées sans citations dans la cour d'honneur des Invalides à Paris, le 27 août 1942. Au départ, il n'était



Modèles d'origine



Copie actuelle

l'inscription CROIX DE GUERRE LÉGIONNAIRE.

Cette croix fut interdite de port et supprimée par l'ordonnance du 7 janvier 1944.

« CROIX GIRAUD » OU « CROIX D'ALGER » PAR DECISION DU 16 MARS 1943

Après la « croix Daladier », et les croix de guerre de « Vichy », une croix de guerre fut également créée à Alger pour l'armée de terre d'Afrique, sur décision du général Henri Giraud, Commandant en chef de l'Afrique du Nord, en date du 16 mars 1943. Cette nouvelle version de la croix de guerre sera surnommée la « croix de guerre de l'armée Giraud », ou la « croix de guerre Giraud » ou même la « croix

de guerre d'Alger », ville d'Algérie où était installé le général Giraud. Près d'un millier de croix furent attribuées notamment pendant la campagne de Tunisie. Le modèle était différent de la croix de 1939 sur les points suivants :

- ⇒ Elle était portée à l'aide des rubans de la croix de 1914-1918 ou de la croix de 1939, réalisés plus ou moins grossièrement, avec parfois des teintes curieuses faute d'avoir les rubans d'origines. L'idée est toutefois de supprimer le ruban vert et noir de l'état Français, mais certains seront carrément bleu (au lieu de vert) et orange (au lieu de rouge) !
- ⇒ Sur l'avvers, l'effigie de la République était remplacée par deux drapeaux tricolores croisés et sur le revers, le millésime 1943 remplaçait celui 1939.



Différents modèles de la Croix de guerre Giraud, dont les rubans sont de différentes couleurs. On notera en bas à droite le ruban de cette « croix d'Alger », qui est en fait celui de la croix de guerre 14-18 !

Il y eut des fabrications de tissus de cette croix au Moyen Orient, en Afrique du Nord, aux Etats-Unis, en Angleterre et même en France en temps de guerre. Cela explique les différences de coloris de ruban dont certains sont franchement exotiques... Comme toutes les autres Croix de guerre, cette croix de guerre Giraud sera supprimée par l'ordonnance du 7 janvier 1944.

« CROIX DE LONDRES » DU 30 SEPTEMBRE 1943

Par ailleurs, la France Libre continue pendant la même période, d'attribuer le premier modèle de croix de guerre, conservant le ruban et la médaille, mais sans date au revers. C'est le modèle dit « de Londres ». Cette croix fut instaurée le 30 septembre 1942 par Décret N° 514 du général de Gaulle, chef de la France Libre. Une citation à l'ordre des Forces Françaises Libres était même matérialisée par une palme de vermeil.

On notera à cette occasion que la croix de guerre 1939-1945 est la seule de toutes les croix de guerre



**Général Charles de Gaulle
1890-1970**

et assimilé (croix de guerre 14-18, croix de guerre TOE (Théâtres d'Opérations Extérieures), Croix de la valeur Militaire, médaille de la gendarmerie et médaille de la Défense Nationale d'or) à pouvoir porter sur son ruban une palme de vermeil.

Cette médaille porte également des étoiles ou des palmes selon le type de citation du récipiendaire, comme suit :

- ⇒ Une étoile de bronze pour une citation à l'ordre de la brigade, du régiment ou unité assimilée.
- ⇒ Une étoile d'argent pour une citation à l'ordre de la division.
- ⇒ Une étoile de vermeil pour une citation à l'ordre du corps d'armée.
- ⇒ Une palme de bronze en forme de branche de laurier pour une citation à l'ordre de l'armée.
- ⇒ Une palme d'argent en forme de branche de laurier remplace cinq palmes de bronze.
- ⇒ Une palme de vermeil en forme de branche de laurier pour une citation à l'ordre des Forces Françaises Libres ou à l'ordre de la Nation.

L'ordonnance du 7 janvier 1944 a repris ces dispositions en créera une citation à l'ordre de la Nation qui est encore attribuable de nos jours mais très exceptionnellement.

La plupart des modèles réalisés par la France Libre, seront des modèles dite de « pénurie » qui ne portait pas de gravure (et donc de date) au revers de la médaille. Ces modèles étaient réalisées localement et artisanalement sans les moules d'origine. Ils sont très rares et recherchés par les collectionneurs !



Avers et revers de modèles de pénurie faits en Angleterre se caractérisent par l'absence de gravure au revers de la croix

« MODÈLE OFFICIEL » DE L'ORDONNANCE DU 7 JANVIER 1944 DU CFLN

Enfin, à la Libération de la France, l'ordonnance du 7 janvier 1944 du COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE (C.F.L.N.) interdira le port de la croix instituée sous Vichy ainsi que des modèles dit « Giraud » et naturellement les croix de guerre des LVF pour n'autoriser que le modèle de la croix du 26 septembre 1939 sur le revers de laquelle étaient gravés les millésimes du début et de la fin de la seconde guerre mondiale en France, soit : « 1939-1945 ».

On notera toutefois que la révision des citations faites par le gouvernement de l'État Français (régime de Vichy du maréchal Pétain) ne furent jamais remise en cause par le Comité. L'ordonnance institua également la citation à l'ordre de la Nation, matérialisée par une palme de vermeil et récompensant des cas particulièrement méritoires, tel que cela avait été imaginé par le général de Gaulle lorsqu'il était en Angleterre.



Les citations et la Croix de guerre 39-45 sont décernées comme en 1939, avec le même ruban et la même médaille. Cette décoration décorera tous les combattants de 1940, les combattants de la France Libre, les résistants, les déportés, ainsi que 1.585 villes, 86 départements et 161 formations ou régiments militaires. Les invalides cités pour blessure au combat, ont leur citation élevée à l'ordre de l'armée lorsque la Légion d'honneur ou la Médaille militaire leur est remise au titre de leur invalidité. En cas de décès de l'ayant droit, la croix de guerre était même remise, à titre de souvenir et sur

leur demande, aux parents du défunt, dans l'ordre suivant : le fils aîné ou à défaut la fille aînée, la veuve, le père, la mère, le plus âgé des frères ou à défaut la plus âgée des sœurs et ainsi de suite, dans l'ordre successoral.

De la même manière que pour la grande guerre, la croix de guerre 1939-1945 a été attribuée, à tous les échelons, à de nombreuses villes et villages de France métropolitaine, d'Afrique du nord et des territoires d'outre-mer, pour leur participation directe par leur population à la Résistance ou pour les sacrifices supportés du fait de l'occupation ou des bombardements (blason ci-dessus pour Saint Lo en Normandie).



Bien que les croix de guerre 39-45 soient désormais toutes les mêmes, on notera toutefois des différences dans les finesses du trait de la Marianne à l'avant de la croix



***Croix de guerre 39-45 en ordonnances (grande taille),
en ruban ou en réductions (taille réduite)***

Par la suite le décret du 28 janvier 1954, décidera que la croix de guerre 1939-1945 pourra être décernée aux ressortissants français qui ont obtenu, après assentiment du gouvernement, une ou plusieurs décorations étrangères accompagnées d'un texte de citation rappelant leur comportement remarqué au cours des opérations 1939-1945.

Ces dispositions ne peuvent toutefois être appliquées, aux bénéficiaires :

- ⇒ Déjà titulaires de la croix de guerre pour les mêmes motifs que ceux ayant déterminé l'attribution des distinctions honorifiques étrangères susvisées ;
- ⇒ Ayant obtenu celles-ci alors qu'ils servaient, par contrat, dans une formation alliée.

En règle générale, la croix de guerre 1939-1945 n'est plus attribuée depuis le 1er août 1956, mais elle peut être encore remise dans le cas particulier des évadés qui reçoivent la Médaille des Évadés accompagnée d'une citation. Par ailleurs, s'ils n'ont pas déjà été cités pour leur participation à ces combats, les anciens combattants présents à la bataille de Bir-

Hakeim (mai-juin 1942) peuvent, sur leur demande, recevoir actuellement la croix de guerre 1939-1945.

L'on dénombre pour la seconde guerre mondiale, un total d'environ 250.000 citations, dont de nombreuses qui furent décernées à titre posthume. A titre de comparaison, la Croix de guerre 14-18 fut attribuée en 2.055.000 exemplaires selon le Ministère de la Guerre au 1er mars 1920, mais ce chiffre ne tenait pas compte des citations à titre posthume et des croix de guerre avec palme accompagnant d'office la Légion d'honneur et la Médaille militaire. Enfin, on rappellera qu'il est toujours possible d'engager de nos jours une procédure d'homologation ou de régularisation d'une citation, dans la mesure où le demandeur est en possession de documents administratifs probants et lui permettant de prouver de manière incontestable le bien-fondé de sa demande. Les titulaires peuvent ensuite adhérer à l'Association nationale des Croix de guerre et de la Valeur militaire, dont le siège social est situé à l'Hôtel national des Invalides à Paris (France).

O.M.



Les bienveillantes



(Prix Goncourt 2006)

Michel Mogniat

Auteur et Observateur critique



Voilà un roman qui ne se lit pas d'une traite : un pavé de 900 pages... qu'on a tout de même du mal à lâcher. **Les bienveillantes**, édition Gallimard, est le premier roman de Jonathan Littell, il a obtenu Le Prix Goncourt 2006.

Je ne sais pas combien de temps a mis l'auteur pour l'écrire, mais il lui a certainement fallu des années pour se procurer et parcourir l'abondante documentation qui le compose. *Les bienveillantes*, c'est un peu plus qu'un roman, c'est un exercice réussi : l'insertion de personnages fictifs qui côtoient des personnages réels dans un univers historique récent, celui de la dernière guerre mondiale.

Avec sa colossale documentation, l'auteur aurait pu écrire trois thèses de doctorat d'histoire : une sur le front de l'Est, une sur les structures de la SS et une dernière sur l'univers concentrationnaire.

Le livre commence en Ukraine, il nous promène un peu partout dans l'Europe en guerre, à Stalingrad où le personnage principal est gravement blessé à la tête, mais l'ouvrage nous emmène également dans des lieux paisibles comme le Cap d'Antibes ou dans des forêts plus ou moins nordiques pour se terminer dans Berlin en flammes sous le déluge de bombes.

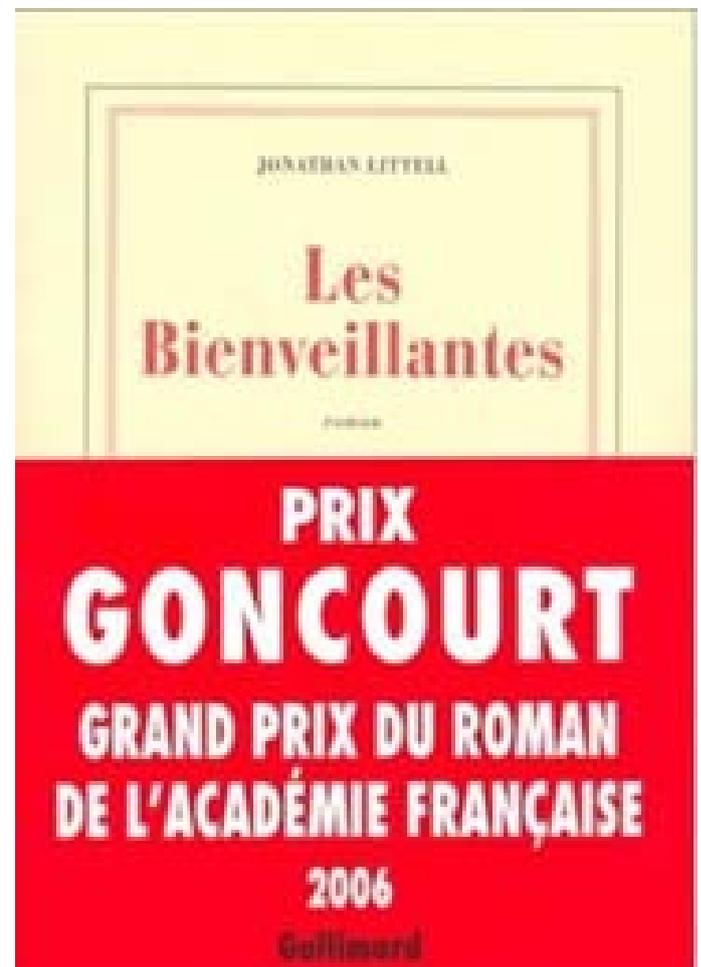
Le personnage central est un officier, le SS Obersturmführer Maximilien Aue. Il prendra du galon au fur et à mesure de son parcours, de ses missions... Max Aue parle à la première personne en s'adressant au lecteur. Il raconte sa vie, ses envies, ses relations amicales, sa sexualité. Aue est homosexuel, ce qui, on s'en doute, ne s'harmonise pas toujours avec l'idéologie nazie. Il se travestit à l'occasion, dans la recherche d'une sœur jumelle...

Le livre commence en Ukraine, il nous promène un peu partout dans l'Europe en guerre, à Stalingrad où le personnage principal est gravement blessé à la tête, mais l'ouvrage nous emmène également dans des lieux paisibles comme le Cap d'Antibes ou dans

des forêts plus ou moins nordiques pour se terminer dans Berlin en flammes sous le déluge de bombes.

Le personnage central est un officier, le SS Obersturmführer Maximilien Aue. Il prendra du galon au fur et à mesure de son parcours, de ses missions... Max Aue parle à la première personne en s'adressant au lecteur. Il raconte sa vie, ses envies, ses relations amicales, sa sexualité. Aue est homosexuel, ce qui, on s'en doute, ne s'harmonise pas toujours avec l'idéologie nazie. Il se travestit à l'occasion, dans la recherche d'une sœur jumelle...

Son métier de *soldat* est simple : exterminer les juifs d'Ukraine d'abord, avec les Einsatzgruppen, puis en



Crimée, pour finir dans la méthode industrielle des camps de la mort. Le tour de force de l'ouvrage et ce n'est pas rien de le dire, c'est que le narrateur est banalement et profondément... humain ! C'est un idéaliste attachant qui nous parle de sa philosophie de l'existence. Il aime la musique, la littérature, les beaux arts... et il n'est pas le seul : nombre de ses amis SS sont aussi amoureux des arts, ils apportent des fleurs à la maîtresse de maison quand ils sont invités et pratiquent le baisemain avec les épouses de leurs collègues.

Les jardins des villas de leurs *lieux de travail* sont bien tenus, on y cultive des roses.

C'est là que se situe, entre autres, l'originalité de l'ouvrage : décrire le raffinement de la civilisation occidentale et le faire cohabiter avec la barbarie la plus froide, la plus inhumaine, la plus calculatrice. Et sans relâche, au cours de la lecture de cette froide barbarie, on se dit : « *Non, ce n'est pas possible !* » Hélas, ce le fut.

L'écriture est plaisante, elle erre dans le descriptif, les paysages sont palpables avec les doigts, les couleurs du soleil étalent une palette insoupçonnée et les odeurs lâchent leurs fragrances aux narines du

lecteur. Mais cette écriture descriptive sait aussi rester sobre, autant dans un coucher de soleil que dans une scène d'atrocité, c'est peut-être la froideur descriptive qui donne un aperçu de l'horreur absolue. Dans cette sobriété crue il faut parfois s'accrocher des deux mains au bouquin pour ne pas chavirer.

Toutefois aussi riche que soit sa documentation, Jonathan Littell commet peut-être une erreur : « *Un de nos Orpo, photographe amateur, avait pris plusieurs pellicules en couleurs durant les exécutions, et disposait aussi de produits pour les développer ; je lui fis réquisitionner du matériel dans une échoppe pour qu'il me prépare des tirages de ses meilleurs clichés.* » (page 130)

La scène décrite se passe dans un bourg Ukrainien en 1941. Or, même si la première photo couleur date de 1868 :

-Le succès à grande échelle dépendait de la possibilité de tirage photographique sur papier que permet le kodacolor introduit en quantité limitée pendant la seconde Guerre Mondiale 1942 puis plus largement dans les années 1950 sous le format 135-

Source : encyclopédie Wikipédia. De nombreux sites sur l'histoire de la photo confirment l'encyclopédie. Si





Or le père qu'Œdipe a tué c'est Laios, pas Laërte, qui était lui, le père d'Ulysse ! Le lapsus est d'autant plus surprenant quand on sait que « *Le mensonge d'Ulysse* » est un ouvrage de la littérature révisionniste concentrationnaire, ce qui n'a pas pu échapper à l'auteur. D'autant que le titre lui-même « *Les bienveillantes* » est inspiré des classiques grecs, *Les Euménides* d'Eschyle.

Quoi qu'il en soit, ni l'improbabilité sur la photo couleur, ni ce lapsus ne font ombrage aux *Bienveillantes* qui réunit tous les ingrédients de la littérature moderne : des phrases simples mais percutantes, pas de fioritures inutiles, du sexe, de l'action, des interrogations crues.

La fin décrit Berlin sous les bombes et les berlinois souffrant de la famine. Les scènes sont assez réalistes et

la scène est plausible, aux vues des dates et des lieux, elle reste peu probable.

Un autre petit régal de fin gourmet est un *lapsus calami*, quand l'auteur philosophe sur le droit, car la philosophie et la réflexion ne sont pas absentes de l'ouvrage. Il écrit :

« *Œdipe lorsqu'il tue son père, ne sait pas qu'il commet un parricide ; tuer sur la route un étranger qui vous a insulté, pour la conscience et les lois grecques, est une action légitime, il n'y a aucune faute ; mais cet homme c'était Laërte...* » (page 545)

comme dans toute ville affamée, le zoo devient une source d'approvisionnement alimentaire.

À la fin du roman, Max Aue tue son meilleur ami, celui qui lui fut le plus fidèle. Il y a également une scène de grosse farce, inutile et grotesque, lorsque Aue pince le nez d'Hitler.

L'ouvrage se lit avec facilité tout en nous faisant ressentir un certain malaise, c'était le but, il est atteint.

M.M.



Dr. Elena Sydorova
Rédactrice en chef

Créé durant l'été 2014, le groupe musical féminin « Les Brigandes » est diffusé par le site internet « Le Comité de Salut Public ». Ce groupe de sept femmes alliant la douceur des mélodies et l'originalité des clips avec des paroles incisives et dérangeantes fit rapidement un « buzz » sur les réseaux sociaux de la mouvance non-conformiste.

Néanmoins, depuis quelques mois une campagne de dénigrement initiée par une « antifa », formée idéologiquement au sein des Jeunesses communistes révolutionnaires, a été amplifiée par le site gauchiste La Horde, et reprise par l'hebdomadaire mondialiste Le Point, contre Les Brigandes.

Il est regrettable que les accusations de la presse euroatlantiste aient été reprises par certains sites patriotes et catholiques afin de présenter ces jeunes femmes comme membre d'une secte. Cela montre

bien que chacun peut se laisser abuser, y compris les journalistes de la presse libre.

« Sans Frontières » a préféré découvrir par lui-même pour savoir qui étaient vraiment ces jeunes chanteuses non-conformistes et les présenter à nos lecteurs.

Elena Sydorova : Quel est le but des « Brigandes » ?

Les Brigandes : Comme cela est indiqué sur notre site web (www.lecomitedesalutpublic.com), notre but est de « produire et diffuser des œuvres culturelles, artistiques et intellectuelles pour servir le combat antimondialiste ».

C'est dans cette optique que nous nous concentrons sur trois activités principales :



⇒ Le combat culturel, avec les Brigandes qui produisent des clips musicaux et des CDs (disponibles sur la boutique de notre site). Nous avons sorti deux albums pour le moment : « Le Grand Remplacement » en octobre 2015, et « France notre Terre » en juin 2016.

⇒ Les émissions « Radio Brigandes », qui expliquent notre démarche et synthétisent des informations venant de différents courants antimondialistes. Ces émissions ont pour but d'encourager l'alliance antimondialiste et de donner la parole à des spécialistes et des représentants de différents mouvements dissidents, sans sectarisme.

⇒ L'édition de brochures pour approfondir certains sujets.



E.S. : Vous dénoncez dans vos chansons les effets pervers du mondialisme. Est-ce votre ligne politique ?

L.B. : Notre ligne politique est assez simple : nous sommes pour la défense de la diversité de la nature, des nations et des cultures contre le mondialisme uniformisateur. Nous dénonçons ainsi en chanson l'élite mondialiste de notre pays (*Bing Bang Bong – Chiens de politicards*) ou le fer de lance du mondialisme qu'est l'américanisation (*Comment on devient américain*). Toujours dans cette optique de dénoncer les agents du mondialisme, nous avons dénoncé la Franc-Maçonnerie (*La loge des Jacobins*) ou encore la politique visant à écraser l'Europe par un remplacement de population avec l'immigration massive (*Le Grand Remplacement*).

Mais nos chansons ne se cantonnent pas qu'à la dénonciation : elles mettent aussi en valeur des modèles de résistance et de noblesse face à la

subversion moderne. L'héroïne française Jeanne d'Arc est mise à l'honneur (*Jeanne – J'ai trouvé une épée*), ainsi que l'ensemble des héros de l'humanité (*Le retour des héros*) ou encore la France dans son ensemble (*France notre Terre*). Conscients que le mondialisme est principalement incarné par les États-Unis d'Amérique, nous soutenons les nations qui s'opposent à l'impérialisme américain. Nous avons donc exprimé notre soutien à la Russie de Vladimir Poutine dans *Laissez vivre la Russie – He мeшaйтe жить Poccии*.

« Quel est cet homme sorti de l'hiver
Chargé du destin d'un peuple fier
De la France recevez notre estime
Cher Vladimir Poutine »

Les Brigandes – Laissez vivre la Russie – He мeшaйтe жить Poccии



E.S. : Vous semblez admirer la Russie. Vous sentez-vous proche de Vladimir Poutine ?

L.B. : La Russie s'est en effet relevée de la période communiste de façon exemplaire, grâce à la force et l'audace de Vladimir Poutine. On peut dire que la Russie est aujourd'hui le dernier grand bastion chrétien contre la décadence, ce qui lui vaut d'être diabolisée dans les médias occidentaux. Elle donne l'exemple d'une nation qui tente de retrouver son indépendance et son identité, et qui montre en de nombreux points qu'elle refuse la politique occidentale : limitation sévère de l'immigration, combat contre l'islamisme, interdiction du mariage homosexuel et de toute propagande homosexuelle ou pornographique sur les mineurs, interdiction de l'agriculture OGM sur le territoire russe, opposition à l'interventionnisme américain, limitation du libéralisme effréné, etc.

Au niveau spirituel, nous nous sentons d'ailleurs plus proches de l'Orthodoxie que du Catholicisme, l'Orthodoxie étant par nature moins disposée au mondialisme (les églises ne sont pas centralisées) et plus tolérante (reconnaît que l'Esprit Saint peut agir en dehors des religions chrétiennes). De toute façon, il suffit de comparer le Pape François au Patriarche

Kyrill : l'un prône l'immigration comme un devoir sacré et travaille à liquider sa propre Église dans un œcuménisme mondial, l'autre prône la guerre sainte contre l'Islam terroriste dans son discours du 9 mai dernier.

Dans une perspective de rapprochement avec la Russie, trois personnes de notre groupe apprennent le russe depuis un an : la Brigande Roxane, danseuse, harpiste et guitariste, Antoine, notre documentaliste et secrétaire, et Ruedi, le responsable de l'éclairage des clips et des aspects administratifs et juridiques du groupe.

Nous avons d'ailleurs le projet de dédier une de nos



émissions « Radio Brigandes » à la Russie de Poutine. Nous avons pour cela interviewé et filmé un ex-militaire français se rendant régulièrement en Russie et ayant collaboré à plusieurs reprises avec SputnikNews (M. Pierre Malinowski), et attendons d'autres occasions d'interviews (si possible de Russes) pour compléter notre émission. Affaire à suivre...

E.S. : Vous avez choisi de vivre en communauté en cohérence avec vos valeurs, est-ce pour cela que l'on tente de vous faire passer pour une secte ?

L.B. : Oui, sans doute. Ne partageant pas les valeurs mondialistes et matérialistes du monde actuel, notre équipe a décidé de se rassembler en « clan » pour vivre en cohérence avec ses idées. Nous vivons tous dans la même zone géographique et, en dehors du travail des Brigandes et du Comité de Salut Public, nous nous entraînons aussi pour les tâches matérielles quotidiennes. Nous pensons que le grand

défi de notre époque est de vaincre l'individualisme, fondement de notre société marchande, et de retrouver un mode de vie fraternel et solidaire, un « communisme communautaire » si on veut. Nous pensons que dans des pays comme la France, les personnes étant encore attachées à la conscience, à l'ordre naturel et à leurs racines vont devoir se regrouper en microsociétés, pour développer un autre système social et culturel que le modèle républicain qui nous est imposé.

Nous formons ainsi un petit clan d'une dizaine de familles, dans les forêts de la Montagne Noire dans le sud de la France.

E.S. : Vous appelez à l'Alliance antimondialiste, que préconisez-vous ?

L.B. : On pourrait résumer notre ligne de communication par :





- 1) Dénoncer les forces mondialistes,
- 2) Encourager les forces antimondialistes.

C'est dans cette optique que nous nous sommes ouverts à tous les courants s'opposant au mondialisme, peu importe leur idéologie et leurs croyances, et que nous pensons qu'il faut œuvrer à développer une alliance ou au moins une entente entre ces forces. Une résistance face à un ennemi commun qui nous menace d'extinction ne s'occupe pas des convictions de chaque camp qui y participe. Il s'agit d'une question de survie : c'est ainsi que la résistance française, entre 1940 et 1945, rassembla aussi bien des communistes internationalistes que des nationalistes français.

Nous tenons donc à affirmer la position inverse, qui est d'oublier le sectarisme et d'encourager tous ceux qui s'opposent au mondialisme uniformisateur à collaborer ensemble. Voilà pourquoi nous rassemblons les gens par la chanson et montrons par nos émissions « Radio Brigandes » que l'on peut réfléchir avec différentes personnes qui ne pensent pas forcément la même chose !

Comme nous le disons dans *Le retour des héros*, nous pensons que si les grands héros de l'humanité

devaient revenir aujourd'hui, ils se retrouveraient tous dans le même camp : celui de la résistance face à l'Ordre Mondial.

« Je rêve qu'Hannibal et Scipion
Unis pour de bon,
Infligent à l'empire mondial,
Le coup fatal.

Patton et Rommel comme deux frères,
Sous la même bannière,
Et ce jour-là le grand Pyrrhus,
Il sera Russe. »

Les Brigandes – Le retour des héros

E.S.

Les albums des Brigandes sont disponibles sur :

⇒ www.lecomitedesalutpublic.com

⇒ ou à l'adresse suivante :

BARKA Production
BP 7
F-34330 LA SALVETAT SUR AGOUT
FRANCE



La recette du Chef David Bret :

NAGE DE FRUITS ROUGES EN INFUSION DE THÉ VERT



Aujourd'hui je ne vous propose pas un classique de la cuisine française, mais tout simplement un dessert de ma création. Une nage de fruits rouges en infusion de thé vert et menthe fraîche.

La saison des fruits rouges bas son plein en ce moment de l'année, c'est pourquoi je vous propose ce dessert de saison simple et rapide à réaliser.

Un dessert frais pour l'été qui peut être servi de façon classique, moderne ou originale.

Aujourd'hui je vous le propose en version moderne de façon originale « Comme un cocktail ».

Pour accompagner ce dessert frais, subtil et parfumé.

Je vous propose de l'accompagner avec un crémant de Saint-Emilion, afin d'apporter une note fraîche et acidulée et de mettre en exergue les arômes des fruits rouges.

Je vous souhaite une bonne dégustation.

Ingredients

Éléments de base

- ⇒ Sucre (300 gr.)
- ⇒ Eau (1 l.)
- ⇒ Fraises des bois (50 gr.)
- ⇒ Thé vert à la menthe (3 sachets)
- ⇒ Menthe fraîche (1/5 de botte)
- ⇒ Coulis de framboise (200 gr.)

Garniture

- ⇒ Fraises (500 gr.)
- ⇒ Framboises (500 gr.)
- ⇒ Groseilles (250 gr.)
- ⇒ Mûres (500 gr.)

Recette

- ⇒ Réaliser un sirop avec l'eau et le sucre puis mettre à infuser les sachets de thé et la menthe fraîche haché à couvert.
- ⇒ Réaliser la garniture de fruits
Laver tous les fruits rouges puis les éponger sur un linge
couper les fraises en dés, puis les ajouter avec les framboises et les groseilles et les mûres.
- ⇒ Réserver au froid.
- ⇒ Mettre au froid le sirop à la menthe jusqu'à refroidissement complet.
- ⇒ Ajouter ensuite la garniture de fruits dans le sirop en veillant à ne pas écraser les fruits.
- ⇒ Servir en assiette à soupe et décorer avec de la menthe fraîche.

Conseil du chef

Pour éviter que vos fraises ne se gorgent d'eau, lavez-les sans ôter leur pédoncule.





David BRET

Meilleur Ouvrier de France

Charcutier - Traiteur

"SANS FRONTIÈRES"

**recommande la boutique
de notre ami et rédacteur,
le chef David Bret**

Nos produits maison

Nous accordons une grande importance et sommes très attachés à la sélection de nos produits et de nos fournisseurs.

Nos viandes de porc sont sélectionnées par nos soins et issues d'élevage fermier, « viande de porc française ».

Nous sélectionnons une gamme d'épices fines de très grande qualité.

Les arômes utilisés dans nos préparations sont tous ...

Détails

Boutique en ligne :

<http://www.lesdelicescharcutiers.fr>

NOS PRODUITS MAISON



Terrine de campagne façon pain d'épices



Parfait de volaille au cognac



Parfait de volaille parfum cépes



Terrine de lapin au Pineau des Charentes



Terrine de pintade au vinaigre de framboise



Terrine de poulet citron gingembre

Informations sur votre boutique

Les Délices Charcutiers, David BRET - Meilleur Ouvrier de France
53 Route de l'Estuaire 17120 THAIMS

Appellez-nous au : 06 80 70 91 30

E-mail : davidbret@orange.fr

SANS FRONTIÈRES

Certificat d'enregistrement No 212 du 14.04.2015

Rédacteur en chef : Hélène SYDOROVA

Rédacteur en chef adjoint : François MAURICE

Comité de rédaction : Alexandre WATTIN, Olivier MENUT, Bernard-Philippe BULIDON, David BRET, Michel MOGNIAT, Guillaume BERNARD, Karine BECHET-GOLOVKO, Philippe GAUCHER, Pascal TRAN HUU, Xavier MOREAU, Grégory DUFOUR, Sylvain FERREIRA

Nos contacts:

Département Français des Sciences et Techniques,
Université Nationale Technique de Donetsk,
58, rue Artiom, 283001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69
courriel : dfst@dgtu.donetsk.ua
<http://dfst.donntu.org/fr/vie/vie.htm>